

Chambre des Représentants

SESSION 1976-1977.

TABLEAU DES PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI CONSIDERES COMME NON AVENUS PAR L'EFFET DE LA DISSOLUTION DES CHAMBRES LE 9 MARS 1977 ⁽¹⁾.

SOMMAIRE :

Pages

A. — PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI DEPOSES A LA CHAMBRE (CLASSES D'APRES L'ETAT DE LA PROCEDURE) :

I. — Projets et propositions de loi dont les rapports sont faits 2

II. — Projets et propositions de loi en Commissions :

a) Commission du Règlement 3

b) Commissions permanentes :

Affaires économiques 3

Affaires étrangères et Coopération au Développement 5

Affaires européennes. 5

Affaires générales et Fonction publique 6

Agriculture 6

Classes moyennes 7

Communications, Postes, Télégraphes et Téléphones 7

Culture 8

Défense nationale 8

Education nationale 9

Emploi et Travail 10

Environnement 11

Finances 11

Intérieur 12

Justice 15

Prévoyance sociale 20

Santé publique et Famille 21

Travaux publics 22

III. — Propositions de loi qui n'ont pas encore été prises en considération 23

B. — PROJETS DE LOI ADOPTES ET TRANSMIS PAR LE SENAT PLUS DE HUIT ANS AVANT LA DISSOLUTION DES CHAMBRES DU 9 MARS 1977 :

I. — Projets adoptés et transmis par le Sénat avant le 19 septembre 1944 27

II. — Projets adoptés et transmis par le Sénat après le 19 septembre 1944 et avant le 9 mars 1969 28

⁽¹⁾ L'article 1^{er}, 1^{er} alinéa de la loi du 3 mars 1977 relative aux effets de la dissolution des Chambres législatives à l'égard des projets et propositions de loi antérieurement déposés stipule que :

« En cas de dissolution des deux Chambres, sont considérés comme non venus, les projets et propositions de loi qui n'ont été adoptés ni par l'une ni par l'autre Chambre dissoute ou qui ont été adoptés par l'une ou par l'autre Chambre dissoute plus de huit ans avant la dissolution. »

A. — PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI DEPOSES A LA CHAMBRE (CLASSES D'APRES L'ETAT DE LA PROCEDURE).

I. — Projets et propositions de loi dont les rapports sont faits.

a) Projets et propositions de loi dont la commission propose l'adoption.

Administrations publiques :

Langues :

Proposition de résolution relative à l'application de la loi du 2 août 1963 sur l'emploi des langues en matière administrative, par l'administration communale de Schaerbeek.

Présentée par M. Anciaux, n° 453/1 du 27 février 1975.

Amendement de M. Anciaux, n° 453/2 du 6 mars 1975.

Amendement de MM. Henckens et Colla, n° 453/3 du 12 mars 1975.

Rapport de M. Olaerts, n° 453/4 du 26 mars 1975.

Affaires étrangères :

Benelux :

Projet de loi portant approbation du Deuxième Protocole, signé à Bruxelles le 26 janvier 1976, modifiant l'article 80, alinéa 2, du Traité du 3 février 1958 instituant l'Union Economique Benelux.

Présenté par le Gouvernement, n° 1058/1 du 17 janvier 1977.

(Sans rapport.)

Environnement :

Projet de loi portant approbation de la convention relative aux zones humides d'importance internationale particulièrement comme habitat de la sauvagine, faite à Ramsar (Iran), le 2 février 1971.

Présenté par le Gouvernement, n° 1077/1 du 3 février 1977.

(Sans rapport.)

Finances :

Projet de loi portant approbation du Sixième Protocole signé à Bruxelles le 26 janvier 1976, à la Convention de La Haye du 18 février 1950, portant unification des droits d'accise et de la rétribution pour la garantie des ouvrages en métaux précieux entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas.

Présenté par le Gouvernement, n° 1059/1 du 17 janvier 1977.

(Sans rapport.)

Budgets :

Budget de la Gendarmerie pour l'année budgétaire 1977.

Présenté par le Gouvernement, n° 4-X/1 (1976-1977).

Rapport de M. Gheysen, n° 4-X/2 du 8 mars 1977.

Crédits supplémentaires :

1. Projet de loi ajustant le budget du Ministère de la Défense nationale de l'année budgétaire 1976.

Présenté par le Gouvernement, n° 5-IX/1 (1976-1977).

Rapport de M. Tanghe, n° 5-IX/2 du 24 février 1977.

2. Projet de loi ajustant le budget de la Gendarmerie de l'année budgétaire 1976.

Présenté par le Gouvernement, n° 5-X/1 (1976-1977).

Rapport de M. Gheysen, n° 5-X/2 du 8 mars 1977.

Commerce et Industrie :

Organisation de l'économie :

Projet de loi portant approbation du Plan 1976-1980.

Présenté par le Gouvernement, n° 1031/1 du 7 décembre 1976.

Rapport de M. Dupré, n° 1031/2 du 8 mars 1977.

Droit pénal :

Dégradations :

Proposition de loi modifiant l'article 560 du Code pénal en ce qui concerne l'affichage pirate.

Présentée par M. Parisi, n° 468/1 du 13 mars 1975.

Amendement de M. Bourgeois, n° 468/2 du 14 octobre 1975.

Amendements du Gouvernement, n° 468/3 du 25 novembre 1975.

Amendements de M. Dehousse, n° 468/4 du 10 décembre 1975.

Sous-amendements de M. Dehousse, n° 468/5 du 7 janvier 1976.

Sous-amendements de M. Bourgeois, n° 468/6 du 13 janvier 1976.

Rapport de M. Uyttendaele, n° 468/7 du 3 février 1976.

Enseignement :

Projet de loi concernant l'article 32 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

Présenté par le Gouvernement, n° 1067/1 du 31 janvier 1977.

Rapport de M. Otte, n° 1067/2 du 3 mars 1977.

Finances :

Monnaie :

Projet de loi modifiant la loi du 12 juin 1930 portant création d'un fonds monétaire.

Présenté par le Gouvernement, n° 1080/1 du 8 février 1977.

(Sans rapport.)

Impôts :

Impôts directs :

Projet de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus.

Présenté par le Gouvernement, n° 1079/1 du 8 février 1977.

Rapport de M. Kickx, n° 1079/2 du 8 mars 1977.

Pensions :

Pensions militaires :

Projet de loi modifiant la loi du 23 janvier 1925 instituant une Caisse nationale des Pensions de la Guerre.

Présenté par le Gouvernement, n° 1012/1 du 17 novembre 1976.

(Sans rapport.)

b) Projets et propositions de loi que la Commission propose de ne pas adopter.

Administrations publiques :*Langues :*

1. Proposition de résolution relative à l'application de la loi du 2 août 1963 sur l'emploi des langues en matière administrative par l'administration des fédérations périphériques de Bruxelles.
Présentée par M. Clerfayt, n° 469/1 du 13 mars 1975.
Amendement de M. Harmegnies, n° 469/2 du 30 avril 1975.
Rapport de M. Vankeirsbilck, n° 469/3 du 30 septembre 1975.

2. Proposition de loi relative à l'organisation des contacts avec le public dans les services publics communaux de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale.

Présentée par M. Anciaux, n° 510/1 du 15 avril 1975.
Rapport de M. Olaerts, n° 510/2 du 26 juin 1975.

Art de guérir :

Proposition de loi modifiant l'article 19 de la loi du 20 décembre 1974 relative à l'exercice de l'art de soigner.

Présentée par M. Valkeniers, n° 810/1 du 3 mars 1976.
Rapport de M. Niemegeers, n° 810/2 du 8 février 1977.

Assistance publique :

Proposition de loi suspendant l'application de l'article 49, § 4, de la loi du 8 juillet 1976 organique des centres publics d'aide sociale.

Présentée par M. Van Eynde, n° 1010/1 du 10 novembre 1976.
Rapport de M^{me} Adriacensens. ép^{re} Huybrechts, n° 1010/2 du 8 février 1977.

Assurances sociales :*Sécurité sociale :*

1. Proposition de loi portant relèvement des taux de l'indemnité d'invalidité octroyée par l'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

Présentée par M. Van Acker, n° 322/1 du 27 novembre 1974.
Rapport de M. Namèche, n° 322/2 du 9 juin 1975.

2. Proposition de loi instaurant un pécule de vacances en faveur des travailleurs invalides.

Présentée par M. Van Acker, n° 328/1 du 28 novembre 1974.
Rapport de M. Deneir, n° 328/2 du 7 mai 1976.

3. Proposition de loi octroyant une allocation exceptionnelle aux bénéficiaires de certaines prestations sociales de longue durée.

Présentée par MM. Glinne et Van Acker, n° 674/1 du 15 octobre 1975.
Rapport de M. Verhaegen, n° 674/2 du 20 octobre 1976.

Vieillesse et décès prématuré :

Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 10 juillet 1970 instituant une allocation de déménagement, une allocation-loyer et une allocation d'installation en faveur de personnes âgées qui évacuent un logement inadapté à leur condition physique pour occuper un logement spécifique.

Présentée par M. Olaerts, n° 34/1 du 14 mai 1974.
Rapport de M. Somers, n° 34/2 du 19 mars 1975.

Budgets :

Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'année budgétaire 1977.

Présenté par le Gouvernement, n° 4-IX/1 (1976-1977).

Amendements de M. Vandemeulebroucke, n° 4-IX/2 du 3 janvier 1977.

Rapport de M. Tanghe, n° 4-IX/3 du 24 février 1977.

Communes :*Fusion de communes :*

Proposition de résolution relative à l'examen global et urgent des modalités d'exécution de la loi du 23 juillet 1971 concernant la fusion des communes et la modification de leurs limites.

Présentée par M. Harmegnies, n° 363/1 du 12 décembre 1974.
Rapport de M. Suykerbuyk, n° 363/2 du 6 mars 1975.

Energie :*Energie nucléaire :*

Proposition de loi créant une commission mixte chargée d'étudier les problèmes que pose la production d'électricité à partir de l'énergie nucléaire ainsi que les problèmes de l'implantation des centrales.

Présentée par M. Fiévez, n° 436/1 du 20 février 1975.
Rapport de M. Barbeaux, n° 436/2 du 4 février 1977.

Pensions :*Pensions militaires :*

Proposition de loi complétant la loi du 2 février 1954 portant modification aux lois coordonnées sur les pensions militaires et aux lois coordonnées sur les pensions de réparation.

Présentée par M. Olaerts, n° 36/1 du 14 mai 1974.
Rapport de M. Desmarets, n° 36/2 du 17 février 1975.

II. — Projets et propositions de loi en Commissions.

a) Commission du Règlement.

Chambres législatives :*Contrôle :*

Proposition de loi instituant un Commissaire du Parlement.

Présentée par M. Glinne, n° 60/1 du 16 mai 1974.

Amendements de M. Anciaux, n° 60/2 du 21 mai 1974.

Amendements de M. Bourgeois, n° 60/3 du 13 juin 1974.

Règlement de la Chambre :

Proposition modifiant l'article 18 du Règlement de la Chambre.

Présentée par M. Parisi, n° 635/1 du 26 juin 1975.

Composition de la Commission :

A. — Membres titulaires : MM. Blanckaert, Claeys, d'Alcantara, Desmarets, Grafé, Martens, Swaelen, Tanghe. — Baudson, Boel, Brouhon, Dehousse, Deruelles, Geldolf, Van Acker. — Damseaux, Flamant, Grootjans, Poswick. — Persoons, Rouelle. — Anciaux, Baert.

B. — Membres suppléants : MM. Beauthier, Bode, Nothomb, Verroken. — Ghysbrecht, Mangelschots, M^{me} Pétry, MM. Remacle (M.). — Bonnel, Evers. — Bila. — Babylon.

b) Commissions permanentes :

COMMISSION DES AFFAIRES ECONOMIQUES.**Assurances :**

Proposition de loi modifiant la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances.

Présentée par M. Dupré, n° 949/1 du 30 juin 1976.

Commerce et Industrie :

1. Proposition de loi instituant un ombudsman des consommateurs.
Présentée par M. Degroove, n° 84/1 du 29 mai 1974.

Le 14 janvier 1975. — Renvoi aux Commissions réunies des Affaires économiques et des Classes moyennes.

Rapporteur : M. Delhay.

2. Proposition de loi relative à la localisation du siège d'entreprise.
Présentée par M. Declercq (T.), n° 308/1 du 26 novembre 1974.

3. Proposition de loi instaurant un Institut national des Consommateurs.

Présentée par M. Van Mechelen, n° 392/1 du 14 janvier 1975.
Le 29 avril 1975. — Renvoi aux Commissions réunies des Affaires économiques et des Classes moyennes.

Armes et munitions :

1. Proposition de loi sur l'exportation et le transit du matériel de guerre et du matériel stratégique.

Présentée par M. Glinne, n° 534/1 du 7 mai 1975.

2. Proposition de loi sur le contrôle du matériel de guerre et du matériel stratégique.

Présentée par M. Glinne, n° 535/1 du 7 mai 1975.

Commerce de détail :

Proposition de loi modifiant la loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques de commerce.

Présentée par M. Degroeve, n° 85/1 du 29 mai 1974.
Le 14 janvier 1975. — Renvoi aux Commissions réunies des Affaires économiques et des Classes moyennes.

Crédit :

1. Proposition de loi complétant la loi du 18 novembre 1862 portant institution du système des warrants et accordant des facilités de crédit à certaines entreprises qui fabriquent des produits de série.

Présentée par M. Gillet, n° 956/1 du 1^{er} juillet 1976.

2. Projet de loi réglementant les conventions de crédit à la consommation.

Présenté par le Gouvernement, n° 1102/1 du 23 février 1977.

Ducroire :

Proposition de loi modifiant la loi du 30 décembre 1970 relative à l'Office national du Ducroire.

Présentée par M. Glinne, n° 536/1 du 7 mai 1975.

Fermeture d'entreprises :

Proposition de loi visant à empêcher les fermetures injustifiées d'entreprises.

Présentée par M. Monard, n° 876/1 du 11 mai 1976.

Organisation de l'économie :

1. Proposition de loi organisant la participation des cadres dans les organes de concertation des régions et du pays.

Présentée par M. Gillet, n° 852/1 du 21 avril 1976.

2. Proposition de loi relative à l'organisation de la cogestion dans les entreprises et à la promotion de l'autonomie de la fonction de l'entreprise.

Présentée par M. Grootjans, n° 888/1 du 20 mai 1976.

3. Proposition de loi modifiant la loi du 30 mars 1976 relative aux mesures de redressement économique.

Présentée par M. Levaux, n° 1044/1 du 16 décembre 1976.

Prix :

1. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 13 août 1971 relatif aux modalités de consultation de la Commission pour la régulation des prix.

Présentée par M. Levaux, n° 339/1 du 4 décembre 1974.

2. Proposition de loi modifiant l'arrêté-loi du 22 janvier 1945 concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays, modifié par les lois des 23 décembre 1969 et 30 juillet 1971.

Présentée par M. Damseaux, n° 541/1 du 13 mai 1975.

Energie :

Proposition de loi relative à l'organisation des canaux de distribution des sources d'énergie.

Présentée par M. Claes (W.), n° 969/1 du 2 juillet 1976.

Expropriations :

Proposition de loi octroyant à l'Etat le droit d'exproprier pour cause d'utilité publique les entreprises dont les propriétaires ne respectent pas leurs engagements en matière d'emploi ou qui sont menacées de démantèlement, et de les soumettre à un statut de régie nationale ou régionale.

Présentée par M. Van Geyt, n° 697/1 du 6 novembre 1975.

Mines :

1. Proposition de loi autorisant la création d'entreprises publiques pour la recherche et l'exploitation industrielle de tout procédé de liquéfaction, de gazéification ou de dégazage souterrain de houille.

Présentée par M. Glinne, n° 522/1 du 30 avril 1975.

2. Proposition de loi modifiant les lois sur les mines, minières et carrières, coordonnées par l'arrêté royal du 15 septembre 1919, modifiées par les lois des 2 février 1951, 15 juillet 1960 et 16 novembre 1961.

Présentée par M. Glinne, n° 523/1 du 30 avril 1975.

3. Proposition de loi modifiant les lois coordonnées sur les mines, minières et carrières en vue de garantir à la nation la propriété des mines, en tant que substances.

Présentée par M. Glinne, n° 546/1 du 15 mai 1975.

4. Proposition de loi modifiant les lois coordonnées sur les mines, minières et carrières en vue de régler la liquidation des sociétés civiles ayant pour objet l'exploitation d'une mine.

Présentée par M. Glinne, n° 555/1 du 21 mai 1975.

5. Proposition de loi relative à la nationalisation des biens immobiliers appartenant à certains charbonnages actuellement en liquidation.

Présentée par M^{me} Dinant, n° 590/1 du 5 juin 1975.

Dégâts miniers :

1. Proposition de loi insérant un article 58^{ter} dans les lois coordonnées sur les mines, minières et carrières en vue d'octroyer au Ministre ayant les mines dans ses attributions le droit de fixer le montant de la provision que le concessionnaire doit faire figurer à son bilan pour faire face à l'obligation de réparer.

Présentée par M. Glinne, n° 531/1 du 7 mai 1975.

2. Proposition de loi modifiant les lois relatives au Fonds national de garantie pour la réparation des dégâts houilliers, coordonnées par l'arrêté royal du 3 février 1961, modifiées par la loi du 28 juillet 1966 et l'arrêté royal n° 39 du 25 août 1967.

Présentée par M. Glinne, n° 532/1 du 7 mai 1975.

3. Proposition de loi créant quatre entreprises publiques de réparation de dégâts miniers.

Présentée par M. Glinne, n° 533/1 du 7 mai 1975.

4. Proposition de loi modifiant les lois sur les mines, minières et carrières coordonnées par l'arrêté royal du 15 septembre 1919 modifiées par la loi du 12 mai 1955 et les lois relatives au Fonds national de garantie pour la réparation des dégâts houilliers coordonnées par l'arrêté royal du 3 février 1961 et modifiées par la loi du 28 juillet 1966 et par l'arrêté royal n° 39 du 25 août 1967.

Présentée par M. Glinne, n° 571/1 du 28 mai 1975.

5. Proposition de loi modifiant les lois relatives au Fonds national de garantie pour la réparation des dégâts houilliers, coordonnées par l'arrêté royal du 3 février 1961, modifiées par l'arrêté royal n° 39 du 25 août 1967.

Présentée par M. Glinne, n° 589/1 du 5 juin 1975.

Travail :

Proposition de loi créant cinq entreprises publiques pour la fabrication, la vente, la location, l'entretien et la réparation des vêtements de travail.

Présentée par M. Glinne, n° 530/1 du 7 mai 1975.

COMMISSION DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT.

Affaires étrangères :

1. Proposition de résolution relative à l'évolution de la situation politique au Portugal.

Présentée par M. Desmarets, n° 492/1 du 27 mars 1975.

2. Proposition de résolution relative au droit d'autodétermination de la communauté basque.

Présentée par M. Kuijpers, n° 574/1 du 29 mai 1975.

3. Proposition de résolution sur le problème cyprite.

Présentée par M. Levaux, Mme Pétry, MM. Glinne, Talbot et Ducobu, n° 1071/1 du 2 février 1977.

Amendements de M. Breyne, n° 1071/2 du 10 février 1977.

Agents diplomatiques :

Proposition de résolution relative à l'ambassadeur actuel du Chili en Belgique.

Présentée par M. Dehousse, n° 207/1 du 17 juillet 1974.

Rapporteur : M. Desmarets.

Animaux :

Projet de loi portant approbation de la Convention européenne sur la protection des animaux dans les élevages, faite à Strasbourg le 10 mars 1976.

Présenté par le Gouvernement, n° 1109/1 du 4 mars 1977.

Benelux :

Projet de loi portant approbation de la Convention Benelux en matière d'armes et de munitions, signée à Bruxelles le 9 décembre 1970, et de l'Annexe.

Présenté par le Gouvernement, n° 378/1 du 19 septembre 1972.

Rapporteur : M. Desmarets.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 31 janvier 1974.

Relevé de caducité par la loi du 20 juin 1974.

C.E.C.A. :

Projet de loi portant approbation du Protocole concernant la coopération commerciale et économique entre la Communauté européenne du charbon et de l'acier et le Canada, ainsi que de l'Acte final et de la Déclaration y annexée, signés à Bruxelles le 26 juillet 1976.

Présenté par le Gouvernement, n° 1098/1 du 18 février 1977.

Commerce :

1. Projet de loi portant approbation du Protocole pour le maintien en vigueur de l'Accord international de 1968 sur le café tel que prorogé, et Annexe, faits à Londres le 26 septembre 1974.

Présenté par le Gouvernement, n° 1089/1 du 11 février 1977.

2. Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : a) accord international de 1972 sur le cacao, et annexes, faits à Genève le 21 octobre 1972; b) accord international de 1975 sur le cacao, et annexes, faits à Genève le 20 octobre 1975.

Présenté par le Gouvernement, n° 1110/1 du 7 mars 1977.

Droits de l'homme :

Proposition de résolution concernant le décès d'un prélat et de deux ministres ougandais.

Présentée par M. Valkeniers, n° 1103/1 du 24 février 1977.

Energie nucléaire :

Projet de loi établissant des dispositions propres à permettre à l'Agence internationale de l'énergie atomique d'effectuer des activités d'inspection et de vérification sur le territoire belge, en exécution de l'Accord international du 5 avril 1973, pris en application des §§ 1 et 4 de l'article III du Traité du 1^{er} juillet 1968 sur la non-prolifération des armes nucléaires.

Présenté par le Gouvernement, n° 1096/1 du 17 février 1977.

Rapporteur : M. Dehousse.

Europe :

1. Projet de loi portant approbation de la Convention portant création d'une agence spatiale européenne, et des annexes I à V, faites à Paris le 30 mai 1975.

Présenté par le Gouvernement, n° 1062/1 du 18 janvier 1977.

2. Projet de loi portant approbation de la décision du Conseil des Communautés européennes du 20 septembre 1976 et dispositions y annexées (Acte portant élection des représentants à l'Assemblée au suffrage universel direct, Annexes, I, II et III, et une Déclaration).

Présenté par le Gouvernement, n° 1090/1 du 14 février 1977.

Rapporteur : M. Swaelen.

Pêche maritime :

Projet de loi portant établissement d'une zone de pêche de la Belgique.

Présenté par le Gouvernement, n° 1082/1 du 10 février 1977.

Rapporteur : M. Vandamme.

Travail :

Projet de loi portant approbation de la Convention n° 77 concernant l'examen médical d'aptitude à l'emploi dans l'industrie des enfants et des adolescents, adoptée à Montréal le 9 octobre 1946 par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail au cours de sa vingt-neuvième session.

Présenté par le Gouvernement, n° 796/1 du 26 février 1976.

Le 16 juin 1976. — Renvoi à la Commission de l'Emploi et du Travail pour avis. (Rapporteur : M. Declercq (T.).)

Rapporteur : M. Glinne.

Droit pénal :

Racisme :

Proposition de résolution relative à la résolution de l'Organisation des Nations Unies assimilant le sionisme à une forme de racisme.

Présentée par M. Geldolf, n° 708/1 du 14 novembre 1975.

Amendement de M. Radoux, n° 708/2 du 17 novembre 1975.

Amendements de M. Declercq (T.), n° 708/3 du 26 novembre 1975. Amendements de : 1° M. Geldolf; 2° M. Dehousse, n° 708/4 du 3 décembre 1975.

Sous-amendement de M. Declercq (T.), n° 708/5 du 9 décembre 1975.

Rapporteur : M. Harmegnies.

Enquête parlementaire :

Proposition d'enquête parlementaire sur les fournitures d'armes de la Belgique à l'étranger.

Présentée par M. Vandemeulebroucke, n° 205/1 du 17 juillet 1974.

COMMISSION DES AFFAIRES EUROPEENNES.

Affaires étrangères :

Europe :

Proposition de loi portant organisation d'une consultation électorale au suffrage universel direct en vue de la désignation des membres belges du Parlement européen.

Présentée par MM. Nothomb et Martens, n° 15/1 du 2 mai 1974.

Amendements : 1° MM. Duvieusart et Degroeve; 2° M. Dehousse, n° 15/2 du 5 juillet 1974.

Amendements de : 1° M. Glinne; 2° MM. Van Grembergen et Van Leemputten; 3° M. De Wulf; 4° M. Uyttendaele, 5° M. Duvieusart, n° 15/3 du 11 juillet 1974.

Le 19 décembre 1974. — Renvoi aux Commissions réunies des Affaires européennes et de l'Intérieur.

Amendement de M. Nothomb, n° 15/4 du 13 mars 1975.

Le 29 mai 1975. — Renvoi en sous-commission.

Rapporteur : M. Monard.

COMMISSION DES AFFAIRES GENERALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE.

Administrations publiques :

1. Proposition de loi modifiant certaines dispositions relatives au statut des établissements scientifiques de l'Etat et du personnel scientifique de ces établissements.

Présentée par M. Deneir, n° 57/1 du 16 mai 1974.

2. Proposition de loi relative à la dépolitisation du secteur public et à la promotion sociale des agents de ce secteur.

Présentée par M. Niemegeers, n° 75/1 du 28 mai 1974.

Amendements de MM. Niemegeers et Bonnel, n° 75/2 du 19 décembre 1974.

3. Proposition de loi relative à la situation administrative des fonctionnaires et agents de l'Etat ou d'organismes parastataux élus à un mandat politique requérant une disponibilité permanente.

Présentée par M. Fiévez, n° 110/1 du 20 juin 1974.

Amendements de : 1° M. Bonnel; 2° M. Cumps, n° 110/2 du 22 juin 1976.

Amendements de M. Vansteenkiste (L.), n° 110/3 du 24 juin 1976.

Rapporteur : M. Lenssens.

4. Proposition de loi modifiant la loi du 26 mars 1968 facilitant le recrutement dans les services publics des personnes ayant accompli des services à la coopération avec les pays en voie de développement.

Présentée par M^{me} Pétry et M. Cudell, n° 111/1 du 20 juin 1974.

5. Proposition de résolution tendant à la création d'un Ministère de la Coopération au Développement à part entière.

Présentée par M. Vandemeulebroucke, n° 175/1 du 10 juillet 1974.

6. Proposition de loi relative à la promotion de certains agents des services publics nommés à titre définitif.

Présentée par M. Van Herreweghe, n° 412/1 du 28 janvier 1975.

Amendements de M. Van Elewycq, n° 412/2 du 25 février 1976.

Rapporteur : M. Coens.

7. Proposition de loi mettant fin au recrutement d'agents temporaires dans les administrations de l'Etat et les organismes d'intérêt public.

Présentée par M. Vansteenkiste (E.), n° 459/1 du 5 mars 1975.

8. Proposition de loi octroyant un congé aux agents des services publics assumant un mandat politique autorisé.

Présentée par M. Deneir, n° 631/1 du 25 juin 1975.

9. Proposition de loi instituant une commission spéciale d'analyse des organismes de l'Etat et des organismes publics.

Présentée par M. Grootjans, n° 752/1 du 6 janvier 1976.

10. Proposition de résolution tendant à promouvoir la régionalisation des administrations indispensables à l'élaboration et à l'exécution des politiques régionales.

Présentée par M. Beauchier, n° 789/1 du 18 février 1976.

Allocations familiales :

Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 26 mars 1965 relatif aux allocations familiales allouées à certaines catégories du personnel rétribué par l'Etat.

Présentée par M. De Beul, n° 181/1 du 10 juillet 1974.

Enquête parlementaire :

Proposition d'enquête parlementaire sur les assertions de la firme américaine Lockheed selon lesquelles des personnalités belges auraient reçu de l'argent pour « faciliter » la vente des avions militaires américains F.104 à la Belgique.

Présentée par M. Levaux, n° 800/1 du 26 février 1976.

Finances :*Comptabilité de l'Etat :*

1. Proposition de loi prévoyant la révision des prix de marchés de travaux ou de fournitures conclues avec les autorités administratives dans des conditions irrégulières.

Présentée par M. Mundeeler, n° 396/1 du 16 janvier 1975.

2. Proposition de loi relative à l'organisation des marchés publics.

Présentée par M. Baudson, n° 475/1 du 19 mars 1975.

Travail :*Contrat de travail :*

Proposition de loi instituant le statut du personnel d'encadrement.

Présentée par M. Flamant, n° 587/1 du 4 juin 1975.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE.

Agriculture :

1. Proposition de loi tendant à encourager l'échange multilatéral à l'amiable des terres agricoles.

Présentée par M. Michel, n° 17/1 du 2 mai 1974.

2. Proposition de résolution tendant à augmenter les prix agricoles proposés par la Commission des Communautés européennes.

Présentée par M. Picron, n° 801/1 du 26 février 1976.

Chasse :

1. Proposition de loi assimilant, en matière de chasse, les routes express aux autoroutes.

Présentée par M. Barbeaux, n° 756/1 du 14 janvier 1976.

2. Proposition de loi instituant un fonds de gestion du gibier et des oiseaux qui tombent sous les dispositions de la loi sur la chasse.

Présentée par M. Suykerbuyk, n° 1006/1 du 3 novembre 1976.

Commerce et Industrie :

Proposition de loi modifiant la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique et tendant à préserver les intérêts des agriculteurs.

Présentée par M. Damseaux, n° 585/1 du 4 juin 1975.

Droit civil :*Bail à ferme :*

Proposition de loi insérant dans le Code civil des règles particulières aux baux à ferme de carrière.

Présentée par M. Remacle (L.), n° 152/1 du 3 juillet 1974.

Amendement de M. Suykerbuyk, n° 152/2 du 15 janvier 1975.

Eaux et Forêts :

Proposition de loi portant création d'un fonds forestier wallon.

Présentée par M. Pierret, n° 655/1 du 15 octobre 1975.

Expropriations :

Proposition de loi accordant des aides exceptionnelles aux cultivateurs aux prises avec des difficultés dues aux expropriations pour cause d'utilité publique.

Présentée par M. Picron, n° 479/1 du 20 mars 1975.

Rapporteur : M. Vreven.

Secours et subsides :

Proposition de loi instaurant l'obligation de distribuer à des institutions sociales et d'utilité publique et aux indigents les produits agricoles retirés du marché dans le cadre du règlement n° 1035/72 de la Communauté économique européenne.

Présentée par M. Burgeon, n° 449/1 du 27 février 1975.

COMMISSION DES CLASSES MOYENNES.

Assurances sociales :

Sécurité sociale :

Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants et modifiant l'arrêté royal du 19 décembre 1967 portant règlement général en exécution de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967. Présentée par M. Defosset, n° 661/1 du 15 octobre 1975.

Vieillesse et décès prématuré :

1. Proposition de loi améliorant le régime de pension des travailleurs indépendants en matière de récupération de l'indu. Présentée par M. d'Alcantara, n° 246/1 du 8 octobre 1974.

2. Proposition de loi modifiant les arrêtés royaux n° 50 et 72 relatifs à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés et indépendants.

Présentée par M^{me} Ryckmans-Corin, n° 385/1 du 9 janvier 1975. Amendements de M^{me} Verlackt-Gevaert, n° 385/2 du 16 décembre 1975.

Le 6 mai 1976. — Renvoi aux Commissions réunies des Classes moyennes et de la Prévoyance sociale. Rapporteur : M. Plasman.

3. Proposition de loi modifiant l'article 16 de l'arrêté royal n° 72 du 10 novembre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants.

Présentée par M. Baert, n° 443/1 du 20 février 1975.

Commerce et Industrie :

1. Proposition de loi tendant à suspendre provisoirement l'implantation de grandes entreprises de distribution.

Présentée par M. Damseaux, n° 16/1 du 2 mai 1974.

2. Proposition de loi prévoyant des mesures socio-économiques en faveur des travailleurs indépendants dirigeant de petites et moyennes entreprises en difficulté.

Présentée par M. Mattheyssens, n° 72/1 du 28 mai 1974. Rapporteur : M. Verhaegen.

3. Proposition de loi interdisant temporairement l'implantation de nouveaux grands magasins et l'expansion de grands magasins existants.

Présentée par M. Verberckmoes, n° 77/1 du 28 mai 1974.

4. Proposition de loi instituant un ombudsman des consommateurs. Présentée par M. Degroeve, n° 84/1 du 29 mai 1974.

Le 14 janvier 1975. — Renvoi aux Commissions réunies des Affaires économiques et des Classes moyennes. Rapporteur : M. Delhaye.

5. Proposition de loi-cadre d'organisation et d'orientation de la distribution.

Présentée par M. Delhaye, n° 100/1 du 12 juin 1974.

6. Proposition de loi instaurant un Institut national des Consommateurs.

Présentée par M. Van Mechelen, n° 392/1 du 14 janvier 1975. Le 29 avril 1975. — Renvoi aux Commissions réunies des Affaires économiques et des Classes moyennes.

7. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 1964 portant coordination des lois relatives au registre du commerce et la loi du 18 mars 1965 sur le registre de l'artisanat.

Présentée par M. Suykerbuyk, n° 540/1 du 7 mai 1975. Rapporteur : M. Verhaegen.

Commerce de détail :

Proposition de loi modifiant la loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques de commerce.

Présentée par M. Degroeve, n° 85/1 du 29 mai 1974.

Le 14 janvier 1975. — Renvoi aux Commissions réunies des Affaires économiques et des Classes moyennes.

Organisation de l'économie :

Proposition de loi modifiant les lois relatives à l'Institut économique et social des Classes moyennes, coordonnées par l'arrêté royal du 10 septembre 1965.

Présentée par M. d'Alcantara, n° 825/1 du 17 mars 1976.

Professions :

Agent immobilier :

Projet de loi organisant les professions d'agent immobilier et d'expert conseil en valeurs immobilières.

Présenté par le Gouvernement, n° 940/1 du 24 juin 1976.

Amendement de M. d'Alcantara, n° 940/2 du 16 décembre 1976.

Amendements de M. Content, n° 940/3 du 17 février 1977.

Rapporteur : M. d'Alcantara.

Architecte :

Proposition de loi réglant l'incompatibilité entre la profession d'architecte et celle d'expert immobilier.

Présentée par M. Mangelschots, n° 122/1 du 25 juin 1974.

Assistant social :

Proposition de loi relative à l'exercice de la profession d'assistant social.

Présentée par M. Coens, n° 490/1 du 26 mars 1975.

Conseiller des petites et moyennes entreprises :

Proposition de loi sur la protection du titre de conseiller des petites et moyennes entreprises.

Présentée par M. d'Alcantara, n° 204/1 du 17 juillet 1974.

Expert immobilier :

Proposition de loi instituant le titre d'expert immobilier.

Présentée par M. Mangelschots, n° 123/1 du 25 juin 1974.

COMMISSION DES COMMUNICATIONS, POSTES, TELEGRAPHES ET TELEPHONES.

Enquête parlementaire :

Proposition d'enquête parlementaire sur la Société nationale des Chemins de fer belges.

Présentée par M. Gillet, n° 317/1 du 27 novembre 1974.

Finances :

Dette publique et emprunts :

1. Projet de loi autorisant la Société nationale des Chemins de fer belges à contracter, sous la garantie de l'Etat, des emprunts à concurrence d'un montant maximum de 3 milliards de francs afin de lui permettre de constituer un fonds de roulement. Présenté par le Gouvernement, n° 1021/1 du 25 novembre 1976.

2. Projet de loi autorisant la Régie des Télégraphes et des Téléphones à émettre, sous la garantie de l'Etat, d'une part, des emprunts à concurrence d'un montant nominal total de neuf milliards cinq cents millions de francs pour couvrir de nouvelles dépenses de premier établissement et, d'autre part, des emprunts en renouvellement des émissions effectuées ou à effectuer pour couvrir les dépenses d'investissement. Présenté par le Gouvernement, n° 1111/1 du 7 mars 1977.

Radiodiffusion :

1. Proposition de loi modifiant la loi du 26 janvier 1960 relative aux redevances sur les appareils récepteurs de radiodiffusion. Présentée par M. De Beul, n° 183/1 du 10 juillet 1974.

2. Proposition de loi exonérant les personnes à revenus modestes du paiement des redevances sur les appareils de radio et de télévision. Présentée par M. Van Grembergen, n° 189/1 du 11 juillet 1974.

3. Proposition de loi supprimant les formalités de la vente d'appareils récepteurs de radiodiffusion et de télévision. Présentée par M. Verberckmoes, n° 808/1 du 3 mars 1976.

Roulage :

1. Proposition de loi rendant obligatoire l'installation sur les voitures automobiles d'un système de sécurité contre le vol. Présentée par M. Vandamme, n° 156/1 du 3 juillet 1974.

2. Proposition de loi interdisant la publicité relative à la vitesse que peuvent atteindre les automobiles. Présentée par M. Vandamme, n° 158/1 du 3 juillet 1974.

3. Proposition de loi modifiant l'article 9 de l'arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière.
Présenté par M. Vandamme, n° 1097/1 du 19 février 1977.

Télégraphes et Téléphones :

1. Proposition de loi accordant une réduction du prix de l'abonnement téléphonique aux pensionnés isolés.
Présentée par M. Van Grembergen, n° 167/1 du 9 juillet 1974.
2. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 27 février 1974 relatif aux radiocommunications.
Présentée par M. Cools (B.), n° 245/1 du 8 octobre 1974.

Transports :

- Proposition de loi instaurant un billet « Train-Tram-Bus » à prix uniforme dans toutes les communes du Royaume, à l'exclusion des cinq grandes agglomérations.
Présentée par M. Nothomb, n° 896/1 du 2 juin 1976.

Automobiles :

- Proposition de loi modifiant l'article 58, § 1, de l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques.
Présentée par M. Goemans, n° 83/1 du 29 mai 1974.

Chemins de fer :

1. Proposition de loi accordant aux familles nombreuses établies en Belgique une réduction de 50 % sur les tarifs des chemins de fer.
Présentée par M. Goemans, n° 128/1 du 25 juin 1974.
2. Proposition de loi instaurant une indexation du plafond des abonnements sociaux.
Présentée par M. Vandamme, n° 133/1 du 26 juin 1974.

Travaux publics :

Ports :

- Projet de loi relatif à la gestion du territoire de la rive gauche de l'Escaut à hauteur d'Anvers et portant des mesures de gestion et d'exploitation du port d'Anvers.
Présenté par le Gouvernement, n° 875/1 du 7 mai 1976.
Amendements de M. Geldolf, n° 875/2 du 23 novembre 1976.
Rapporteur : M. Bode.

COMMISSION DE LA CULTURE.

Arts, Sciences et Lettres :

- Proposition de loi portant perception d'une surtaxe sur les ventes publiques d'objets mobiliers en vue de constituer un fonds d'acquisition, de conservation ou de restauration d'objets d'art par l'Etat, les provinces et les communes.
Présentée par M. Van Elewycck, n° 854/1 du 21 avril 1976.
Rapporteur : M^{me} Brenez.

Monuments et sites :

1. Proposition de loi relative à la protection des monuments et des sites dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale.
Présentée par M. De Kerpel, n° 241/1 du 8 octobre 1974.

2. Proposition de loi tendant à protéger, comme monument, le Palais de la Nation et comme site urbain la partie urbaine adjacente.
Présentée par M. Cools (B.), n° 809/1 du 3 mars 1976.
Rapporteur : M. Van Elewycck.

Radiodiffusion :

- Proposition de résolution portant des directives en vue de combattre l'introduction directe ou déguisée de textes ou d'images publicitaires dans les émissions de la R.T.B., de la B.R.T. et de la télédistribution.
Présentée par M. Geldolf, n° 1064/1 du 19 janvier 1977.
Amendement de M. Van Elewycck, n° 1064/2 du 3 février 1977.
Amendements de M. Geldolf, n° 1064/3 du 9 février 1977.
Rapporteur : M^{me} Steyaert.

COMMISSION DE LA DEFENSE NATIONALE.

Armée :

1. Proposition de loi portant statut des soldats et des caporaux du cadre actif des forces terrestre, aérienne et navale.
Présentée par M. Niemegeers, n° 94/1 du 5 juin 1974.
2. Proposition de loi tendant à remplacer l'article 29 du règlement de discipline militaire modifié par l'arrêté royal du 30 décembre 1959, et à abroger l'article 32 du règlement sur le service de garnison.
Présentée par M. Dejardin, n° 129/1 du 25 juin 1974.

Langues :

1. Proposition de loi complétant la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée.
Présentée par M. Mattheyssens, n° 887/1 du 20 mai 1976.
2. Proposition de loi modifiant l'article 10 de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée.
Présentée par M. Mattheyssens, n° 1056/1 du 12 janvier 1977.

Personnel civil :

- Proposition de loi relative à la création d'un service de conseillers laïcs à l'armée.
Présentée par M. Mangelschots, n° 124/1 du 25 juin 1974.

Personnel féminin :

- Proposition de loi portant statut du personnel militaire féminin du cadre officier et du cadre sous-officier.
Présentée par M. Cudell, n° 285/1 du 29 octobre 1974.

Transports :

Navigation aérienne :

- Projet de loi portant modification de la loi du 23 juin 1930 concernant la création autour des aérodromes utilisés par une ou des escadrilles de l'armée, d'une zone de sécurité frappée de servitude aéronautique.
Présenté par le Gouvernement, n° 227/1 du 22 août 1974.
Rapporteur : M. Gheysen.

COMMISSION DE L'EDUCATION NATIONALE.

Enseignement :

1. Proposition de loi modifiant l'article 30 de la loi du 29 mai 1959, relative à l'enseignement gardien, primaire, moyen, normal, technique, artistique et spécial, modifiée par la loi du 11 juillet 1973.

Présentée par M. Vandemeulebroucke, n° 48/1 du 14 mai 1974.

2. Proposition de loi accordant des subventions-traitements pour les prestations supplémentaires des enseignants de l'enseignement subventionné officiel et libre durant les semaines de travail intégrées.

Présentée par M. Vandemeulebroucke, n° 149/1 du 3 juillet 1974.

3. Proposition de loi instaurant l'obligation d'organiser chaque année dans les établissements d'enseignement de l'Etat et dans les établissements d'enseignement officiel et libre subventionnés, des exercices d'évacuation en vue de la protection contre l'incendie.

Présentée par M. Vandemeulebroucke, n° 258/1 du 9 octobre 1974.

4. Proposition de loi alignant les barèmes de l'inspection cantonale sur ceux de l'inspection de l'Etat dans l'enseignement préscolaire et dans l'enseignement primaire.

Présentée par M. Vandemeulebroucke, n° 330/1 du 28 novembre 1974.

5. Proposition de loi réglant la désignation d'interimaires dans l'enseignement de l'Etat.

Présentée par M. Vandemeulebroucke, n° 439/1 du 20 février 1975.
Amendements de M. Urbain, n° 439/2 du 19 juin 1975.

6. Proposition de loi complétant l'arrêté royal du 15 avril 1958, portant statut pécuniaire du personnel enseignant.

Présentée par M. Somers, n° 731/1 du 4 décembre 1975.

7. Proposition de loi tendant à promouvoir la mise au travail par la limitation des cumuls dans l'enseignement.

Présentée par M. Olivier (M.), n° 893/1 du 26 mai 1976.

8. Proposition de résolution relative au statut du personnel de l'enseignement subventionné.

Présentée par M. Vandemeulebroucke, n° 1037/1 du 15 décembre 1976.

9. Proposition de résolution portant regroupement de toutes les formes d'enseignement.

Présentée par M. Vandemeulebroucke, n° 1038/1 du 15 décembre 1976.

10. Proposition de résolution portant création d'un service commun pour le transport des élèves.

Présentée par M. Vandemeulebroucke, n° 1039/1 du 15 décembre 1976.

11. Proposition de loi concernant la publication d'un rapport annuel relatif à l'évolution des problèmes scolaires nationaux.

Présentée par M. Vandemeulebroucke, n° 1040/1 du 15 décembre 1976.

12. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 31 juillet 1969 déterminant les fonctions de recrutement et les fonctions de sélection dont doivent être titulaires les membres du personnel de l'enseignement de l'Etat pour pouvoir être nommés aux fonctions de promotion de la catégorie du personnel directeur et enseignant des établissements d'enseignement de l'Etat.

Présentée par M. Laridon, n° 1069/1 du 2 février 1977.

13. Proposition de loi modifiant l'article 5 de l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements.

Présentée par M. Laridon, n° 1074/1 du 3 février 1977.

Enseignement gardien et primaire :

- Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 27 octobre 1966 fixant les normes de population scolaire dans les écoles gardiennes et primaires.

Présentée par M. Levaux, n° 683/1 du 30 octobre 1975.

Enseignement moyen :

- Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 25 août 1963 modifiant l'arrêté du Régent du 1^{er} mars 1949 portant les conditions de création, de maintien et de suppression de classes et de sections d'études dans les établissements d'enseignement moyen de l'Etat et généralisant la circulaire ministérielle du 15 juin 1970 fixant les normes de population dans les deux premières années d'études de l'enseignement rénové.

Présentée par M. Levaux, n° 851/1 du 21 avril 1976.

Enseignement primaire :

1. Proposition de loi créant la fonction d'éducateur à temps partiel de l'enseignement primaire.

Présentée par M. Vandemeulebroucke, n° 160/1 du 4 juillet 1974.

2. Proposition de loi instaurant l'équivalence pécuniaire entre les instituteurs attachés aux établissements pénitentiaires et les instituteurs des écoles d'application primaires de l'Etat.

Présentée par M. De Beul, n° 182/1 du 10 juillet 1974.

3. Proposition de loi modifiant les lois sur l'enseignement primaire, coordonnées le 20 août 1957, en vue de rendre obligatoire dans l'enseignement primaire subventionné officiel et libre pour les filles et les garçons un programme commun d'activités manuelles et d'initiation esthétique.

Présentée par M^{me} Mathieu-Mohin, n° 938/1 du 23 juin 1976.

4. Proposition de loi modifiant l'article 69, § 1, deuxième alinéa, des lois coordonnées sur l'enseignement primaire modifié par la loi du 17 mars 1965.

Présentée par M. Vandemeulebroucke, n° 1015/1 du 18 novembre 1976.

Enseignement supérieur :

1. Projet de loi modifiant les articles 2 et 21 des lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires.

Présenté par le Gouvernement, n° 563/1 du 17 mai 1973.

Amendement de M. Swaelen, n° 563/2 du 22 mai 1973.

Amendements : 1° du Gouvernement; 2° de M. Perin; 3° de M. Raskin, n° 563/3 du 29 mai 1973.

Amendement de M. Kuijpers, n° 563/4 du 8 juin 1973.

Amendement de M. Monard, n° 563/5 du 20 novembre 1973.

Amendements de M. Magnée, n° 563/6 du 10 janvier 1974.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 31 janvier 1974.

Relevé de caducité par la loi du 20 juin 1974.

Rapporteur : M. Laridon.

2. Proposition de loi complétant en ce qui concerne les dispositions transitoires, les lois du 9 avril 1965 et du 6 juillet 1972, portant diverses mesures en faveur de l'expansion universitaire.

Présentée par M. Urbain, n° 92/1 du 5 juin 1974.

3. Proposition de loi concernant l'enseignement supérieur en informatique et organisant les études de licencié-informaticien.

Présentée par M. Remacle (L.), n° 351/1 du 10 décembre 1974.

4. Proposition de loi modifiant les lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires.

Présentée par M. De Vlies, n° 394/1 du 16 janvier 1975.

5. Proposition de loi portant statut de la Faculté interuniversitaire des Sciences agronomiques de l'Etat à Gembloux.

Présentée par M. Mathot, n° 457/1 du 5 mars 1975.

6. Proposition de loi modifiant la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement supérieur dans les universités de l'Etat.

Présentée par M. Swaelen, n° 515/1 du 22 avril 1975.

7. Proposition de loi modifiant la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement universitaire de l'Etat, la loi du 2 août 1960 relative à l'intervention de l'Etat dans le financement des universités libres et de diverses institutions d'enseignement supérieur et de recherche scientifique et la loi du 3 août 1960 accordant des avantages sociaux aux universités et établissements assimilés, en vue de permettre aux universités et aux institutions universitaires de développer leur infrastructure sportive.

Présentée par M. Diegenant, n° 998/1 du 12 octobre 1976.

8. Proposition de loi relative à l'organisation des études d'ingénieur des industries graphiques et de gradué de l'enseignement supérieur en industries graphiques.
Présentée par M. Vandemeulebroucke, n° 1041/1 du 15 décembre 1976.

9. Proposition de loi portant fusion de l'« Universitair Centrum Limburg » et de l'« Economische Hogeschool Limburg ».
Présentée par M. Vandemeulebroucke, n° 1081/1 du 9 février 1977.

Fondations et bourses d'études :

Proposition de loi modifiant la loi du 19 juillet 1971 relative à l'octroi d'allocations et de prêts d'études.
Présentée par M. Vandemeulebroucke, n° 314/1 du 27 novembre 1974.

Rapporteur : M. Otte.

Langues :

Proposition de loi modifiant la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement et les lois coordonnées du 18 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative.

Présentée par M. Defosset, n° 262/1 du 10 octobre 1974.

Le 22 octobre 1974. — Renvoi aux Commissions réunies de l'Éducation nationale et de l'Intérieur.

Transports :

Proposition de résolution sur les problèmes des régions rurales.

Présentée par M. Nothomb, n° 668/1 du 15 octobre 1975.

COMMISSION DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL.

Assurances sociales :

Handicapés :

Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 29 mai 1968 étendant l'application des dispositions de la loi du 16 avril 1963 relative au reclassement social des handicapés aux personnes de nationalité étrangère.

Présentée par M. Valkeniers, n° 202/1 du 17 juillet 1974.

Chômage :

1. Proposition de loi tendant à améliorer la situation des chômeurs occupés par les pouvoirs publics.

Présentée par M. Glinne, n° 340/1 du 4 décembre 1974.
Rapporteur : M. Nyffels.

2. Proposition de loi portant liaison des indemnités de chômage de longue durée à l'augmentation du pouvoir d'achat de la population active.

Présentée par M. Glinne, n° 375/1 du 19 décembre 1974.

Commerce et Industrie :

Fermetures d'entreprises :

Proposition de loi modifiant la loi du 28 juin 1966 relative à l'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermetures d'entreprises ainsi que ses arrêtés d'exécution et l'arrêté royal du 5 décembre 1969 relatif à la déclaration des licenciements collectifs et la notification des emplois vacants.

Présentée par M. Levaux, n° 406/1 du 23 janvier 1975.

Organisation de l'économie :

Proposition de loi modifiant la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie en vue de créer un Conseil des cadres dans certaines entreprises.

Présentée par M. Damseaux, n° 560/1 du 22 mai 1975.

Organisation judiciaire :

1. Projet de loi modifiant la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire ainsi que d'autres dispositions légales concernant certaines incompatibilités.

Présentée par le Gouvernement, n° 255/1 du 30 mai 1972.

Amendement de M. Flamant, n° 255/2 du 6 juin 1972.

Rapport de M. Dejardin, n° 255/3 du 19 juin 1972.

Le 22 juin 1972. — Renvoi aux Commissions réunies de la Justice et de l'Emploi et du Travail.

Rapport complémentaire de M. Dejardin, n° 225/4 du 22 novembre 1972.

Le 28 février 1973. — Renvoi aux Commissions réunies de la Justice et de l'Emploi et du Travail.

Amendements du Gouvernement, n° 255/5 du 2 juillet 1973.

Sous-amendement du Gouvernement, n° 255/6 du 25 octobre 1973.

Deuxième rapport complémentaire de M. Dejardin, n° 255/7 du 25 octobre 1973.

Amendements de M. Delporte, n° 255/8 du 30 octobre 1973.

Avis du Conseil d'Etat, n° 255/9 du 10 janvier 1974.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 31 janvier 1974. Relevé de caducité par la loi du 20 juin 1974.

Le 27 juin 1974. — Renvoi aux Commissions réunies de la Justice et de l'Emploi et du Travail.

Travail :

1. Proposition de loi modifiant l'article 114 du Règlement général pour la protection du travail.

Présentée par M. Olaerts, n° 37/1 du 14 mai 1974.

Amendement de M. Olaerts, n° 37/2 du 11 mars 1975.

Rapporteur : M^{me} Maes.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 16 mars 1971 sur le travail.

Présentée par M. Levaux, n° 403/1 du 22 janvier 1975.

3. Proposition de loi modifiant la loi du 16 mars 1971 sur le travail.

Présentée par M. Lenssens, n° 512/1 du 15 avril 1975.

4. Proposition de loi instaurant le congé d'adoption.

Présentée par M^{me} Demeester-De Meyer, n° 599/1 du 11 juin 1975.

5. Proposition de loi modifiant le règlement général pour la protection du travail.

Présentée par M. Suykerbuyk, n° 900/1 du 3 juin 1976.

Apprentissage :

1. Proposition de loi relative à la formation professionnelle des jeunes travailleurs.

Présentée par M. Glinne, n° 1001/1 du 12 octobre 1976.

2. Proposition de loi sur l'apprentissage.

Présentée par M. Glinne, n° 1002/1 du 12 octobre 1976.

Contrat de travail :

1. Proposition de loi fixant les effets du lock-out sur l'exécution des contrats de louage de travail.

Présentée par M. Glinne, n° 27/1 du 9 mai 1974.

2. Proposition de loi réglant les offres de travail à domicile ou après le travail journalier faites par voie d'annonces.

Présentée par M. Mangelschots, n° 119/1 du 25 juin 1974.

3. Proposition de loi modifiant l'article 28bis de la loi sur le contrat de travail et l'article 8 des lois coordonnées relatives au contrat d'emploi.

Présentée par M^{me} Dinant, n° 342/1 du 4 décembre 1974.

4. Proposition de loi modifiant la loi sur le contrat de travail et les lois coordonnées relatives au contrat d'emploi.

Présentée par M^{me} Dinant, n° 343/1 du 4 décembre 1974.

5. Proposition de loi modifiant l'article 28sexies de la loi sur le contrat de travail et l'article 5ter des lois coordonnées relatives au contrat d'emploi.

Présentée par M^{me} Dinant, n° 354/1 du 10 décembre 1974.

6. Proposition de loi modifiant l'article 5sexies des lois coordonnées relatives au contrat d'emploi et l'article 28 de la loi sur le contrat de travail.

Présentée par M. Lenssens, n° 491/1 du 26 mars 1975.

7. Proposition de loi modifiant l'article 19quinquies de la loi du 10 mars 1900 relative au contrat de travail et l'article 21bis des lois relatives au contrat d'emploi, coordonnées le 20 juillet 1955.

Présentée par M^{me} Demeester-De Meyer, n° 537/1 du 7 mai 1975.
Amendements de M. Glinne, n° 537/2 du 5 novembre 1975.

Femmes et enfants :

Proposition de loi accordant un congé familial pour maladie d'un enfant.

Présentée par M^{me} Mathieu-Mohin, n° 358/1 du 10 décembre 1974.

Hygiène et sécurité du travail :

1. Proposition de loi instituant la fonction de délégué-travailleur à l'inspection de la sécurité et de l'hygiène du travail.

Présentée par M. Glinne, n° 80/1 du 29 mai 1974.

2. Proposition de loi tendant à désigner dans toutes les entreprises une personne responsable sous l'autorité de laquelle les travaux sont accomplis dans les entreprises soumises à la réglementation générale pour la protection du travail.

Présentée par M. Glinne, n° 584/1 du 4 juin 1975.

3. Proposition de loi tendant à créer la fonction de délégué-travailleur à l'inspection de l'hygiène et de la sécurité du travail dans les entreprises sidérurgiques et assimilées.

Présentée par M. Glinne, n° 604/1 du 12 juin 1975.

Promotion sociale :

1. Proposition de loi concernant l'application de la loi du

10 avril 1973 accordant des crédits d'heures aux travailleurs en vue de leur promotion sociale.

Présentée par M. Glinne, n° 359/1 du 10 décembre 1974.

2. Proposition de loi étendant le droit aux crédits d'heures aux travailleurs jusqu'à l'âge de cinquante ans.

Présentée par M. Glinne, n° 477/1 du 19 mars 1975.

Salaires :

1. Proposition de loi modifiant la loi du 12 avril 1965 sur la protection de la rémunération des travailleurs.

Présentée par M. Baudson, n° 24/1 du 9 mai 1974.

2. Proposition de loi sur l'égalité de traitement dans les conditions de travail.

Présentée par M. Glinne, n° 198/1 du 17 juillet 1974.

Amendements de M^{me} Pétry, n° 198/2 du 20 juillet 1974.

3. Proposition de loi modifiant la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs.

Présentée par M. Lenssens, n° 857/1 du 22 avril 1976.

4. Proposition de loi accordant de façon automatique une indemnité aux travailleurs frontaliers occupés en France en vue de compenser la perte de rémunération résultant des fluctuations du taux de change entre les monnaies belge et française.

Présentée par M. Burgeon, n° 1091/1 du 16 février 1977.

COMMISSION DE L'ENVIRONNEMENT.**Environnement :**

1. Proposition de loi portant obligation pour les nouvelles entreprises d'aménager une zone verte.

Présentée par M. Van Grembergen, n° 154/1 du 3 juillet 1974.

2. Proposition de loi organisant la protection de l'environnement.

Présentée par M. Laridon, n° 161/1 du 4 juillet 1974.

3. Proposition de loi tendant à réduire certains emballages en vue de la protection de l'environnement.

Présentée par M. Gillet, n° 544/1 du 14 mai 1975.

Rapporteur : M^{me} Demeester-De Meyer.

4. Proposition de loi en vue de la création de comités ministériels internationaux de l'environnement.

Présentée par M. Gillet, n° 558/1 du 22 mai 1975.

5. Proposition de loi déterminant les niveaux maxima de bruit à la limite d'une zone industrielle et à proximité des habitations.

Présentée par M. Glinne, n° 596/1 du 11 juin 1975.

Santé publique :

Proposition de loi relative à la pollution atmosphérique provoquée par les gaz d'échappement des véhicules automoteurs.

Présentée par M. Goemans, n° 103/1 du 13 juin 1974.

Rapporteur : M. Smets.

COMMISSION DES FINANCES.**Armée :****Chevrons de front :**

Proposition de loi abrogeant l'article 31 de la loi du 8 juillet 1970 créant de nouveaux avantages en faveur des victimes du devoir militaire ou d'un devoir assimilé et interprétant les articles 10 et 11 de la loi du 1^{er} juin 1919 établissant une dotation au profit des combattants de la guerre 1914-1918, en ce qui concerne l'octroi des montants des rentes de chevrons de front aux veuves et orphelins des anciens combattants de la guerre de 1914-1918.

Présentée par M. Tanghe, n° 767/1 du 29 janvier 1976.

Banques :

Proposition de loi modifiant l'article 41 de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs.

Présentée par M. Baudson, n° 438/1 du 20 février 1975.

Budgets :

Budget des Dotations pour l'année budgétaire 1977.

Présenté par le Gouvernement, n° 4-IV/1 (1976-1977).

Crédits supplémentaires :

Projet de loi ajustant le budget des Dotations de l'année budgétaire 1976.

Présenté par le Gouvernement, n° 5-IV/1 (1976-1977).

Commerce et Industrie :**Crédit :**

Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 175 du 13 juin 1935 portant création d'un Institut de Récompte et de Garantie.

Présenté par le Gouvernement, n° 1099/1 du 21 février 1977.

Droit civil :**Prescriptions :**

Projet de loi complétant la loi du 6 février 1970 relative à la prescription des créances à charge ou au profit de l'Etat et des provinces.

Présenté par le Gouvernement, n° 972/1 du 6 juillet 1976.

Epargne :

Proposition de loi portant à 10 % le taux d'intérêt applicable à certains dépôts à la Caisse générale d'Epargne et de Retraite.

Présentée par M. Van Grembergen, n° 505/1 du 15 avril 1975.

Finances :

Proposition de loi encourageant les pouvoirs publics à réaliser des économies.

Présentée par M. Grootjans, n° 695/1 du 6 novembre 1975.

Comptabilité de l'Etat :

Proposition de loi relative aux délais de prescription opposables aux autorités publiques en matière de récupération des sommes payées indûment au titre de traitements, pensions, allocations et indemnités diverses.

Présentée par M. Brouhon, n° 778/1 du 10 février 1976.

Titres :

Proposition de loi modifiant la législation sur la dépossession involontaire des titres au porteur.

Présentée par M. Poswick, n° 973/1 du 6 juillet 1976.

Habitations :

Proposition de loi instituant un impôt sur les habitations abandonnées.

Présentée par M. Smets, n° 1050/1 du 21 décembre 1976.

Impôts :*Impôts directs :*

1. Proposition de loi modifiant les conditions d'exonération décennale du précompte immobilier relatif aux habitations sociales.
Présentée par M. Nols, n° 126/1 du 25 juin 1974.
2. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus en ce qui concerne l'impôt des personnes physiques.
Présentée par M. Levaux, n° 249/1 du 8 octobre 1974.
3. Proposition de loi complétant l'article 50 du Code des impôts sur les revenus.
Présentée par M. Vandamme, n° 269/1 du 17 octobre 1974.
4. Proposition de loi modifiant l'article 82, § 4, du Code des impôts sur les revenus.
Présentée par M. Gillet, n° 300/1 du 20 novembre 1974.
5. Proposition de loi tendant à instaurer un salaire fiscal en faveur des travailleurs indépendants pour une partie de leurs revenus.
Présentée par M. Gillet, n° 302/1 du 20 novembre 1974.
Amendements de M. Gillet, n° 302/2 du 7 février 1977.
Rapporteur : M. Declercq (T.)
6. Proposition de loi modifiant l'article 45 du Code des impôts sur les revenus.
Présentée par M^{me} Dinant, n° 341/1 du 4 décembre 1974.
7. Proposition de loi modifiant l'article 82, § 1, du Code des impôts sur les revenus.
Présentée par M. Boeykens, n° 814/1 du 9 mars 1976.
8. Proposition de loi modifiant l'article 41, § 2, premier alinéa, du Code des impôts sur les revenus.
Présentée par M. Boeykens, n° 818/1 du 10 mars 1976.
9. Proposition de loi modifiant l'article 82 du Code des impôts sur les revenus.
Présentée par M. Hubaux, n° 843/1 du 30 mars 1976.
10. Proposition de loi complétant l'article 82 du Code des impôts sur les revenus.
Présentée par M. Olaerts, n° 853/1 du 21 avril 1976.
11. Proposition de loi autorisant les provinces et communes à augmenter les impôts sur les agences de paris sur les courses de chevaux prévus à l'article 74 du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus.
Présentée par M. Levaux, n° 885/1 du 20 mai 1976.
12. Proposition de loi modifiant le Code des impôts sur les revenus en matière d'immunité fiscale de certaines libéralités en faveur du Comité olympique belge.
Présentée par M. Desmarets, n° 924/1 du 16 juin 1976.

Impôts indirects :

1. Proposition de loi insérant un article 142bis dans le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe.
Présentée par M. Baudson, n° 53/1 du 16 mai 1974.
2. Proposition de loi complétant l'article 64 du Code de la taxe sur la valeur ajoutée.
Présentée par M. d'Alcantara, n° 356/1 du 10 décembre 1974.
3. Proposition de loi tendant à simplifier, en faveur des handicapés, la procédure relative à l'exonération de la taxe sur la valeur ajoutée.
Présentée par M. Somers, n° 699/1 du 12 novembre 1975.
4. Proposition de loi complétant l'article 8, 13°, du Code des droits de timbre.
Présentée par M. Vandemeulebroucke, n° 819/1 du 10 mars 1976.

Pensions :*Pensions civiles :*

1. Proposition de loi modifiant au profit des surveillants de prison, la loi du 15 mai 1920 ayant pour but d'assurer aux officiers et agents judiciaires, au point de vue de leurs pensions personnelles et de celles de leurs veuves et orphelins, le bénéfice des services rendus par les intéressés dans la police d'une commune.
Présentée par M. Tanghe, n° 104/1 du 19 juin 1974.
2. Proposition de loi adaptant le régime de pension du personnel de pilotage et des officiers de pont chargés du commandement des navires de la ligne Ostende-Douvres.
Présentée par M. Claeys, n° 305/1 du 21 novembre 1974.
Rapporteur : M. Evers.
3. Proposition de loi modifiant les arrêtés royaux n°s 254 et 255 du 12 mars 1936 unifiant le régime des pensions des veuves et des orphelins du personnel civil de l'Etat et des membres de l'armée et de la gendarmerie.
Présentée par M. Barbeaux, n° 352/1 du 10 décembre 1974.
Rapport de M. Poswick, n° 352/2 du 5 mars 1976.
4. Proposition de loi modifiant la loi du 18 mai 1912 sur les pensions du personnel enseignant.
Présentée par M. Swaelen, n° 452/1 du 27 février 1975.
5. Proposition de loi modifiant la loi du 17 juillet 1975 relative aux conditions d'âge fixées dans certains régimes de pension du secteur public.
Présentée par M. Evers, n° 660/1 du 15 octobre 1975.
Rapporteur : M. Barbeaux.
6. Proposition de loi modifiant la loi du 5 juillet 1971 accordant une rente aux pêcheurs marins ayant pratiqué la pêche maritime au départ de ports britanniques, français ou belges durant la guerre 1914-1918 et au départ de ports britanniques durant la guerre 1940-1945.
Présentée par M. Laridon, n° 776/1 du 10 février 1976.
7. Proposition de loi instaurant une bonification de pension en faveur des veuves du personnel navigant de l'armée et de la gendarmerie.
Présentée par M. Niemegeers, n° 816/1 du 10 mars 1976.

Pensions militaires :

1. Proposition de loi octroyant une pension de survie à certaines veuves d'anciens militaires invalides ayant participé aux deux guerres 1914-1918 et 1940-1945 et comptant au moins dix ans de services effectifs.
Présentée par M. Remacle (M.), n° 274/1 du 23 octobre 1974.
Amendements de M. Remacle (M.), n° 274/2 du 20 avril 1976.
Rapporteur : M. Lenssens.
2. Proposition de loi modifiant les lois sur les pensions militaires coordonnées par l'arrêté royal du 11 août 1923.
Présentée par M. Defosset, n° 698/1 du 12 novembre 1975.
3. Proposition de loi modifiant l'article premier de la loi du 24 avril 1958 accordant, sous certaines conditions, une pension aux veuves qui ont épousé, après le fait dommageable, un bénéficiaire des lois sur les pensions de réparation en faveur des veuves d'invalides militaires du temps de paix.
Présentée par M^{me} Ryckmans-Corin, n° 1043/1 du 16 décembre 1976.
Amendement de M. Olaerts, n° 1043/2 du 25 janvier 1977.
4. Proposition de loi modifiant l'article 65 des lois coordonnées sur les pensions militaires, tel qu'il a été modifié par la loi du 14 juillet 1936.
Présentée par M. Mattheyssens, n° 1095/1 du 16 février 1977.

COMMISSION DE L'INTERIEUR.**Administrations publiques :**

- Proposition de loi relative à la motivation des actes des autorités administratives.
Présentée par M. Desmarets, n° 964/1 au 2 juillet 1976.

Langues :

1. Proposition de loi abrogeant l'article 7 de la loi du 2 août 1963 sur l'emploi des langues en matière administrative.
Présentée par M. Valkeniers, n° 51/1 du 16 mai 1974.
2. Proposition de loi portant suppression des facilités linguistiques dans la commune de Biévène.
Présentée par M. Valkeniers, n° 517/1 du 23 avril 1975.

3. Proposition de loi transférant de Hainaut en Brabant, certaines communes de la frontière linguistique.
Présentée par M. Valkeniers, n° 518/1 du 23 avril 1975.

Affaires étrangères :*Europe :*

- Proposition de loi portant organisation d'une consultation électorale au suffrage universel direct en vue de la désignation des membres belges du Parlement européen.
Présentée par MM. Nothomb et Martens, n° 15/1 du 2 mai 1974.

Amendements de : 1° MM. Duvieusart et Degroeve; 2° M. Dehousse, n° 15/2 du 5 juillet 1974.

Amendements de : 1° M. Glinne; 2° MM. Van Grembergen et Van Leemputten; 3° M. De Wulf; 4° M. Uyttendaele; 5° M. Duvieusart, n° 15/3 du 11 juillet 1974.

Le 19 décembre 1974. — Renvoi aux Commissions réunies des Affaires européennes et de l'Intérieur.

Amendement de M. Nothomb, n° 15/4 du 13 mars 1975.

Le 29 mai 1975. — Renvoi en sous-commission.

Rapporteur : M. Monard.

Armée :

Proposition de loi tendant à ne confier qu'aux seules forces de police et de gendarmerie le maintien de l'ordre public à l'intérieur du pays.

Présentée par M. Dejardin, n° 130/1 du 25 juin 1974.

Milice :

1. Proposition de loi accordant le sursis ou la dispense du service militaire pour cause morale aux miliciens élus à un mandat politique.

Présentée par M. Glinne, n° 28/1 du 9 mai 1974.

2. Proposition de loi modifiant les articles 12 et 66 des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962.

Présentée par M. Gheysen, n° 61/1 du 16 mai 1974.

3. Proposition de loi modifiant l'article 18 de la loi du 3 juin 1964 portant le statut des objecteurs de conscience, modifiée par la loi du 3 juillet 1969.

Présentée par M. Mangelschots, n° 121/1 du 25 juin 1974.

4. Proposition de loi complétant les articles 10, 12 et 118 des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962.

Présentée par M. Barbeaux, n° 184/1 du 10 juillet 1974.

5. Proposition de loi modifiant les articles 12 et 63 des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962.

Présentée par M. Gheysen, n° 386/1 du 9 janvier 1975.

6. Proposition de loi modifiant l'article 10 des lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962.

Présentée par M. Gheysen, n° 434/1 du 20 février 1975.

7. Proposition de loi tendant à assurer le libre choix de faire le service militaire entre les âges de 18 et 23 ans.

Présentée par M. Glinne, n° 485/1 du 25 mars 1975.

8. Proposition de loi complétant l'article 12, § 1, 5bis, inséré par la loi du 30 juillet 1974 dans les lois sur la milice, coordonnées le 30 avril 1962.

Présentée par M. Baert, n° 729/1 du 3 décembre 1975.

Chambres législatives :

Proposition de loi relative à la publication des fonctions ou mandats exercés par les membres du Parlement en Belgique ou à l'étranger.

Présentée par M. Plasman, n° 586/1 du 4 juin 1975.

Commerce et industrie :

Vente :

Proposition de loi réglementant la vente à domicile et sur la voie publique dans un but philanthropique, de publications, imprimés ou objets de quelque nature que ce soit.

Présentée par M. Pierret, n° 67/1 du 22 mai 1974.

Amendements de M. Pierret, n° 67/2 du 29 octobre 1974.

Rapporteur : M. Coucke.

Communes :

1. Proposition de loi modifiant la loi du 16 mars 1964 relative au Fonds des communes.

Présentée par M. Olaerts, n° 35/1 du 14 mai 1974.

Rapporteur : M. Vankeirsbilck.

2. Proposition de loi relative à l'attribution à certaines parties du domaine public et du domaine privé des pouvoirs publics de la dénomination de personnes ayant exercé un mandat politique élu.

Présentée par M. Duvieusart, n° 467/1 du 13 mars 1975.

Amendement de M. Duvieusart, n° 467/2 du 18 mars 1976.

3. Proposition de loi créant, à l'intérieur des communes, des conseils de quartier ou de village.

Présentée par M. Desmarets, n° 538/1 du 7 mai 1975.

4. Proposition de loi imposant aux administrations communales de l'agglomération bruxelloise les adresses de tous les nouveaux habitants aux commissions française et néerlandaise de la Culture de l'agglomération bruxelloise.

Présentée par M. Valkeniers, n° 727/1 du 3 décembre 1975.

5. Proposition de loi organisant la décentralisation par districts dans les grands ensembles communautaux.

Présentée par M. Harmegnies, n° 783/1 du 12 février 1976.

6. Proposition de loi créant et organisant des districts dans les grands ensembles urbains.

Présentée par M. Harmegnies, n° 807/1 du 3 mars 1976.

7. Proposition de loi tendant à accorder le titre de ville à la commune de Gembloux.

Présentée par M. Poswick, n° 845/1 du 1^{er} avril 1976.

8. Proposition de loi modifiant le nom de la commune de Westmalle.

Présentée par M^{me} Demeester-De Meyer, n° 1073/1 du 3 février 1977.

9. Proposition de loi tendant à accorder le titre de ville aux communes de Zedelgem et de Oostkamp.

Présentée par M. Vandamme, n° 1092/1 du 16 février 1977.

Fédérations de communes :

1. Proposition de loi modifiant la loi du 26 juillet 1971, organisant les agglomérations et les fédérations de communes et la loi du 23 juillet 1971 concernant les fusions de communes et la modification de leurs limites.

Présentée par M. Baudson, n° 52/1 du 16 mai 1974.

Rapporteur : M. Boel.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et les fédérations de communes.

Présentée par M. Anciaux, n° 135/1 du 26 juin 1974.

Amendement de M. Anciaux, n° 135/2 du 21 janvier 1976.

Amendement de M. Van Geyt, n° 135/3 du 27 avril 1976.

Rapporteur : M. Olaerts.

3. Proposition de loi créant une fédération des communes du canton de Kontich.

Présentée par M. Swaelen, n° 395/1 du 16 janvier 1975.

4. Proposition de loi créant trois fédérations de communes dans le pays de Waes.

Présentée par M^{me} Maes, n° 425/1 du 11 février 1975.

5. Proposition de loi créant quatre fédérations de communes dans l'arrondissement de Malines.

Présentée par M. Somers, n° 451/1 du 27 février 1975.

6. Proposition de loi créant la fédération périphérique de Hal-Vilvorde.

Présentée par M. Valkeniers, n° 493/1 du 27 mars 1975.

Fusions de communes :

1. Proposition de loi en faveur des derniers bourgmestres et échevins des communes fusionnées.

Présentée par M. Ducobu, n° 404/1 du 22 janvier 1975.

Amendements du Gouvernement, n° 404/2 du 25 février 1976.

Amendements de M. Ducobu, n° 404/3 du 2 mars 1976.

Sous-amendements de M. Ducobu, n° 404/4 du 4 mars 1976.

Rapporteur : M. Suykerbuyk.

2. Proposition de loi soustrayant provisoirement les communes mises en fédérations périphériques par la loi du 26 juillet 1971 à l'application de la loi du 23 juillet 1971 sur les fusions de communes.

Présentée par M. Clerfayt, n° 420/1 du 6 février 1975.

3. Proposition de loi portant fusion des communes d'Anderlecht, Bruxelles, Ixelles, Etterbeek, Evere, Ganshoren, Jette, Koekelberg, Auderghem, Schaerbeek, Berchem-Sainte-Agathe, Saint-Gilles, Molenbeek-Saint-Jean, Saint-Josse-ten-Noode, Woluwe-Saint-Lambert, Woluwe-Saint-Pierre, Uccle, Forest et Watermael-Boitsfort.

Présentée par M. Anciaux, n° 690/1 du 30 octobre 1975.

4. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites, tel qu'il a été ratifié par la loi du 30 décembre 1975.

Présentée par M. Parisis, n° 780/1 du 12 février 1976.

Rapporteur : M. Devos.

5. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites, tel qu'il a été ratifié par la loi du 30 décembre 1975.

Présentée par M. Adriaensens (H.), n° 803/1 du 26 février 1976.

6. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites tel qu'il a été ratifié par la loi du 30 décembre 1975.

Présentée par M. Evers, n° 866/1 du 29 avril 1976.

7. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 17 septembre 1975 portant fusion de communes et modification de leurs limites, tel qu'il a été ratifié par la loi du 30 décembre 1975.

Présentée par M. Verberckmoes, n° 919/1 du 10 juin 1976.

Loi communale :

1. Proposition de loi modifiant l'article 123 de la loi communale. Présentée par MM. Vansteenkiste (E.) et De Beul, n° 177/1 du 10 juillet 1974.

2. Proposition de loi complétant l'article 63 de la loi communale. Présentée par M. Cantillon, n° 242/1 du 8 octobre 1974.

3. Proposition de loi modifiant l'article 107 de la loi communale, modifié par l'article 2 de la loi du 29 juin 1970.

Présentée par M. Baert, n° 391/1 du 14 janvier 1975.

4. Proposition de loi tendant à insérer un article 87bis dans la loi communale.

Présentée par M. Moock, n° 528/1 du 7 mai 1975.

5. Proposition de loi relative à la détermination du nombre des échevins et à la prestation du bourgmestre.

Présentée par M. Valkeniers, n° 1063/1 du 19 janvier 1977.

Personnel :

- Proposition de résolution relative à la discrimination dont est victime le personnel communal de l'agglomération anversoise.

Présentée par M. Van Elewyck, n° 1019/1 du 23 novembre 1976.

Droit civil :

Etat civil :

1. Proposition de loi établissant une carte d'identité européenne. Présentée par M. Pierret, n° 458/1 du 5 mars 1975.

2. Proposition de loi complétant l'article 45 du Code civil et l'article 93bis de la loi communale concernant la délivrance d'extraits d'actes de l'état civil.

Présentée par M. Cumps, n° 775/1 du 5 février 1976.

Droit public :

Conseil d'Etat :

- Proposition de loi modifiant les lois coordonnées sur le Conseil d'Etat et tendant à instaurer au sein de ce dernier une section économique.

Présentée par M. Desmarests, n° 761/1 du 22 janvier 1976.

Conseils nationaux et régionaux :

1. Proposition de loi complétant la loi du 3 juillet 1971 relative à la répartition des membres des Chambres législatives en groupes linguistiques et portant diverses dispositions relatives aux conseils culturels pour la communauté culturelle française et pour la communauté culturelle néerlandaise.

Présentée par M. De Beul, n° 180/1 du 10 juillet 1974.

2. Proposition de loi modifiant les articles 24 et 25 de la loi du 21 juillet 1971 relative à la compétence et au fonctionnement des conseils culturels pour la communauté culturelle française et pour la communauté culturelle néerlandaise.

Présentée par M. Vandemeulebroucke, n° 247/1 du 8 octobre 1974.

3. Proposition de loi modifiant la loi du 1^{er} août 1974 créant des institutions régionales, à titre préparatoire à l'application de l'article 107quater de la Constitution.

Présentée par M. Evers, n° 421/1 du 6 février 1975.

4. Proposition de loi créant une commission d'experts scientifique chargée d'étudier le problème de la délimitation définitive de la région de Bruxelles en vue de l'application de l'article 107quater de la Constitution.

Présentée par M. Clerfayt, n° 509/1 du 15 avril 1975.

5. Proposition de loi complétant l'article 22 de la loi du 3 juillet 1971 relative à la répartition des membres des Chambres législatives en groupes linguistiques et portant diverses dispositions relatives aux conseils culturels pour la communauté culturelle française et pour la communauté culturelle néerlandaise.

Présentée par M. Boel, n° 545/1 du 15 mai 1975.

6. Proposition de loi précisant la compétence du Conseil de la communauté culturelle allemande en matière de coopération culturelle internationale.

Présentée par M. Dehousse, n° 963/1 du 2 juillet 1976.

7. Proposition de loi portant modification de la loi du 10 juillet 1973 relative au Conseil de la communauté culturelle allemande.

Présentée par M. Evers, n° 997/1 du 12 octobre 1976.

Constitution :

1. Proposition de déclaration de revision de l'article 75 de la Constitution.

Présentée par M. Vandemeulebroucke, n° 127/1 du 25 juin 1974.

2. Proposition de déclaration de revision des articles 47, 50 et 56 de la Constitution.

Présentée par M. Vandemeulebroucke, n° 131/1 du 25 juin 1974.

3. Proposition de déclaration de revision des articles 47 et 50 de la Constitution.

Présentée par M. Damseaux, n° 276/1 du 24 octobre 1974.

4. Proposition de déclaration de revision de la Constitution.

Présentée par M. Baert, n° 1028/1 du 2 décembre 1976.

Consultation nationale :

- Proposition de loi érigeant la consultation populaire en institution.

Présentée par M. Mundeeler, n° 994/1 du 12 octobre 1976.

Incompatibilités :

1. Proposition de loi modifiant, en faveur des fonctionnaires et employés de l'Etat élus à un mandat législatif, la loi du 6 août 1931 établissant des incompatibilités et interdictions concernant les Ministres, anciens Ministres et Ministres d'Etat, ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives.

Présentée par M. Glinne, n° 49/1 du 14 mai 1974.

2. Proposition de loi instituant une incompatibilité entre les fonctions de bourgmestre ou échevin d'une commune importante et l'exercice d'un mandat parlementaire.

Présentée par M. Colla, n° 739/1 du 11 décembre 1975.

Amendements de M. De Vlies, n° 739/2 du 16 décembre 1975.

Amendements de M. Van Offelen, n° 739/3 du 8 janvier 1976.

Amendement de M. Gillet, n° 739/4 du 20 janvier 1976.

Amendement de M. Grafé, n° 739/5 du 4 février 1976.

Amendements de M. Mangelschots, n° 739/6 du 11 février 1976.

3. Proposition de loi instituant une incompatibilité entre les fonctions de bourgmestre, d'échevin ou de président de la commission d'assistance publique d'une commune importante et un mandat parlementaire.

Présentée par M. Verroken, n° 740/1 du 11 décembre 1975.

Amendement de M. Deruelles, n° 740/2 du 16 décembre 1975.

Amendements de M. Van Offelen, n° 740/3 du 8 janvier 1976.

Amendements de M. Persoons, n° 740/4 du 15 janvier 1976.

Amendement de M. Gillet, n° 740/5 du 20 janvier 1976.

Amendements de M. Mangelschots, n° 740/6 du 11 février 1976.

4. Proposition de loi instituant certaines incompatibilités avec la qualité de membre d'une des deux Chambres législatives.

Présentée par M. Laridon, n° 785/1 du 17 février 1976.

Enquête parlementaire :

1. Proposition tendant à l'institution d'une commission d'enquête de la Chambre des Représentants, sur l'opportunité et les modalités d'une éventuelle extension, au bénéfice des non-nationaux, de la capacité électorale et de l'éligibilité locale.

Présentée par M. Glinne, n° 206/1 du 17 juillet 1974.

2. Proposition tendant à instituer une commission d'enquête chargée de documenter la Chambre sur les transferts cadastraux projetés par l'arrêté royal organisant la fusion des communes.
Présentée par MM. Geldolf et Brouhon, n° 707/1 du 19 novembre 1975.

Enseignement :

Langues :

- Proposition de loi modifiant la loi du 30 juillet 1963 concernant le régime linguistique dans l'enseignement et les lois cordonnées du 18 juillet 1966 sur l'emploi des langues en matière administrative.
Présentée par M. Defosset, n° 262/1 du 10 octobre 1974.
Le 22 octobre 1974. — Renvoi aux Commissions réunies de l'Éducation nationale et de l'Intérieur.

Impôts :

Fiscalité provinciale et communale :

- Proposition de loi portant suppression de la taxe sur les vélocipèdes.
Présentée par M. Vandamme, n° 157/1 du 3 juillet 1974.

Lois électorales :

1. Proposition de loi complétant l'article 147bis, § 1, du Code électoral.
Présentée par M. De Vlies, n° 1013/1 du 18 novembre 1976.
2. Proposition de loi modifiant la loi électorale en vue de régler la succession en cas d'incompatibilité pour cause de parenté ou d'alliance.
Présentée par M. Coucke, n° 1022/1 du 25 novembre 1976.
3. Proposition de loi modifiant l'article 147bis du Code électoral relatif au vote par procuration.
Présentée par M. Valkeniers, n° 1035/1 du 14 décembre 1976.

Elections :

1. Proposition de loi relative à la représentation de la région de langue allemande aux Chambres législatives et au Conseil provincial de Liège.
Présentée par M. Schyns, n° 13/1 du 2 mai 1974.
2. Proposition de loi portant création d'un district électoral provincial distinct pour la région de langue allemande.
Présentée par M. Evers, n° 18/1 du 2 mai 1974.
3. Proposition de loi portant scission de l'arrondissement électoral de Bruxelles.
Présentée par M. Valkeniers, n° 44/1 du 14 mai 1974.

Elections communales :

1. Proposition de loi organisant l'extension de l'électorat communal et de l'éligibilité locale aux ressortissants des États signataires du Traité de la C.E.E.
Présentée par M. Glinne, n° 65/1 du 22 mai 1974.
2. Proposition de loi tendant à accorder aux étrangers les droits de vote et d'éligibilité aux conseils communaux, de fédérations de communes et d'agglomérations.
Présentée par M. Levaux, n° 136/1 du 27 juin 1974.

Elections législatives et provinciales :

- Proposition de loi tendant à adapter l'arrondissement électoral de Bruxelles aux réalités géographiques, sociologiques, économiques et culturelles.
Présentée par M. Clerfayt, n° 461/1 du 6 mars 1975.

Organisation judiciaire :

Traitements :

- Proposition de loi modifiant la législation sur la rémunération des commissaires de police qui assistent le procureur du Roi dans l'exercice de ses fonctions près les tribunaux de police.
Présentée par M. Grafé, n° 799/1 du 26 février 1976.

Pensions :

Pensions civiles :

1. Proposition de loi relative à la pension des bourgmestres, échevins et présidents des commissions d'assistance publique.
Présentée par M. De Vlies, n° 20/1 du 2 mai 1974.
Rapport de M. Vankeirsbilck, n° 20/2 du 22 avril 1975.
Le 22 mai 1975. — Renvoi en commission.
2. Proposition de loi relative à la pension des bourgmestres et échevins.
Présentée par M. Mangelschots, n° 120/1 du 25 juin 1974.

Protection civile :

1. Proposition de loi instituant un Conseil supérieur de la protection contre l'incendie.
Présentée par M. Gillet, n° 769/1 du 29 janvier 1976.
Amendements de M. Vandamme, n° 769/2 du 19 février 1976.
Rapporteur : M. Kickx.
2. Proposition de loi rendant obligatoire des mesures de sécurité impératives dans les locaux accessibles au public où se tiennent régulièrement des réunions de plus de cinq personnes.
Présentée par MM. Vansteenkiste (L.) et Olaerts, n° 860/1 du 27 avril 1976.
Rapporteur : M. Kickx.
3. Projet de loi relatif à la prévention des incendies et à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en cas d'incendie ou d'explosion.
Présenté par le Gouvernement, n° 1054/1 du 5 janvier 1977.
Amendements de M. Beauthier, n° 1054/2 du 22 février 1977.
Amendement de M. Deruelles, n° 1054/3 du 2 mars 1977.
Rapporteur : M. Kickx.

Provinces :

1. Proposition de loi divisant le territoire de la Belgique en onze provinces.
Présentée par M. De Vlies, n° 79/1 du 29 mai 1974.
2. Proposition de loi divisant la province de Brabant en trois provinces et créant une province du Brabant flamand.
Présentée par M. Valkeniers, n° 1075/1 du 3 février 1977.

Gouverneurs :

- Proposition de loi portant suppression de la fonction de vice-gouverneur de la province de Brabant.
Présentée par M. Gillet, n° 570/1 du 28 mai 1975.

Loi provinciale :

- Proposition de loi modifiant l'article 96 de la loi provinciale relative à la composition de la députation permanente.
Présentée par M. Vankeirsbilck, n° 696/1 du 6 novembre 1975.

Travail :

Fêtes légales :

- Proposition de loi tendant à inclure la journée du 8 mai dans les jours fériés légaux.
Présentée par M. Levaux, n° 872/1 du 6 mai 1976.

COMMISSION DE LA JUSTICE.

Affaires étrangères :

Guerre :

- Projet de loi relatif à la répression des infractions graves aux conventions internationales de Genève du 12 août 1949.
Présenté par le Gouvernement, n° 577/1 du 27 mai 1963.
Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 16 avril 1965.
Relevé de caducité par la loi du 30 juin 1966.

- Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 1^{er} mars 1968.
Relevé de caducité par la loi du 11 janvier 1969.
Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 29 septembre 1971.
Relevé de caducité par la loi du 3 mars 1972.
Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 31 janvier 1974.
Relevé de caducité par la loi du 20 juin 1974.
Amendements de M. Bourgeois, n° 645/2 du 27 août 1975.
Rapporteur : M. Uyttendaele.

Armée :*Justice militaire :*

Proposition de loi modifiant l'article 45 de la loi du 15 juin 1899 comprenant les Titres I^{er} et II du Code de procédure pénale militaire, modifié par l'article 5 de la loi du 31 juillet 1947.

Présentée par M. Suykerbuyk, n° 884/1 du 20 mai 1976.

Rapporteur : M. Belmans.

Chasse :

Proposition de loi tendant à réparer les dommages causés par le gibier.

Présentée par M. Remacle (L.), n° 787/1 du 18 février 1976.

Commerce et industrie :*Armes et munitions :*

1. Projet de loi sur les armes et munitions.

Présenté par le Gouvernement, n° 635/1 du 8 avril 1970.

Amendement de M. Gillet, n° 635/2 du 13 mai 1970 (retiré par l'auteur).

Le 13 mai 1970. — Renvoi en sous-commission.

Amendements de M. Cornet d'Elzius, n° 635/3 du 2 juin 1970.

Amendement de M. Suykerbuyk, n° 635/4 du 16 juin 1970.

Amendements de M. Duerinck, n° 635/5 du 5 novembre 1970.

Amendements de M. Coulonvaux, n° 635/6 du 17 novembre 1970.

Amendements de M. Belmans, n° 635/7 du 30 novembre 1970.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 29 septembre 1971.

Relevé de caducité par la loi du 3 mars 1972.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 31 janvier 1974.

Relevé de caducité par la loi du 20 juin 1974.

2. Proposition de loi réglementant l'utilisation des armes à feu et des armes de sport.

Présentée par M. Baudson, n° 50/1 du 14 mai 1974.

3. Proposition de loi sur les armes et munitions.

Présentée par M. Suykerbuyk, n° 1051/1 du 22 décembre 1976.

Organisation de l'économie :

Proposition de loi portant création du groupement de coopération économique.

Présentée par M. Desmarets, n° 506/1 du 15 avril 1975.

Rapporteur : M. Suykerbuyk.

Cultes :

1. Proposition de loi portant reconnaissance de la religion mahométane en Belgique.

Présentée par M. Vandamme, n° 39/1 du 14 mai 1974.

2. Proposition de loi modifiant le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises.

Présentée par M. Fiévez, n° 435/1 du 20 février 1975.

Droit civil :*Baux à loyer :*

Proposition de loi réglementant les loyers des habitations.

Présentée par M. Mangelschots, n° 178/1 du 10 juillet 1974.

Code civil :

Proposition de loi portant nomination d'un commissaire royal à l'étude de la réforme globale du Code civil.

Présentée par M. Verhaegen, n° 773/1 du 5 février 1976.

Contrat de mariage :

Proposition de loi tendant à insérer dans le Code civil un article 70bis portant obligation pour l'officier de l'état civil d'informer les époux sur la possibilité de déroger au régime matrimonial légal.

Présentée par M^{me} Mathieu-Mohin, n° 774/1 du 5 février 1976.

Divorce et séparation :

Proposition de loi modifiant l'article 232 du Code civil et l'article 1270bis du Code judiciaire relatifs au divorce.

Présentée par M. Degroeve, n° 429/1 du 20 février 1975.

Etat civil :

1. Proposition de loi modifiant les articles 57bis, 312 et 331 du Code civil.

Présentée par M. Uyttendaele, n° 311/1 du 26 novembre 1974.

Amendements de M^{me} Demeester-De Meyer, n° 311/2 du 20 février 1976.

2. Proposition de loi modifiant le Livre premier, Titre VII, Chapitre III, Section II, du Code civil.

Présentée par M. Uyttendaele, n° 346/1 du 5 décembre 1974.

Amendements de M^{me} Demeester-De Meyer, n° 346/2 du 20 février 1976.

3. Proposition de loi complétant l'article 57 du Code civil, relatif aux actes de l'état civil.

Présentée par M. De Vlies, n° 393/1 du 14 janvier 1975.

4. Proposition de loi supprimant le troisième alinéa de l'article 80 du Code civil.

Présentée par M. Cools (B.), n° 561/1 du 22 mai 1975.

Amendement de M. Cumps, n° 561/2 du 12 novembre 1975.

5. Proposition de loi modifiant les articles 55 et 56 du Code civil en matière de déclarations de naissance.

Présentée par M. Bourgeois, n° 669/1 du 15 octobre 1975.

6. Proposition de loi modifiant le Code civil en vue d'assimiler les enfants illégitimes aux enfants légitimes.

Présentée par M. Claes (A.), n° 861/1 du 27 avril 1976.

Indigénat :

Projet de loi sur la nationalité belge.

Présenté par le Gouvernement, n° 915/1 du 3 mars 1971.

Amendements de M. Dhoore, n° 915/2 du 18 juin 1971.

Amendements de M. Califice, n° 915/3 du 2 juillet 1971.

Le 6 juillet 1971. — Renvoi à la Commission des Naturalisations pour avis (rapporteur : M. Dhoore).

Amendements de M. Levaux, n° 915/4 du 8 juillet 1971.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 29 septembre 1971.

Relevé de caducité par la loi du 3 mars 1972.

Le 19 avril 1972. — Renvoi en sous-commission.

Amendements du Gouvernement, n° 222/2 du 8 mai 1972.

Amendements de M. Suykerbuyk, n° 222/3 du 25 avril 1973.

Amendements du Gouvernement, n° 222/4 du 16 mai 1973.

Amendement du Gouvernement, n° 222/5 du 17 juillet 1973.

Rapporteurs : MM. Suykerbuyk et Van Lidth de Jeude.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 31 janvier 1974.

Relevé de caducité par la loi du 20 juin 1974.

Mariage :

1. Proposition de loi abrogeant les articles 76, 5°, 151, 152, 153 et 154 du Code civil et modifiant les articles 155bis et 158 du même Code.

Présentée par M. Vandamme, n° 40/1 du 14 mai 1974.

2. Proposition de loi relative aux conditions requises pour contracter mariage.

Présentée par M. Cumps, n° 379/1 du 19 décembre 1974.

3. Proposition de loi insérant dans le Code civil un article 226octies en vue d'étendre la capacité de la femme mariée à certains dépôts d'épargne.

Présentée par M. Degroeve, n° 430/1 du 20 février 1975.

4. Proposition de loi modifiant l'article 213 du Code civil, relatif au choix de la résidence conjugale.

Présentée par M. Bila, n° 542/1 du 13 mai 1975.

5. Proposition de loi interprétative des articles 203 et 1409, 5°, du Code civil.

Présentée par M^{me} Ryckmans-Corin, n° 728/1 du 3 décembre 1975.

Paternité et filiation :

Proposition de loi supprimant la discrimination entre enfants légitimes et naturels.

Présentée par M. Geldolf, n° 965/1 du 2 juillet 1976.

Personnification civile :

Proposition de loi modifiant la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique.

Présentée par M. Baudson, n° 437/1 du 20 février 1975.

Puissance paternelle :

Proposition de loi tendant à remplacer dans la version française des textes légaux l'expression « puissance paternelle » par l'expression « autorité parentale ».

Présentée par M^{me} Ryckmans-Corin, n° 719/1 du 27 novembre 1975.
Rapporteur : M. Uyttendaele.

Responsabilité civile :

Proposition de loi étendant l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs aux bicyclettes et cyclomoteurs.

Présentée par M. Cantillon, n° 813/1 du 9 mars 1976.

Successions :

1. Proposition de loi modifiant l'article 793 du Code civil.

Présentée par M. Parisi, n° 237/1 du 8 octobre 1974.

2. Proposition de loi modifiant le Livre III, Chapitre IV, Section première, du Code civil.

Présentée par M. Uyttendaele, n° 310/1 du 26 novembre 1974.

Amendements de M^{me} Demeester-De Meyer, n° 310/2 du 20 février 1976.

Tutelle :

Projet de loi relatif à l'administration des dépôts de titre et des livrets, carnets et autres comptes ouverts au nom d'enfants mineurs.

Présenté par le Gouvernement, n° 603/1 du 24 février 1970.

Amendements du Gouvernement, n° 603/2 du 25 mars 1970.

Amendements de M. Saint-Remy, n° 603/3 du 14 avril 1970.

Amendement du Gouvernement, n° 603/4 du 12 mai 1970.

Amendements du Gouvernement, n° 603/5 du 24 juin 1970.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 29 septembre 1971.

Relevé de caducité par la loi du 3 mars 1972.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 31 janvier 1974.

Relevé de caducité par la loi du 20 juin 1974.

Droit commercial :

Projet de loi modifiant le livre II du Code de commerce, en ce qui concerne la limitation de la responsabilité des propriétaires de navires de mer et de bateaux.

Présenté par le Gouvernement, n° 448/1 du 21 novembre 1972.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 31 janvier 1974.

Relevé de caducité par la loi du 20 juin 1974.

Amendement du Gouvernement, n° 746/2 du 5 janvier 1976.

Amendement de M. Geldolf, n° 746/3 du 22 avril 1976.

Rapporteur : M. Suykerbuyk.

Faillite :

Proposition de loi modifiant l'article 442 du Livre III du Code de commerce relatif aux faillites, banqueroutes et sursis.

Présentée par M. Havelange, n° 716/1 du 27 novembre 1975.

Sociétés :

1. Projet de loi sur les groupements d'intérêt économique.

Présenté par le Gouvernement, n° 848/1 du 8 avril 1976.

Amendements de M. Verhaegen, n° 848/2 du 18 février 1977.

Amendements : 1° du Gouvernement ; 2° de M. Verhaegen, n° 848/3 du 3 mars 1977.

Rapporteur : M. Suykerbuyk.

2. Projet de loi modifiant les lois sur les sociétés commerciales, coordonnées le 30 novembre 1935.

Présenté par le Gouvernement, n° 1024/1 du 26 novembre 1976.

Droit pénal :*Amendes pénales :*

Projet de loi modifiant la loi du 5 mars 1952 relative aux décimes additionnels sur les amendes pénales en vue d'adapter le montant des amendes aux moyens d'existence des condamnés.

Présenté par le Gouvernement, n° 592/1 du 17 février 1970.

Amendements de M. Charpentier, n° 592/2 du 1^{er} avril 1970.

Rapporteur : M. Mathys.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 29 septembre 1971.

Relevé de caducité par la loi du 3 mars 1972.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 31 janvier 1974.

Relevé de caducité par la loi du 20 juin 1974.

Animaux :

1. Proposition de loi sur la protection des animaux.

Présentée par M. Gillet et M^{me} Mathieu-Mohin, n° 605/1 du 12 juin 1975.

Rapport de M. Claes (A.), n° 605/2 du 26 juin 1975.

Amendements de M. Moock, n° 605/3 du 29 janvier 1976.

2. Proposition de loi interdisant l'usage de peaux de « bébés phoques ».

Présentée par M. Gillet, n° 1078/1 du 8 février 1977.

3. Proposition de loi modifiant la loi du 2 juillet 1975 sur la protection des animaux.

Présentée par M. Gillet et M^{me} Mathieu-Mohin, n° 1085/1 du 10 février 1977.

Bonnes mœurs :

1. Proposition de loi portant interdiction de délivrer le certificat de bonnes vie et mœurs.

Présentée par M. Degroeve, n° 431/1 du 20 février 1975.

2. Proposition de loi sur l'interruption de la grossesse.

Présentée par M^{me} Dinant, n° 1061/1 du 18 janvier 1977.

Emblèmes :

Proposition de loi tendant à réprimer l'outrage au drapeau national.

Présentée par M. Parisi, n° 148/1 du 3 juillet 1974.

Amendements de : 1° M. Uyttendaele ; 2° M. Claes (A.), n° 148/2 du 18 février 1975.

Amendements de : 1° M. Bourgeois ; 2° M. Kempinaire, n° 148/3 du 26 février 1975.

Rapport de M. Suykerbuyk, n° 148/4 du 23 mai 1975.

Amendements de M. Dehousse, n° 148/5 du 5 juin 1975.

Le 5 juin 1975. — Renvoi en commission.

Amendements de MM. Monard et Dehousse, n° 148/6 du 18 juin 1975.

Homicide involontaire :

Proposition de loi instaurant l'obligation de donner l'alarme en cas d'imminence d'un péril grave.

Présentée par M. Geldolf, n° 106/1 du 19 juin 1974.

Homicide volontaire :

Proposition de loi tendant à insérer dans le Code pénal un article 397bis (nouveau) relatif à la condamnation des trafiquants de stupéfiants.

Présentée par M. Gillet, n° 301/1 du 20 novembre 1974.

Inadaptés sociaux :

Projet de loi sur les inadaptés sociaux.

Présenté par le Gouvernement, n° 1014/1 du 17 juin 1971.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 29 septembre 1971.

Relevé de caducité par la loi du 3 mars 1972.

Amendement du Gouvernement, n° 260/2 du 31 mai 1972.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 31 janvier 1974.

Relevé de caducité par la loi du 20 juin 1974.

Protection de la vie privée :

Proposition de loi tendant à préserver la vie privée dans le domaine de l'information et à la protéger contre l'usage abusif des informations traitées par ordinateur.

Présentée par M. Vansteenkiste (L.), n° 811/1 du 3 mars 1976.

Racisme :

Proposition de loi visant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie.

Présentée par M. Glinne, n° 54/1 du 16 mai 1974.

Avis du Conseil d'Etat, n° 54/2 du 8 avril 1975.

Amendements du Gouvernement, n° 54/3 du 29 octobre 1975.

Sûreté de l'Etat :

1. Projet de loi concernant les services dans une armée ou une troupe se trouvant sur le territoire d'un Etat étranger.

Présenté par le Gouvernement, n° 478/1 du 14 novembre 1967.

Amendements de M. Saintraint, n° 478/2 du 4 décembre 1967.

Amendements de M. Glinne, n° 478/3 du 5 décembre 1967.

Rapport de M. Lindemans, n° 478/4 du 20 décembre 1967.

Amendements de M. Le Grève, n° 478/5 du 8 janvier 1968.

Amendements de M. Glinne, n° 478/6 du 8 janvier 1968.

Amendement du Gouvernement, n° 478/7 du 9 janvier 1968.

Le 11 janvier 1968. — Renvoi à la Commission de la Justice.

Amendements de : 1° M. Defraigne ; 2° M. Pierson, n° 478/8 du 16 janvier 1968.
 Sous-amendement de M. Glinne, n° 478/9 du 24 janvier 1968.
 Rapport complémentaire de M. Lindemans, n° 478/10 du 31 janvier 1968.
 Amendements de M. Le Grève, n° 478/11 du 31 janvier 1968.
 Amendement de M. Saintraint, n° 478/12 du 5 février 1968.
 Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 1^{er} mars 1968.
 Relevé de caducité par la loi du 11 janvier 1969.
 Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 29 septembre 1971.
 Relevé de caducité par la loi du 3 mars 1972.
 Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 31 janvier 1974.
 Relevé de caducité par la loi du 20 juin 1974.

2. Projet de loi interdisant les milices privées et les groupes qui tendent par leurs agissements à troubler l'ordre ou la sécurité publique.
 Présenté par le Gouvernement, n° 430/1 du 3 novembre 1972.
 Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 31 janvier 1974.
 Relevé de caducité par la loi du 20 juin 1974.

3. Proposition de loi modifiant la loi du 29 juillet 1934 interdisant les milices privées et portant dissolution de ces milices.
 Présentée par M. Gillet, n° 450/1 du 27 février 1975.

4. Proposition de loi tendant à assurer la non-intervention de Belges ou d'étrangers résidant ou transitant en Belgique dans la guerre civile angolaise.
 Présentée par M. Glinne, n° 772/1 du 5 février 1976.
 Amendements de M. Glinne, n° 772/2 du 19 janvier 1977.

Usurpation :

Projet de loi modifiant les articles 185, 186, 187 et 228 du Code pénal et y insérant un article 184bis.
 Présenté par le Gouvernement, n° 857/1 du 20 août 1964.
 Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 16 avril 1965.
 Relevé de caducité par la loi du 30 juin 1966.
 Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 1^{er} mars 1968.
 Relevé de caducité par la loi du 11 janvier 1969.
 Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 29 septembre 1971.
 Relevé de caducité par la loi du 3 mars 1972.
 Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 31 janvier 1974.
 Relevé de caducité par la loi du 20 juin 1974.

Droit public :

Ministres :

Projet de loi relatif à l'exécution de l'article 90 de la Constitution.
 Présenté par le Gouvernement, n° 651/1 du 3 octobre 1975.
 Amendements de M. Uyttendaele, n° 651/2 du 28 avril 1976.

Etrangers :

1. Proposition de loi interdisant de prendre dans les lieux accessibles au public des mesures d'interdiction à l'égard des étrangers.
 Présentée par M. Mangelschots, n° 22/1 du 9 mai 1974.

2. Proposition de loi portant défense d'interdire aux étrangers l'accès des établissements ouverts au public.
 Présentée par M. Olaerts, n° 32/1 du 14 mai 1974.

3. Proposition de loi sur l'accès au territoire, le séjour et l'établissement des non-nationaux.
 Présentée par M. Glinne, n° 195/1 du 17 juillet 1974.
 Le 20 octobre 1976. — Renvoi en sous-commission.
 Rapporteurs : MM. Bourgeois et Claes (A.).

4. Proposition de loi sur l'accès au territoire, le séjour et l'établissement des étrangers.
 Présentée par M. Levaux, n° 196/1 du 17 juillet 1974.
 Le 20 octobre 1976. — Renvoi en sous-commission.
 Rapporteurs : MM. Bourgeois et Claes (A.).

5. Projet de loi sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.
 Présenté par le Gouvernement, n° 653/1 du 6 octobre 1975.
 Amendements de M. Dejardin, n° 653/2 du 18 février 1976.
 Amendements de M. Bourgeois, n° 653/3 du 26 février 1976.
 Amendements de M. Levaux, n° 653/4 du 5 mars 1976.
 Amendement de M. Uyttendaele, n° 653/5 du 28 avril 1976.
 Amendements de M. Dejardin, n° 653/6 du 4 mai 1976.
 Amendement de M. Dejardin, n° 653/7 du 13 mai 1976.
 Le 20 octobre 1976. — Renvoi en sous-commission.
 Amendement de M. Bourgeois, n° 653/8 du 9 décembre 1976.
 Amendements de M. Bourgeois, n° 653/9 du 16 décembre 1976.
 Amendement du Gouvernement, n° 653/10 du 23 décembre 1976.
 Amendements de M. Dejardin, n° 653/11 du 19 janvier 1977.
 Amendements de M. Bourgeois, n° 653/12 du 20 janvier 1977.

Amendements de M. Bourgeois, n° 653/13 du 28 janvier 1977.
 Amendements de M. Bourgeois, n° 653/14 du 8 février 1977.
 Amendements de M. Dejardin, n° 653/15 du 14 février 1977.
 Amendements de M. Dejardin, n° 653/16 du 18 février 1977.
 Amendements de M. Dejardin, n° 653/17 du 24 février 1977.
 Amendements de M. Bourgeois, n° 653/18 du 8 mars 1977.
 Rapporteurs : MM. Bourgeois et Claes (A.).

6. Proposition de loi sur l'accès au territoire, le séjour et l'établissement des étrangers.

Présentée par M. Remacle (L.), n° 763/1 du 22 janvier 1976.

Le 20 octobre 1976. — Renvoi en sous-commission.

Rapporteurs : MM. Bourgeois et Claes (A.).

Information :

Proposition de loi relative à la distribution d'écrits, imprimés ou non, dans les lieux publics.

Présentée par M. Bila, n° 357/1 du 10 décembre 1974.

Instruction criminelle :

1. Projet de loi relatif aux casiers judiciaires.

Présenté par le Gouvernement, n° 1046/1 du 12 avril 1965.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 16 avril 1965.
 Relevé de caducité par la loi du 30 juin 1966.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 1^{er} mars 1968.
 Relevé de caducité par la loi du 11 janvier 1969.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 29 septembre 1971.

Relevé de caducité par la loi du 3 mars 1972.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 31 janvier 1974.
 Relevé de caducité par la loi du 20 juin 1974.

2. Proposition de loi modifiant l'article 203 du Code d'instruction criminelle.

Présentée par M. Bila, n° 282/1 du 29 octobre 1974.

Jeunesse :

1. Projet de loi étendant l'application de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse aux mineurs dont les parents, tuteurs ou personnes qui en ont la garde résident à l'étranger et y sont justiciables de la juridiction militaire belge.
 Présenté par le Gouvernement, n° 1065/1 du 29 juillet 1971.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 29 septembre 1971.

Relevé de caducité par la loi du 3 mars 1972.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 31 janvier 1974.
 Relevé de caducité par la loi du 20 juin 1974.

2. Projet de loi complétant la loi du 15 juillet 1960 sur la préservation morale de la jeunesse.

Présenté par le Gouvernement, n° 988/1 du 24 septembre 1976.

3. Proposition de loi interprétative des articles 6, quatrième alinéa, et 71 de la loi du 8 avril 1965 sur la protection de la jeunesse.
 Présentée par M^{me} Ryckmans-Corin, n° 1042/1 du 16 décembre 1976.
 Rapporteur : M. De Kerpel.

Jeux et paris :

Proposition de loi tendant à interdire les appareils automatiques de divertissement.

Présentée par M. Defosset, n° 169/1 du 9 juillet 1974.

Organisation judiciaire :

1. Projet de loi modifiant la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire ainsi que d'autres dispositions légales concernant certaines incompatibilités.

Présenté par le Gouvernement, n° 255/1 du 30 mai 1972.

Amendement de M. Flamant, n° 255/2 du 6 juin 1972.

Rapport de M. Dejardin, n° 255/3 du 19 juin 1972.

Le 22 juin 1972. — Renvoi aux Commissions réunies de la Justice et de l'Emploi et du Travail.

Rapport complémentaire de M. Dejardin, n° 255/4 du 22 novembre 1972.

Le 28 février 1973. — Renvoi aux Commissions réunies de la Justice et de l'Emploi et du Travail.

Amendements du Gouvernement, n° 255/5 du 2 juillet 1973.

Sous-amendement du Gouvernement, n° 255/6 du 25 octobre 1973.
 Deuxième rapport complémentaire de M. Dejardin, n° 255/7 du 25 octobre 1973.

Amendements de M. Delporte, n° 255/8 du 30 octobre 1973.

Avis du Conseil d'Etat, n° 255/9 du 10 janvier 1974.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 31 janvier 1974.
Relevé de caducité par la loi du 20 juin 1974.
Le 27 juin 1974. — Renvoi aux Commissions réunies de la Justice et de l'Emploi et du Travail.

2. Proposition de loi modifiant l'article 450 du Code judiciaire.
Présentée par M. Vandamme, n° 41/1 du 14 mai 1974.

3. Proposition de loi modifiant l'article 23, premier alinéa, des dispositions transitoires de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire.

Présentée par M. Parisi, n° 193/1 du 12 juillet 1974.

Amendement de M. Bourgeois, n° 193/2 du 12 novembre 1975.

4. Proposition de loi complétant l'article 728 du Code judiciaire.
Présentée par M. Levaux, n° 268/1 du 16 octobre 1974.

5. Proposition de loi complétant l'article 628, 8°, du Code judiciaire.

Présentée par M. Havelange, n° 418/1 du 29 janvier 1975.

6. Proposition de loi modifiant l'article 1409 du Code judiciaire, concernant la saisissabilité et la cessibilité de la rémunération.
Présentée par M. Baert, n° 444/1 du 20 février 1975.

7. Proposition de loi modifiant l'article 581 du Code judiciaire en ce qui concerne la représentation des travailleurs indépendants auprès du tribunal du travail.

Présentée par M. Verhaegen, n° 568/1 du 27 mai 1975.

8. Proposition de loi modifiant les articles 573, 2°, et 590 du Code judiciaire en vue d'adapter la compétence des tribunaux de commerce et d'étendre celle des juges de paix.

Présentée par M. Bourgeois, n° 667/1 du 15 octobre 1975.

9. Proposition de loi abrogeant l'article 156 de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire.

Présentée par M. Bourgeois, n° 673/1 du 15 octobre 1975.

10. Proposition de loi créant des juridictions de la famille.

Présentée par M. Barbeaux, n° 733/1 du 5 décembre 1975.

11. Proposition de loi complétant l'article 3 de l'annexe au Code judiciaire concernant les limites territoriales et le siège des cours et tribunaux.

Présentée par M. Belmans, n° 749/1 du 6 janvier 1976.

Rapporteur : M. Claes (A.).

12. Proposition de loi complétant l'article 1193 de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire.

Présentée par M. Verhaegen, n° 957/1 du 1^{er} juillet 1976.

13. Proposition de loi modifiant l'article 750 du Code judiciaire.

Présentée par M^{me} Pétry, n° 1005/1 du 28 octobre 1976.

Frais de justice :

1. Proposition de loi modifiant les articles 2 et 7 de l'arrêté royal du 12 septembre 1969 fixant pour l'exécution de l'article 1022 du Code judiciaire, le tarif des dépens recouvrables alloués par le juge.

Présentée par M. Vandamme, n° 42/1 du 14 mai 1974.

2. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 30 novembre 1970 remplaçant l'arrêté royal du 12 septembre 1969 fixant pour l'exécution de l'article 1022 du Code judiciaire le tarif des dépens recouvrables alloués par le juge.

Présentée par M. Suykerbuyk, n° 901/1 du 3 juin 1976.

Rapporteur : M. Claes (A.).

Justices de paix :

Proposition de loi modifiant la classification des justices de paix.
Présentée par M. Barbeaux, n° 762/1 du 22 janvier 1976.

Langues :

1. Projet de loi modifiant l'article 7, § 1bis, de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.

Présenté par le Gouvernement, n° 79/1 du 28 février 1972.

Rapport de M. Baert, n° 79/2 du 4 mai 1972.

Le 10 mai 1972. — Renvoi en commission.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 31 janvier 1974.
Relevé de caducité par la loi du 20 juin 1974.

2. Projet de loi abrogeant l'article 5, § 4, de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.

Présenté par le Gouvernement, n° 118/1 du 14 mars 1972.

Amendements de M. Schyns, n° 118/2 du 11 avril 1972.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 31 janvier 1974.
Relevé de caducité par la loi du 20 juin 1974.

3. Proposition de loi modifiant l'article 4, § 1, de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, modifié par la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire.

Présentée par M. Havelange, n° 414/1 du 29 janvier 1975.

4. Proposition de loi complétant l'article 4, § 2, premier alinéa, de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, modifié par la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire.

Présentée par M. Havelange, n° 415/1 du 29 janvier 1975.

5. Proposition de loi complétant l'article 36 de la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire.

Présentée par M. Havelange, n° 416/1 du 29 janvier 1975.

6. Proposition de loi modifiant la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire.

Présentée par M. Havelange, n° 417/1 du 29 janvier 1975.

7. Proposition de loi modifiant la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire.

Présentée par M. Desmarets, n° 633/1 du 26 juin 1975.

8. Proposition de loi créant une cour d'assises de langue allemande.

Présentée par M. Ylieff et M^{me} Pétry, n° 824/1 du 17 mars 1976.

9. Proposition de loi modifiant la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.

Présentée par M. Schyns, n° 918/1 du 10 juin 1976.

Magistrats :

1. Proposition de loi interprétative de l'article 391 du Code judiciaire.

Présentée par M. Parisi, n° 239/1 du 8 octobre 1974.

2. Proposition de loi complétant l'article 393 de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire.

Présentée par M. Parisi, n° 240/1 du 8 octobre 1974.

3. Proposition de loi concernant les conditions de nomination dans l'ordre judiciaire.

Présentée par M^{me} Ryckmans-Corin, n° 378/1 du 19 décembre 1974.
Rapporteur : M. Verberckmoes.

4. Proposition de loi complétant les articles 287 et 383 du Code judiciaire.

Présentée par M^{me} Ryckmans-Corin, n° 670/1 du 15 octobre 1975.
Rapporteur : M. Uyttendaele.

Notaires, avoués, huissiers :

Proposition de loi modifiant l'article 510 du Code judiciaire.

Présentée par M. Hubaux, n° 760/1 du 22 janvier 1976.

Personnel :

1. Proposition de loi modifiant la loi du 7 juillet 1969 déterminant le cadre du personnel des cours et tribunaux du travail, en ce qui concerne le tribunal du travail d'Arlon.

Présentée par M. Michel, n° 76/1 du 28 mai 1974.

2. Proposition de loi modifiant l'article 1^{er} de la loi du 7 juillet 1969, déterminant le cadre du personnel des cours et tribunaux du travail.

Présentée par M. Ducobu, n° 87/1 du 30 mai 1974.

3. Proposition de loi modifiant l'article 1^{er} de la loi du 7 juillet 1969 déterminant le cadre du personnel des cours et tribunaux du travail, en ce qui concerne le tribunal du travail de Louvain.

Présentée par M. Henckens, n° 211/1 du 18 juillet 1974.

4. Proposition de loi modifiant la loi du 7 juillet 1969 déterminant le cadre du personnel des cours et tribunaux du travail en ce qui concerne le tribunal du travail de Huy.

Présentée par M. Hubin, n° 270/1 du 17 octobre 1974.

5. Proposition de loi modifiant l'article 264, 2°, du Code judiciaire en ce qui concerne les conditions requises pour être nommé greffier en chef du tribunal de première instance, du tribunal du travail ou du tribunal de commerce.

Présentée par M. Bourgeois, n° 287/1 du 6 novembre 1974.

6. Proposition de loi complétant l'article 16 des dispositions transitoires du Code judiciaire.

Présentée par M. Willems, n° 347/1 du 5 décembre 1974.

7. Proposition de loi modifiant la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire et la loi du 21 juillet 1844 sur les pensions civiles et ecclésiastiques.

Présentée par M. Grafé, n° 377/1 du 19 décembre 1974.
Rapporteur : M. Uyttendaele.

8. Proposition de loi modifiant la loi du 8 avril 1971 organisant un stage judiciaire.

Présentée par M^{me} Pétry, n° 387/1 du 9 janvier 1975.

9. Proposition de loi modifiant l'article 161 de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire, en ce qui concerne la nomination des greffiers-chefs de service.

Présentée par M. Bourgeois, n° 494/1 du 27 mars 1975.

10. Proposition de loi modifiant la loi du 7 juillet 1969 déterminant le cadre du personnel des cours et tribunaux du travail en ce qui concerne le tribunal du travail de Liège.

Présentée par M. Mathot, n° 513/1 du 15 avril 1975.

11. Proposition de loi modifiant l'article 264 du Code judiciaire.

Présentée par M. Henckens, n° 634/1 du 26 juin 1975.

12. Proposition de loi modifiant la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire en ce qui concerne les conditions de promotion des membres des juridictions du travail.

Présentée par M. Desmarets, n° 665/1 du 15 octobre 1975.

13. Proposition de loi complétant les articles 9 et 29 des dispositions transitoires de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire.

Présentée par M. Suykerbuyk, n° 891/1 du 25 mai 1976.

Rapporteur : M. Claes (A.).

14. Proposition de loi modifiant l'article 478 du Code judiciaire en vue d'augmenter le nombre des avocats à la Cour de cassation.

Présentée par M. Duveusart, n° 1084/1 du 10 février 1977.

Traitements :

1. Proposition de loi allouant aux greffiers en chef des tribunaux de première instance dont le ressort compte moins de 500 000 habitants, le supplément de traitement prévu à l'article 369, 4°, du Code judiciaire.

Présentée par M. Vandamme, n° 159/1 du 3 juillet 1974.

2. Proposition de loi modifiant certaines dispositions du Code judiciaire relatives aux traitements des magistrats de l'ordre judiciaire et aux traitements des greffiers et secrétaires des parquets.

Présentée par M. Suykerbuyk, n° 428/1 du 20 février 1975.

Amendement de M. Havelange, n° 428/2 du 24 avril 1975.

Tribunaux de commerce :

Proposition de loi modifiant l'article 1^{er} de la loi du 25 juillet 1974 déterminant le cadre du personnel des tribunaux de commerce.

Présentée par M. De Vlies, n° 676/1 du 16 octobre 1975.

Tribunaux du travail :

1. Proposition de loi rapportant l'arrêté royal du 8 février 1974 supprimant la section de Philippeville du tribunal du travail de Dinant.

Présentée par M. Bila, n° 59/1 du 16 mai 1974.

2. Proposition de loi modifiant le Code judiciaire en vue d'attribuer une compétence pénale aux juridictions du travail.

Présentée par M^{me} Pétry, n° 1016/1 du 18 novembre 1976.

Procédure civile :

Proposition de loi relative à l'indemnité de procédure et à la fixation de celle-ci.

Présentée par M. Vandamme, n° 598/1 du 11 juin 1975.

Rapporteur : M. Claes (A.).

Professions :

Agents commerciaux :

Projet de loi concernant le contrat d'agence.

Présenté par le Gouvernement, n° 283/1 du 14 février 1969.

Le 14 mai 1969. — Renvoi en sous-commission.

Amendements de : 1° M. Gillet; 2° M. Lindemans, n° 283/2 du 14 mai 1969.

Sous-amendement de M. Van Lidth de Jeude, n° 283/3 du 27 novembre 1969.

Rapporteur : M. Boel.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 29 septembre 1971.

Relevé de caducité par la loi du 3 mars 1972.

Tombé par suite de la dissolution des Chambres du 31 janvier 1974.

Relevé de caducité par la loi du 20 juin 1974.

Agences matrimoniales :

Proposition de loi tendant à réglementer et à contrôler l'ouverture et les activités des agences matrimoniales.

Présentée par M. Defosset, n° 422/1 du 6 février 1975.

COMMISSION DE LA PREVOYANCE SOCIALE.

Allocations familiales :

1. Proposition de loi modifiant l'article 55 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés.

Présentée par M. Baudson, n° 25/1 du 9 mai 1974.

2. Proposition de loi portant amélioration des conditions d'octroi et augmentation des montants des allocations familiales supplémentaires accordées aux enfants handicapés.

Présentée par M. Van Acker, n° 329/1 du 28 novembre 1974.

3. Proposition de loi modifiant l'article 62 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés.

Présentée par M. Rutten, n° 413/1 du 28 janvier 1975.

Rapporteur : M. Verhaegen.

4. Proposition de loi accordant aux travailleurs frontaliers belges les mêmes allocations familiales que celles octroyées aux travailleurs belges occupés en Belgique.

Présentée par M. Burgeon, n° 476/1 du 19 mars 1975.

5. Proposition de loi accordant aux mères de famille une allocation socio-pédagogique.

Présentée par M. Plasman, n° 566/1 du 27 mai 1975.

Amendement de M^{me} Ryckmans-Corin, n° 566/2 du 2 septembre 1975.

6. Proposition de loi modifiant l'article 62 des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés.

Présentée par M^{me} Demeester-De Meyer, n° 572/1 du 28 mai 1975.

7. Proposition de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés.

Présentée par M. Demets, n° 573/1 du 29 mai 1975.

8. Proposition de loi modifiant la loi du 20 juillet 1971 instituant des prestations familiales garanties.

Présentée par M. Deneir, n° 995/1 du 12 octobre 1976.

9. Proposition de loi complétant les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés en vue d'accorder à la mère célibataire des allocations familiales majorées.

Présentée par M^{me} Mathieu-Mohin, n° 1101/1 du 23 février 1977.

Assurances sociales :

Accidents du travail :

Proposition de loi modifiant l'article 34 de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail.

Présentée par M. Van Elewyck, n° 855/1 du 21 avril 1976.

Handicapés :

1. Proposition de loi portant augmentation des allocations accordées aux handicapés, et portant liaison de ces allocations à l'évolution du bien-être général.

Présentée par M. Van Acker, n° 312/1 du 26 novembre 1974.

2. Proposition de loi portant instauration d'un revenu garanti aux handicapés.

Présentée par M. Van Acker, n° 319/1 du 27 novembre 1974.

3. Proposition de loi modifiant les articles 10 et 11 de la loi du 27 juin 1969 relative à l'octroi d'allocations aux handicapés.

Présentée par M. Olaerts, n° 797/1 du 26 février 1976.

4. Proposition de loi insérant un article 14bis dans l'arrêté royal du 24 décembre 1974 relatif aux allocations ordinaires et spéciales de handicapés.

Présentée par M. Delhayé, n° 1093/1 du 16 février 1977.

Ouvriers mineurs :

1. Proposition de loi portant assouplissement des règles de cumul entre une pension d'ouvrier mineur et une prestation servie en réparation des dommages causés par une maladie professionnelle ou un accident du travail.

Présentée par M. Van Acker, n° 344/1 du 4 décembre 1974.

2. Proposition de loi modifiant le régime de pension des ouvriers mineurs.

Présentée par M. Devos (R.), n° 826/1 du 17 mars 1976.

Sécurité sociale :

1. Proposition de loi modifiant la loi du 27 juin 1969 revisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs.

Présentée par M. Poswick, n° 376/1 du 19 décembre 1974.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité.

Présentée par M. Damseaux, n° 547/1 du 15 mai 1975.

3. Proposition de loi relative à la preuve du paiement des cotisations à la sécurité sociale.

Présentée par M. d'Alcantara, n° 656/1 du 15 octobre 1975.

Vielliesse et décès prématuré :

1. Proposition de loi modifiant l'article 10 de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, modifié par les lois des 29 juin 1970, 26 juin 1972 et 27 décembre 1973.

Présentée par M. Flamant, n° 21/1 du 3 mai 1974.

2. Proposition de loi portant majoration de l'augmentation spéciale du revenu garanti accordée aux personnes âgées handicapées et portant liaison de cette augmentation à l'évolution du bien-être général.

Présentée par M. Van Acker, n° 320/1 du 27 novembre 1974.

3. Proposition de loi portant augmentation du pécule de vacances, accordé aux bénéficiaires d'une pension de travailleur salarié et aux bénéficiaires d'une pension d'invalidité d'ouvrier mineur.

Présentée par M. Van Acker, n° 324/1 du 27 novembre 1974.

4. Proposition de loi portant augmentation du revenu garanti, accordé aux personnes âgées et portant liaison du revenu garanti à l'évolution du bien-être général.

Présentée par M. Van Acker, n° 326/1 du 27 novembre 1974.

5. Proposition de loi accordant la pension facultative à 60 ans et 55 ans selon qu'il s'agit d'un homme ou d'une femme, avec indemnité complémentaire cumulée pour atteindre 80 % de la rémunération nette.

Présentée par M. Levaux, n° 362/1 du 12 décembre 1974.

6. Proposition de loi modifiant les arrêtés royaux n° 50 et 72 relatifs à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés et indépendants.

Présentée par M^{me} Ryckmans-Corin, n° 385/1 du 9 janvier 1975.
Amendements de M^{me} Verlact-Gevaert, n° 385/2 du 16 décembre 1975.

Le 6 mai 1976. — Renvoi aux Commissions réunies des Classes moyennes et de la Prévoyance sociale.

Rapporteur : M. Plasman.

7. Proposition de loi modifiant l'article 11 de l'arrêté royal n° 50 du 24 octobre 1967 relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs salariés, modifié par la loi du 5 juin 1970.

Présentée par M. Baert, n° 445/1 du 20 février 1975.

8. Proposition de loi modifiant l'article 52 de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pensions de retraite et de survie des travailleurs salariés.

Présentée par M. Levaux, n° 672/1 du 15 octobre 1975.

9. Proposition de loi étendant la pension supplémentaire des travailleurs salariés aux travailleurs pensionnés avant le 1^{er} janvier 1968.

Présentée par M. Barbeaux, n° 715/1 du 25 novembre 1975.

Chômage :

Proposition de loi portant des mesures temporaires en vue de lutter contre le chômage.

Présentée par M. Colla, n° 489/1 du 26 mars 1975.

Travail :

Salaires :

Proposition de loi instaurant, en faveur des travailleurs salariés, le droit à un congé indemnisé en raison de circonstances familiales.

Présentée par M. Van Acker, n° 325/1 du 27 novembre 1974.

Amendements de M. Demets, n° 325/2 du 30 avril 1975.

Rapporteur : M. Gondry.

Vacances :

1. Proposition de loi instaurant un pécule de vacances pour invalides et handicapés.

Présentée par M. Declercq (T.), n° 179/1 du 10 juillet 1974.

Amendement de M. Lenssens, n° 179/2 du 19 mars 1975.

Rapporteur : M. Deneir.

2. Proposition de loi modifiant les lois relatives aux vacances annuelles des travailleurs salariés, coordonnées le 28 juin 1971, en vue d'octroyer un pécule supplémentaire aux apprentis débutants.

Présentée par M. Namèche, n° 516/1 du 22 avril 1975.

COMMISSION DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA FAMILLE.

Administrations publiques :

Proposition de loi créant une carte nationale de priorité en faveur des personnes âgées.

Présentée par M. Gillet, n° 484/1 du 25 mars 1975.

Art de guérir :

Proposition de loi relative à l'exercice de la profession de technologue de laboratoire clinique.

Présentée par M. Anciaux, n° 99/1 du 12 juin 1974.

Enseignement :

Enseignement supérieur :

Proposition de loi créant le titre de gradué en gestion de maison de repos et en nursing.

Présentée par M. Gillet, n° 303/1 du 20 novembre 1974.

Amendement de M. Vandemeulebroucke, n° 303/2 du 12 décembre 1974.

Rapporteur : M. Soudant.

Habitations :

Proposition de loi relative à la salubrité des habitations.

Présentée par M. Persoons, n° 382/1 du 9 janvier 1975

Professions :

Educateurs sociaux :

Proposition de loi relative au statut des éducateurs sociaux.

Présentée par M^{me} Ryckmans-Corin, n° 671/1 du 15 octobre 1975.

Langues :

Proposition de loi concernant les connaissances linguistiques des

médecins originaires des pays membres de la Communauté européenne qui s'établissent en Belgique.

Présentée par M. Valkeniers, n° 519/1 du 23 avril 1975.
Amendements de M. Dehousse, n° 519/2 du 13 mai 1976.
Rapporteurs : M. de Vlies.

Médecins :

1. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 79 du 10 novembre 1967 relatif à l'Ordre des médecins.

Présentée par M. Niemegeers, n° 73/1 du 28 mai 1974.
Amendements de : 1. M. Niemegeers; 2. M. De Vlies, n° 73/2 du 20 janvier 1976.
Rapporteur : M. Soudant.

2. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 79 du 10 novembre 1967 relatif à l'Ordre des médecins.

Présentée par M. Degroeve, n° 999/1 du 12 octobre 1976

Pharmaciens :

Proposition de loi modifiant l'arrêté royal n° 80 du 10 novembre 1967 relatif à l'Ordre des pharmaciens.

Présentée par M. Niemegeers, n° 74/1 du 28 mai 1974
Amendements de : 1. M. Niemegeers; 2. M. De Vlies, n° 74/2 du 20 janvier 1976.

Santé publique :

1. Proposition de loi portant interdiction de toute publicité en faveur de la cigarette dans les bâtiments publics et le long de la voie publique.

Présentée par M. Vandamme, n° 43/1 du 14 mai 1974.

Rapporteur : M. Plasman.

2. Proposition de loi fixant les taux-limites pour l'anhydride sulfureux.

Présentée par M. Geldolf, n° 107/1 du 19 juin 1974.

3. Proposition de loi relative aux conditions dans lesquelles doit se pratiquer une anesthésie générale.

Présentée par M. Valkeniers, n° 495/1 du 27 mars 1975.
Rapporteur : M. Van Leemputten.

4. Proposition de loi modifiant l'arrêté du Régent du 6 février 1946 portant réglementation de la conservation et du débit des substances vénéneuses et toxiques.

Présentée par M. Goemans, n° 557/1 du 22 mai 1975.

5. Proposition de loi tendant à dédommager les enfants victimes d'une vaccination obligatoire.

Présentée par M. Glinne, n° 706/1 du 14 novembre 1975.

6. Proposition de loi réglementant la délivrance des médicaments et la publicité pharmaceutique.

Présentée par M. Plasman, n° 714/1 du 25 novembre 1975.
Amendements du Gouvernement, n° 714/2 du 22 février 1977.
Rapporteur : M^{me} Dielens.

7. Projet de loi en vue de maîtriser le coût des soins de santé.

Présenté par le Gouvernement, n° 1083/1 du 10 février 1977.
Rapporteur : M. Lenssens.

COMMISSION DES TRAVAUX PUBLICS.

Agriculture :

Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 28 décembre 1972 relatif à la présentation et à la mise en œuvre des projets de plans et des plans de secteur, en vue de protéger les exploitations agricoles dans les zones d'habitat.

Présentée par M. Barbeaux, n° 788/1 du 18 février 1976.

Arts, Sciences et Lettres :

Proposition de loi tendant à introduire une part de décoration artistique dans les bâtiments d'utilité publique.

Présentée par M. Baudson, n° 30/1 du 9 mai 1974.
Rapporteur : M. Hubin.

Chambres législatives :

Contrôle :

Proposition de loi créant une commission parlementaire mixte permanente chargée de contrôler les contrats et marchés passés entre les pouvoirs publics et les promoteurs immobiliers, les entrepreneurs de travaux et les sociétés commerciales fournissant des équipements divers.

Présentée par M. Clerfayt, n° 315/1 du 27 novembre 1974.

Commerce et industrie :

Organisation de l'économie :

Proposition de loi relative à la rénovation des sites d'activité économique.

Présentée par M. Urbain, n° 66/1 du 22 mai 1974.

Enquête parlementaire :

Proposition instituant une commission d'enquête parlementaire chargée de déterminer la responsabilité du retard, de l'augmentation du coût et des dommages-intérêts dus par l'Etat en ce qui concerne les travaux de Zeebrugge.

Présentée par M. Van Eynde, n° 974/1 du 7 juillet 1976.

Expropriations :

Proposition de loi modifiant la loi du 26 juillet 1962 relative aux expropriations pour cause d'utilité publique et aux concessions en vue de la construction des autoroutes.

Présentée par M. Damseaux, n° 559/1 du 22 mai 1975.

Guerre :

Dommages de guerre :

Proposition de loi complétant l'article 3 de la loi du 6 janvier 1950 relative aux avances sur indemnités de réparation de dommages de guerre aux biens privés.

Présentée par M^{me} Demeester-De Meyer, n° 95/1 du 6 juin 1974.

Habitations :

1. Proposition de loi organique de la rénovation urbaine.

Présentée par M. Mathot, n° 307/1 du 26 novembre 1974.
Rapporteur : M. Nyffels.

2. Proposition de loi portant révision du financement des investissements des sociétés immobilières de service public et instaurant une allocation de logement.

Présentée par M. Breyne, n° 361/1 du 12 décembre 1974.

3. Proposition de loi modifiant la loi du 2 juillet 1971 confirmant l'arrêté royal du 10 décembre 1970 portant le Code du logement en vue de faire participer les locataires à la gestion des ensembles d'habitations érigées à l'intervention de la Société nationale du Logement.

Présentée par M. Mathot, n° 486/1 du 25 mars 1975.

4. Proposition de loi prévoyant pour la région flamande les moyens d'une politique foncière à caractère social.

Présentée par M^{me} Demeester-De Meyer, n° 514/1 du 17 avril 1975.

5. Proposition de loi visant à promouvoir le logement en auto-gestion des personnes âgées.

Présentée par M. Grootjans, n° 751/1 du 6 janvier 1976.
Rapporteur : M. Hubin.

6. Proposition de loi modifiant, pour la région wallonne, l'article 48, 2°, du Code du logement.

Présentée par M. Pierret, n° 798/1 du 26 février 1976.

7. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 2 juillet 1973 réglementant le régime des loyers des habitations appartenant aux sociétés agréées par la Société nationale du Logement ou à la Société nationale elle-même.

Présentée par M. Smets, n° 1025/1 du 30 novembre 1976.

Travaux publics :

1. Proposition de loi portant création d'un Fonds des digues.

Présentée par M. Verberckmoes, n° 786/1 du 17 février 1976.

2. Proposition de loi tendant à indemniser les commerçants ayant subi une diminution importante de leurs bénéfices en raison de travaux d'utilité publique.

Présentée par M. Hubaux, n° 889/1 du 25 mai 1976.

Urbanisme :

1. Proposition de loi modifiant l'article 17 de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme.

Présentée par M. Suykerbuyk, n° 45/1 du 14 mai 1974.
Rapporteur : M. Nyffels.

2. Proposition de loi modifiant l'article 45 de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, modifiée par la loi du 22 décembre 1970.

Présentée par M. Suykerbuyk, n° 46/1 du 14 mai 1974.

3. Proposition de loi complétant l'article 70bis de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme.

Présentée par M. Suykerbuyk, n° 432/1 du 20 février 1975.
Rapporteur : M. Smets.

4. Proposition de loi modifiant la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, modifiée par la loi du 22 décembre 1970.

Présentée par M. Sprockeels, n° 511/1 du 15 avril 1975.

Amendements de : 1. M. Hansenne 2. M. Pierret, n° 511/2 du 3 juin 1976.

Rapporteur : M. Flamant.

5. Proposition de loi octroyant une subvention pour les travaux tendant à faciliter l'accès des handicapés aux bâtiments accessibles au public et appartenant à des administrations subordonnées.

Présentée par M. Claes (A.), n° 659/1 du 15 octobre 1975.

6. Proposition de loi modifiant l'article 57 de la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, modifiée par la loi du 22 décembre 1970.

Présentée par M^{me} Demeester-De Meyer, n° 1072/1 du 3 février 1977.

III. — Propositions de loi qui n'ont pas encore été prises en considération.

Administrations publiques :

1. Proposition de loi relative à la création d'une Commission de contrôle de la Fonction publique.

Présentée par M. Outers, n° 14/1 du 2 mai 1974.

2. Proposition de loi relative au transfert du Ministère de la Culture néerlandaise.

Présentée par M. Kuijpers, n° 768/1 du 29 janvier 1976.

Langues :

- Proposition de loi relative à la réorganisation de la Compagnie intercommunale bruxelloise des Eaux et de la Société nationale des Distributions d'Eau.

Présentée par M. De Keersmaecker, n° 948/1 du 30 juin 1976.

Affaires étrangères :

Proposition de résolution concernant la situation au Portugal.

Présentée par M. Martens, n° 562/1 du 22 mai 1975.

Alcool :

Proposition de loi modifiant la loi du 29 août 1919 sur le régime de l'alcool.

Présentée par M. Vansteenkiste (E.), n° 153/1 du 3 juillet 1974.

Allocations familiales :

Proposition de loi instaurant une allocation socio-pédagogique ou de soins en faveur de la mère ou de la personne ayant le soin de l'éducation d'enfants en bas âge.

Présentée par M. De Mey, n° 662/1 du 15 octobre 1975.

Amnistie :

Proposition de loi amnistiant les délits contre la sûreté de l'Etat.

Présentée par MM. De Beul et Somers, n° 388/1 du 9 janvier 1975.
Le 29 janvier 1975. — Prise en considération ajournée.

Animaux :

Proposition de loi tendant à permettre la détention d'animaux domestiques dans les logements mis à la disposition des expropriés.

Présentée par M^{me} Mathieu-Mohin et M. Gillet, n° 732/1 du 4 décembre 1975.

Armée :

1. Proposition de loi modifiant le règlement sur le service de garnison pris en exécution de l'arrêté royal du 25 août 1937.

Présentée par M. Degroeve, n° 86/1 du 29 mai 1974.

2. Proposition de loi réglant l'intervention des Forces terrestres, aérienne et navale pour le maintien et le rétablissement de l'ordre public en temps de paix et sur le territoire national.

Présentée par M. Cudell, n° 295/1 du 14 novembre 1974.

Gendarmerie :

Proposition de loi améliorant la situation pécuniaire du personnel de la gendarmerie.

Présentée par M. Kuijpers, n° 215/1 du 19 juillet 1974.

Milice :

Proposition de loi interprétant l'article 1^{er} de la loi du 3 juin 1964 portant le statut des objecteurs de conscience.

Présentée par M. Harmegnies, n° 216/1 du 19 juillet 1974.

Arts, Sciences et Lettres :

Proposition de loi sur le dépôt obligatoire des copies de films cinématographiques en Belgique.

Présentée par M. Van Offelen, n° 1008/1 du 10 novembre 1976.

Assurances sociales :

Maladies professionnelles :

Proposition de loi modifiant les articles 33, 34 et 49 des lois relatives à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles, coordonnées le 3 juin 1970.

Présentée par M. Levaux, n° 925/1 du 16 juin 1976.

Ouvriers mineurs :

1. Proposition de loi portant réduction à 25 années de la durée des services requis au fond des mines de houille pour l'octroi d'une pension complète de retraite d'ouvrier mineur.

Présentée par M. Van Acker, n° 318/1 du 27 novembre 1974.

2. Proposition de loi portant majoration de la pension d'invalidité accordée aux ouvriers mineurs.

Présentée par M. Van Acker, n° 321/1 du 27 novembre 1974.

Sécurité sociale :

1. Proposition de loi portant amélioration de la liaison des indemnités d'invalidité à l'évolution du bien-être général.

Présentée par M. Van Acker, n° 345/1 du 4 décembre 1974.

2. Proposition de loi intégrant pleinement le personnel domestique dans le régime des assujettis à la sécurité sociale.

Présentée par M. Declercq (T.), n° 701/1 du 13 novembre 1975.

Vieillesse et décès prématuré :

1. Proposition de loi autorisant les détenteurs d'un registre du commerce à bénéficier de la pension de retraite et de survie de travailleur salarié ou de travailleur indépendant pendant une période limitée de liquidation des stocks.

Présentée par M. Cudell, n° 137/1 du 27 juin 1974.

2. Proposition de loi instaurant une pension de retraite et de survie complémentaire en faveur du personnel d'encadrement.

Présentée par M. Flamant, n° 748/1 du 6 janvier 1976.

3. Proposition de loi modifiant l'article 34, 1^{er}, E, 2^o, de l'arrêté royal du 21 décembre 1967 portant règlement général du régime de pension de retraite et de survie des travailleurs salariés.

Présentée par M. Parisi, n° 779/1 du 11 février 1976.

Commerce et industrie :

Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 28 novembre 1939, réglementant le commerce ambulant, confirmé par la loi du 16 juin 1947.

Présentée par M. De Clercq (P.), n° 309/1 du 26 novembre 1974.

Armes et munitions :

Proposition de loi modifiant la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce de munitions.

Présentée par M. Gillet, n° 1100/1 du 23 février 1977.

Beurre et margarine :

Proposition de loi modifiant la loi du 8 juillet 1935 relative aux beurres, margarines, graisses préparées et autres matières grasses comestibles.

Présentée par M. Verhaegen, n° 224/1 du 19 juillet 1974.

Commerce de détail :

1. Proposition de loi modifiant la loi du 29 juin 1975 relative aux implantations commerciales.

Présentée par M. Verberckmoes, n° 820/1 du 10 mars 1976.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques de commerce.

Présentée par M. Peeters (P.), n° 967/1 du 2 juillet 1976.

Communes :

Cimetières :

Proposition de loi modifiant l'article 6 de la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures.

Présentée par M. Dehousse, n° 1045/1 du 16 décembre 1976.

Fédération de communes :

Proposition de loi créant une fédération d'Alost.

Présentée par M. Willems, n° 402/1 du 22 janvier 1975.

Loi communale :

Proposition de loi complétant l'article 75 de la loi communale.

Présentée par M. Scokaert, n° 833/1 du 23 mars 1976.

Responsabilité :

1. Proposition de loi créant des commissions permanentes de participation.

Présentée par M. Gendebien, n° 685/1 du 30 octobre 1975.

2. Proposition de loi relative à la création d'un bulletin communal d'information.

Présentée par M. Gendebien, n° 686/1 du 30 octobre 1975.

3. Proposition de loi instaurant le référendum d'avis dans les communes.

Présentée par M. Gendebien, n° 687/1 du 30 octobre 1975.

4. Proposition de loi instaurant la délibération obligatoire du conseil communal.

Présentée par M. Gendebien, n° 688/1 du 30 octobre 1975.

5. Proposition de loi tendant à développer l'information des citoyens sur la gestion communale.

Présentée par M. Gendebien, n° 689/1 du 30 octobre 1975.

Traitements :

Proposition de loi relative à la prise en considération, pour le calcul de la rémunération, des services militaires accomplis par certains agents des provinces, des communes, des agglomérations et des fédérations de communes pendant leur occupation dans le secteur privé.

Présentée par M. Mangelschots, n° 817/1 du 10 mars 1976.

Cour des comptes :

1. Proposition de loi augmentant le nombre des membres de la Cour des comptes.

Présentée par M. Colla, n° 488/1 du 26 mars 1975.

2. Proposition de loi sur la mission juridictionnelle de la Cour des comptes.

Présentée par M. Persoons, n° 526/1 du 7 mai 1975.

3. Proposition de loi relative à la mission de contrôle de la Cour des comptes.

Présentée par M. Persoons, n° 684/1 du 30 octobre 1975.

Culture :

Proposition de loi modifiant la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques.

Présentée par M. Kempinaire, n° 214/1 du 19 juillet 1974.

Distinctions honorifiques :

Proposition de loi portant création d'un ordre national « Reine Elisabeth de Belgique ».

Présentée par M. Mundeeler, n° 592/1 du 10 juin 1975.

Distribution d'eau :

Proposition de loi tendant à réparer les préjudices subis du fait du captage des eaux souterraines.

Présentée par M. Bila, n° 12/1 du 2 mai 1974.

Droit civil :

Baux à loyer :

1. Proposition de loi complétant les dispositions relatives aux baux commerciaux contenus dans la section *Ilbis* du Chapitre II du Livre III, Titre VIII du Code civil.

Présentée par M. Claes (A.), n° 507/1 du 15 avril 1975.

2. Proposition de loi prorogeant les articles 38, 39 et 40 relatifs aux loyers, de la loi du 30 mars 1976 relative aux mesures de redressement économique.

Présentée par M. Mangelschots, n° 996/1 du 12 octobre 1976.

3. Proposition de loi complétant l'article 4 de la loi du 10 avril 1975 relative aux loyers des immeubles d'habitation.

Présentée par M. Desmarets, n° 1026/1 du 1^{er} décembre 1976.

Divorce et séparation :

Proposition de loi modifiant l'article 232 du Code civil et l'article 127bis du Code judiciaire, relatifs au divorce.

Présentée par M^{me} Dinant, n° 212/1 du 18 juillet 1974.

Donations :

Proposition de loi modifiant l'article 909 du Code civil en vue d'étendre aux personnes dirigeantes des maisons de repos et autres lieux d'hébergement de personnes âgées, l'incapacité de profiter des dispositions entre vifs ou testamentaires.

Présentée par M. Parisi, n° 593/1 du 10 juin 1975.

Privileges et hypothèques :

Proposition de loi modifiant le 4^{ter} de l'article 19 de la loi du 16 décembre 1851 sur les privilèges et hypothèques formant le Titre XVIII du Livre III du Code civil.

Présentée par M. Parisi, n° 632/1 du 25 juin 1975.

Tutelle :

Proposition de loi insérant dans le Code civil une disposition relative à l'émancipation.

Présentée par M. Bila, n° 267/1 du 16 octobre 1974.

Droit pénal :*Abandon de famille :*

Proposition de loi tendant à insérer dans le Code pénal un article 391^{quater} en vue de présumer volontaire le défaut de paiement d'une pension alimentaire.

Présentée par M. Brimant, n° 717/1 du 27 novembre 1975.

Bonnes mœurs :

Proposition de loi suspendant dans certaines conditions les poursuites judiciaires fondées sur les articles 350, 351, 353 et 383 du Code pénal.

Présentée par M. Cudell, n° 139/1 du 27 juin 1974.

Enfance :

Proposition de loi modifiant l'article 458 du Code pénal en vue de protéger les enfants maltraités.

Présentée par M. Brimant, n° 771/1 du 29 janvier 1976.

Sûreté de l'Etat :

Proposition de loi rendant imprescriptibles les peines de mort prononcées pour infraction contre la sûreté de l'Etat commises entre le 9 mai 1940 et le 8 mai 1945.

Présentée par M. Namèche, n° 565/1 du 27 mai 1975.

Droit public :*Constitution :*

Proposition de déclaration de revision de l'article 116 de la Constitution.

Présentée par M. Defosset, n° 591/1 du 5 juin 1975.

Incompatibilités :

Proposition de loi sur les revenus professionnels des parlementaires.

Présentée par M. Persoons, n° 284/1 du 29 octobre 1974.

Eaux et Forêts :*Pollution des eaux :*

Proposition de loi encourageant la construction de stations privées d'épuration des eaux.

Présentée par M. Vandamme, n° 251/1 du 9 octobre 1974.

Enquête parlementaire :

1. Proposition de constitution d'une commission d'enquête chargée de contrôler l'utilisation des locaux et espaces affectés aux cabinets ministériels et de vérifier au service de qui les membres de ces cabinets occupent leur temps.

Présentée par MM. Somers et Baert, n° 296/1 du 14 novembre 1974.

2. Proposition d'enquête parlementaire au sujet du problème de l'assurance maladie et de la politique de santé.

Présentée par M. Babylon, n° 966/1 du 2 juillet 1976.

3. Proposition d'enquête parlementaire au sujet des anomalies qui règnent à l'Office des chèques postaux et au sujet des origines de celles-ci.

Présentée par M. Vansteenkiste (L.), n° 968/1 du 2 juillet 1976.

Enseignement :

1. Proposition de loi modifiant l'article 27 de la loi du 29 mai 1959 relative à l'enseignement gardien, primaire, moyen, normal, technique, artistique et spécial, modifié par la loi du 11 juillet 1973.

Présentée par M. Kuijpers, n° 88/1 du 30 mai 1974.

2. Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 22 mai 1965 relatif au régime des vacances et congés dans l'enseignement.

Présentée par M. Degroeve, n° 567/1 du 27 mai 1975.

3. Proposition de loi organisant le régime des prestations des maîtres d'études-éducateurs des établissements d'enseignement primaire, spécial, moyen, technique et normal de l'Etat ainsi que des établissements de l'Etat dispensant un enseignement supérieur de type court.

Présentée par M. Content, n° 664/1 du 15 octobre 1975.

Enseignement primaire :

Proposition de loi modifiant l'article 5 de l'arrêté royal du 27 octobre 1966 fixant les normes de population scolaire dans les écoles gardiennes et primaires.

Présentée par M. Laridon, n° 199/1 du 17 juillet 1974.

Enseignement supérieur :

Proposition de loi portant création d'une université ouverte.

Présentée par M. Hansenne, n° 353/1 du 10 décembre 1974.

Guerre :

Proposition de loi tendant à accorder un statut de reconnaissance nationale aux Belges qui se sont portés volontaires aux côtés de l'armée républicaine espagnole et à leurs ayants droit.

Présentée par M. Levaux, n° 1094/1 du 16 février 1977.

Résistance :

Proposition de loi modifiant la loi du 1^{er} septembre 1948 établissant le statut des résistants par la presse clandestine.

Présentée par M. Ducobu, n° 244/1 du 8 octobre 1974.

Victimes civiles de la guerre :

Proposition de loi modifiant l'article 15 de la loi du 15 mars 1954 relative aux pensions de dédommagement des victimes civiles de la guerre 1940-1945 et de leurs ayants droit.

Présentée par M. Niemegeers, n° 168/1 du 9 juillet 1974.

Impôts :*Fiscalité provinciale et communale :*

1. Proposition de loi modifiant la loi du 10 juin 1928 encourageant la construction de nouvelles habitations par la remise temporaire de la construction foncière.

Présentée par M. Vansteenkiste (E.), n° 56/1 du 16 mai 1974.

2. Proposition de loi tendant à assainir les finances de certaines communes.

Présentée par M. Hubaux, n° 628/1 du 24 juin 1975.

Impôts directs :

1. Proposition de loi modifiant les articles 67 et 71 du Code des impôts sur les revenus.

Présentée par M. Claes (A.), n° 440/1 du 20 février 1975.

2. Proposition de loi modifiant l'article 83 du Code des impôts sur les revenus.

Présentée par M. Kempinaire, n° 753/1 du 6 janvier 1976.

Instruction criminelle :

1. Proposition de loi modifiant l'article 203 du Code d'instruction criminelle.

Présentée par M. Kickx, n° 150/1 du 3 juillet 1974.

2. Proposition de loi complétant l'article 209 du Code d'instruction criminelle.

Présentée par M. Vandamme, n° 254/1 du 9 octobre 1974.

Jeux et paris :

Proposition de loi portant revision de la législation sur le jeu.

Présentée par M. Cools (B.), n° 286/1 du 6 novembre 1974.

Lois électorales :*Elections communales :*

Proposition de loi modifiant l'article 40 de la loi électorale communale, modifiée par la loi du 5 juillet 1976 apportant des modifications à la législation électorale.

Présentée par M. Grafé, n° 1070/1 du 2 février 1977.

Elections provinciales :

Proposition de loi fixant, pour les élections provinciales, l'âge électoral à 18 ans et l'âge d'éligibilité à 21 ans.

Présentée par M. Vandamme, n° 256/1 du 9 octobre 1974.

Propagande électorale :

Proposition de loi tendant à contrôler et à limiter les dépenses électorales.

Présentée par M. Persoons, n° 283/1 du 29 octobre 1974.

Organisation judiciaire :

1. Proposition de loi modifiant l'article 3 de l'annexe au Code judiciaire relative aux limites territoriales et au siège des cours et tribunaux.

Présentée par M. Gondry, n° 11/1 du 2 mai 1974.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 26 juin 1974 relative à l'entrée en vigueur et à l'exécution de l'article 104 de la Constitution.

Présentée par M. Lenssens, n° 243/1 du 8 octobre 1974.

3. Proposition de loi modifiant l'article 617 du Code judiciaire par l'adaptation de la compétence des tribunaux statuant en dernier ressort.

Présentée par M. Bourgeois, n° 700/1 du 12 novembre 1975.

4. Proposition de loi modifiant l'article 1062 du Code judiciaire.

Présentée par M. Kickx, n° 777/1 du 10 février 1976.

Justices de paix :

1. Proposition de loi modifiant la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire.

Présentée par M. Flamant, n° 138/1 du 27 juin 1974.

2. Proposition de loi modifiant les articles 355 et 366 du Code judiciaire.

Présentée par M. Bourgeois, n° 726/1 du 3 décembre 1975.

Notaires, avoués, huissiers :

Proposition de loi modifiant l'article 510 de la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire.

Présentée par M. Kempinaire, n° 897/1 du 2 juin 1976.

Personnel :

1. Proposition de loi complétant l'article 23 des dispositions transitoires du Code judiciaire relatives à l'assimilation d'agents de l'ordre judiciaire dans l'ancienne colonie en vue de leur permettre de remplir les conditions de nomination aux greffes des cours et tribunaux.

Présentée par M. Bourgeois, n° 197/1 du 17 juillet 1974.

2. Proposition de loi modifiant l'article 265 du Code judiciaire et y insérant un article 265bis.

Présentée par M. Urbain, n° 200/1 du 17 juillet 1974.

3. Proposition de loi modifiant l'article 1^{er} de la loi du 8 avril 1971 organisant un stage judiciaire.

Présentée par M. Vandamme, n° 248/1 du 8 octobre 1974.

4. Proposition de loi modifiant la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire et la loi du 15 juin 1899 contenant le titre II du Code de procédure pénale militaire.

Présentée par M. Grafé, n° 460/1 du 6 mars 1975.

5. Proposition de loi complétant l'article 36 des dispositions transitoires du Code judiciaire.

Présentée par M. Declercq (T.), n° 658/1 du 15 octobre 1975.

Traitements :

Proposition de loi modifiant l'article 366 du Code judiciaire en ce qui concerne les traitements des greffiers de justices de paix et tribunaux de police.

Présentée par M. Grafé, n° 508/1 du 15 avril 1975.

Pensions :*Pensions civiles :*

1. Proposition de loi modifiant la loi du 5 juillet 1954 relative à la pension des bourgmestres et échevins et à celle de leurs ayants droit.

Présentée par M. Vandamme, n° 250/1 du 8 octobre 1974.

2. Proposition de loi tendant à accorder une pension de survie aux veufs et orphelins des personnes de sexe féminin dont les services donnent droit à l'application d'un régime de pension de retraite dont la charge est assumée par les pouvoirs publics.

Présentée par M. Havelange, n° 663/1 du 15 octobre 1975.

Pensions militaires :

1. Proposition de loi modifiant les lois sur les pensions de réparation coordonnées le 5 octobre 1948.

Présentée par M. Parisi, n° 600/1 du 11 juin 1975.

2. Proposition de loi modifiant la loi du 24 avril 1958, créant notamment une rente de combattant et de captivité en faveur des combattants, des prisonniers politiques et des prisonniers de guerre de 1940-1945, telle qu'elle a été modifiée par les lois du 7 juillet 1964, du 29 mars 1967, du 8 juillet 1970, du 12 avril 1973 et du 11 juillet 1973.

Présentée par M. Parisi, n° 601/1 du 11 juin 1975.

Procédure civile :*Saisie :*

Proposition de loi modifiant l'article 1409 du Code judiciaire relatif à la cession ou à la saisie des rémunérations.

Présentée par M. Mangelschots, n° 1000/1 du 12 octobre 1976.

Professions :*Agents commerciaux :*

Proposition de loi relative au contrat d'agence commerciale.

Présentée par M. Cudell, n° 666/1 du 15 octobre 1975.

Roulage :

1. Proposition de loi complétant l'article 34, 1^{er}, de l'arrêté royal du 14 mars 1968 portant règlement général sur la police de la circulation routière.

Présentée par M. Vansteenkiste (E.), n° 125/1 du 25 juin 1974.

2. Proposition de loi protégeant le piéton et le cycliste.

Présentée par M. Vandamme, n° 252/1 du 9 octobre 1974.

3. Proposition de loi complétant l'article 82 de l'arrêté royal du 1^{er} décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière.

Présentée par M. Vandamme, n° 1014/1 du 18 novembre 1976.

Santé publique :

1. Proposition de loi portant interdiction de la publicité faite au moyen d'avions.

Présentée par M. Vandamme, n° 253/1 du 9 octobre 1974.

2. Proposition de loi interdisant l'incorporation de colorants amara dans les produits alimentaires.

Présentée par M. Mangelschots, n° 890/1 du 25 mai 1976.

3. Proposition de loi interdisant la production et l'utilisation des composés nocifs du fréon dans les gaz propulseurs d'aérosols.

Présentée par M. Vandemeulebroucke, n° 1108/1 du 1^{er} mars 1977.

Secours et subsides :

1. Proposition de loi ouvrant un crédit spécial au profit des agriculteurs ayant subi des dommages à la suite des chutes de pluie.

Présentée par M. Van Leemputten, n° 294/1 du 14 novembre 1974.

2. Proposition de résolution relative à l'aide aux agriculteurs.

Présentée par M. Gheysen, n° 365/1 du 12 décembre 1974.

Travail :

1. Proposition de loi instituant un régime de prestations de cessation d'activité, de formation professionnelle et de recyclage en faveur des travailleurs indépendants.

Présentée par M. Cudell, n° 222/1 du 19 juillet 1974.

2. Proposition de loi accordant une compensation financière aux travailleurs indépendants et aux titulaires d'une profession libérale qui exercent un mandat public.

Présentée par M. Buchmann, n° 971/1 du 3 juillet 1976.

Hygiène et sécurité du travail :

Proposition de loi modifiant la loi du 5 mai 1888 relative à l'inspection des établissements dangereux, insalubres ou incommodes et à la surveillance des machines et chaudières à vapeur.

Présentée par M. Claes (A.), n° 401/1 du 22 janvier 1975.

Promotion sociale :

Proposition de loi étendant le bénéfice des crédits d'heures à l'enseignement de niveau supérieur de type court de plein exercice dispensé le soir.

Présentée par M. Degroove, n° 770/1 du 29 janvier 1976.

Travaux publics :

Proposition de loi facilitant l'accès des bâtiments publics et des installations sportives aux personnes handicapées.

Présentée par M. Vandamme, n° 255/1 du 9 octobre 1974.

Ports :

Proposition de loi portant création du port autonome de Bruxelles.

Présentée par M. Beauthier, n° 682/1 du 30 octobre 1975.

Urbanisme :

1. Proposition de loi tendant à faire participer davantage le citoyen à l'élaboration des plans d'aménagement.

Présentée par Mangelschots, n° 190/1 du 11 juillet 1974.

2. Proposition de loi complétant l'article 44 de la loi du 29 mars 1962, organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme concernant l'octroi d'un permis de bâtir en cas d'abatage d'arbres isolés.

Présentée par M. Van Offelen, n° 1009/1 du 10 novembre 1976.

B. — PROJETS DE LOI ADOPTES ET TRANSMIS PAR LE SENAT PLUS DE HUIT ANS AVANT LA DISSOLUTION DES CHAMBRES DU 9 MARS 1977.

I. — Projets adoptés et transmis par le Sénat avant le 19 septembre 1944.

Administrations publiques :**Langues :**

Projet de loi modifiant l'article 2 de la loi du 28 juin 1932 concernant l'emploi des langues en matière administrative.

Transmis par le Sénat, n° 176 du 26 mars 1936.

Armée :**Milice :**

Projet de loi tendant à sauvegarder, jusqu'au jour qui sera fixé par arrêté royal pour la remise de l'armée sur pied de paix, les droits des personnes se trouvant à l'armée ou dans l'un des services et établissements qui en dépendent, ainsi que les droits des incapables ou de certaines sociétés dont elles sont les représentants légaux.

Réamendé par le Sénat, n° 181 du 22 août 1945.

Arts, Sciences et Lettres :

Projet de loi relatif aux droits de l'Etat sur les objets mobiliers mis au jour dans les dépendances du Domaine public.

Transmis par le Sénat, n° 54 du 10 décembre 1931.

Rapport de M. De Rasquinnet, n° 147 du 14 mars 1934.

Droit civil :**Absence :**

Projet de loi portant révision du titre IV du livre 1^{er} du Code civil relatif à l'absence.

Transmis par le Sénat, n° 146 du 10 février 1925.

Etat civil :

Projet de loi modifiant les articles 12 et 16 de la loi du 28 juillet 1921 sur la validité des actes de l'état civil, la rectification des actes de décès dressés pendant la guerre et la déclaration judiciaire du décès.

Transmis par le Sénat, n° 147 du 10 février 1925.

Objets trouvés :

Projet de loi complétant les dispositions du Code civil sur les choses trouvées.

Transmis par le Sénat, n° 23 du 12 décembre 1934.

Amendement de M. Somerhausen, n° I du 21 mai 1935.

Droit pénal :**Enfance :**

Projet de loi modifiant la loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance.

Amendé par le Sénat, n° 7 du 5 septembre 1939.

Droit public :**Incompatibilités :**

Projet de loi complétant la loi du 6 août 1931 établissant des incompatibilités et interdictions concernant les ministres, anciens ministres et ministres d'Etat, ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives.

Transmis par le Sénat, n° 69 du 10 décembre 1936.

Rapport de M. De Vleeschauwer, n° 242 du 22 avril 1937.

Amendement de M. De Jaegher (C.), n° I du 22 avril 1937.

Amendement de M. Dijon, n° II du 27 avril 1937.

Rapport complémentaire de M. De Vleeschauwer, n° 257 du 4 mai 1937.

Amendements de M. Legros et de M. Uytroever, n° III du 4 mai 1937.

Electricité :

Projet de loi complétant l'article 8 de la loi du 10 mars 1925 sur les distributions de l'énergie électrique par la fixation d'un délai endéans lequel la députation permanente du Conseil provincial sera tenue de statuer sur les propositions des administrations communales.

Transmis par le Sénat, n° 62 du 21 décembre 1928.

Rapport de M. de Wouters d'Oplinter, n° 96 du 5 février 1929.

Enseignement :**Enseignement primaire :**

1. Projet de loi tendant à la régularisation, au point de vue du traitement et de la pension, de la situation d'un certain nombre de membres du personnel enseignant des écoles primaires et gardiennes.

Transmis par le Sénat, n° 107 du 7 février 1939.

2. Projet de loi autorisant, pour la période de mobilisation, l'emploi d'institutrices gardiennes dans les classes primaires du premier degré.

Transmis par le Sénat, n° 202 du 9 avril 1940.

Enseignement supérieur :

Projet de loi modifiant l'article 46 de la loi du 21 mai 1929 sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires.

Transmis par le Sénat, n° 106 du 7 février 1939.

Finances :*Comptabilité de l'Etat :*

Projet de loi relatif au privilège des ouvriers, fournisseurs, sous-traitants et bailleurs de fonds des entrepreneurs de travaux publics ou de fournitures destinées à la Défense nationale.

Amendé par le Sénat, n° 140 du 9 mars 1938.

Instruction criminelle :

Projet de loi portant modification de l'article 603 du Code d'instruction criminelle.

Transmis par le Sénat, n° 112 du 30 décembre 1925.

Marine :*Droit maritime :*

1. Projet de loi portant revision de la loi du 20 septembre 1903 sur les lettres de mer.

Transmis par le Sénat, n° 200 du 9 avril 1940.

2. Projet de loi instituant l'immatriculation obligatoire des navires et bateaux.

Transmis par le Sénat, n° 201 du 9 avril 1940.

Amendement de M. Joris, n° I du 8 mai 1940.

Organisation judiciaire :*Barreau :*

Projet de loi modifiant l'article 12 du décret impérial du 14 décembre 1810 contenant le règlement de la profession d'avocat et la discipline du barreau.

Transmis par le Sénat, n° 164 du 15 mars 1921.

Rapport de M. Soudan, n° 367 du 16 juin 1921.

Justices de paix :

Projet de loi apportant des modifications à l'organisation judiciaire.

Transmis par le Sénat, n° 167 du 21 avril 1931.

Rapport de M. Geuens, n° 50 du 29 janvier 1935.

Personnel :

1. Projet de loi relatif à la nomination des anciens magistrats coloniaux dans la magistrature de la métropole.

Transmis par le Sénat, n° 290 du 7 juillet 1932.

Amendements du Gouvernement, n° 76 de 1937-1938.

2. Projet de loi modifiant l'article 8 de la loi du 31 juillet 1920 relatif à la nomination des greffiers de justice de paix.

Réamendé par le Sénat, n° 6 du 4 octobre 1938.

Rapport de M. Craeybeckx, n° 16 du 26 octobre 1938.

Amendement de M. Van Glabbeke, n° I du 27 octobre 1938.

Procédure civile :*Compétence :*

Projet de loi élevant les taux de la compétence et du ressort des juridictions.

Transmis par le Sénat, n° 429 du 25 juillet 1924.

Saisies-arrêts :

Projet de loi modifiant le décret du 18 août 1807 qui prescrit les formes à suivre pour les saisies-arrêts ou oppositions entre les mains des receveurs ou administrateurs de caisses ou des deniers publics.

Transmis par le Sénat, n° 382 du 8 juin 1937.

Provinces :

Projet de loi instituant la représentation proportionnelle pour la nomination des députés permanents.

Transmis par le Sénat, n° 563 du 13 octobre 1921.

Rapport de M. Pussemier, n° 577 de 1920-1921.

Amendements de MM. Troclet et Ernest, n° 582 du 21 octobre 1921.

Amendements de M. De Winde, n° I de 1935-1936.

Roulage :

1. Projet de loi sur l'automobilisme.

Transmis par le Sénat, n° 211 du 14 juillet 1909.

2. Projet de loi sur la police de la circulation routière.

Transmis par le Sénat, n° 149 du 26 février 1932.

Rapport de M. de Pierpont, n° 274 du 18 juillet 1934.

Amendement du Gouvernement, n° 24 de 1935-1936.

Transports :*Navigation intérieure :*

Projet de loi portant institution pour les bâtiments de navigation intérieure du certificat d'immatriculation.

Transmis par le Sénat, n° 199 du 9 avril 1940.

Amendement de M. Joris, n° I du 8 mai 1940.

II. — Projets adoptés et transmis par le Sénat après le 19 septembre 1944 et avant le 9 mars 1969.**Agriculture :**

Projet de loi relatif aux poudrages et pulvérisations pendant la floraison au moyen de produits insecticides.

Transmis par le Sénat, n° 420 du 8 mai 1951.

Rapport de M. Massart, n° 864/2 du 18 février 1958.

Alcool :

Projet de loi modifiant l'article premier de la loi du 29 août 1919 concernant les débits de boissons fermentées.

Transmis par le Sénat, n° 302/1 du 26 mai 1955.

Rapport de M^{me} Vanderveken-Van de Plas, n° 494/2 du 6 avril 1960.

Armée :*Justice militaire :*

Projet de loi relatif à la nomination du membre civil des conseils de guerre en campagne.

Transmis par le Sénat, n° 735/1 du 21 février 1964.

Officiers :

Projet de loi modifiant la loi du 1^{er} mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve.

Transmis par le Sénat, n° 568/1 du 23 juin 1960.

Rapport de M^{me} de Moor-Van Sina, n° 568/2 du 16 février 1961.

Arts, Sciences et Lettres :

Projet de loi modifiant le statut de l'Institut pour l'encouragement de la recherche scientifique dans l'industrie et l'agriculture, refondu par l'arrêté royal du 5 juin 1957.

Transmis par le Sénat, n° 235/1 du 13 décembre 1961.

Assurances sociales :*Sécurité sociale :*

Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, modifié par la loi du 14 juillet 1951.

Transmis par le Sénat, n° 9/1 du 18 juin 1958.

Rapport de M. D'haeseleer, n° 9/2 du 16 avril 1959.

Banques :

Projet de loi modifiant l'arrêté royal du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs.

Transmis par le Sénat, n° 927/1 de 1957-1958.

Rapport de M. *Fimmers*, n° 642/2 de 1959-1960.

Commerce et industrie :*Prix :*

Projet de loi modifiant l'article 3 de l'arrêté-loi du 22 janvier 1945 concernant la répression des infractions à la réglementation relative à l'approvisionnement du pays.

Transmis par le Sénat, n° 639 du 29 juillet 1948.

Rapport de M. *Tahon*, n° 486/2 du 27 mars 1956.

Ventes à tempérament :

Projet de loi complétant l'article 2 de la loi du 18 août 1887 et l'article 43bis de la loi du 25 mars 1876.

Transmis par le Sénat, n° 228 du 4 octobre 1945.

Rapport de M^{me} *Vanderveken-Van de Plas*, n° 485/2 du 24 janvier 1963.

Communes :*Loi communale :*

Projet de loi relatif à la majoration du nombre des échevins dans certaines communes de villégiature.

Transmis par le Sénat, n° 415 du 12 mars 1954.

Rapport de M. *De Cooman*, n° 94/2 du 17 juin 1954.

Personnel :

Projet de loi portant statut syndical des agents des provinces, des communes, des personnes publiques subordonnées aux provinces et aux communes et des associations de communes non soumises à la loi du 20 septembre 1948 portant organisation de l'économie.

Transmis par le Sénat, n° 364/1 de 1959-1960.

Amendements de M. *Saint-Remy*, n° 364/2 du 23 mars 1960.

Amendements de M. *Bracops*, n° 364/3 du 30 mars 1960.

Amendement de M. *Bracops*, n° 364/4 du 5 avril 1960.

Amendement de M. *Bracops*, n° 364/5 du 28 avril 1960.

Sous-amendements de M. *Saint-Remy*, n° 364/6 du 10 mai 1960.

Amendement de M. *Saint-Remy*, n° 364/7 du 5 juillet 1960.

Droit civil :*Bail à ferme :*

Projet de loi modifiant l'article 1774, § 3, 2°, deuxième alinéa, du Code civil.

Transmis par le Sénat, n° 612/1 de 1959-1960.

Contrat de mariage :

Projet de loi modifiant les articles 1409, 1424 et 1425 du Code civil relatifs à la communauté légale et y introduisant un article 1424bis.

Amendé par le Sénat, n° 417/3 de 1957-1958.

Etat civil :

Projet de loi complétant et interprétant la loi du 20 août 1948 relative aux déclarations de décès et de présomption de décès et à la transcription et la rectification administrative de certains actes de décès.

Transmis par le Sénat, n° 570 du 27 juin 1951.

Rapport de M. *Tahon*, n° 487/2 du 27 mars 1956.

Mariage :

Projet de loi relatif à l'inaliénabilité des biens, prévue par l'article 214j du Code civil.

Transmis par le Sénat, n° 599 du 10 juillet 1952.

Rapport de M^{me} *Vanderveken-Van de Plas*, n° 483/2 du 24 janvier 1963.

Responsabilité civile :

Projet de loi interprétant les articles 9 et 10 de la loi du 1^{er} juillet 1956, relative à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs.

Transmis par le Sénat, n° 511/1 du 14 février 1963.

Droit pénal :*Contraventions :*

Projet de loi portant modification de l'article 551, 5°, du Code pénal.

Transmis par le Sénat, n° 232/1 du 22 juin 1966.

Rapport de M. *Bohy*, n° 232/2 du 16 février 1967.

Sûreté de l'Etat :

Projet de loi modifiant l'article 123sexies du Code pénal.

Transmis par le Sénat, n° 516 du 19 juin 1952.

Amendements de M. *Leclercq*, n° 19 du 17 novembre 1953.

Rapport de M. *Hermans*, n° 88 du 8 décembre 1953.

Amendement de M. *Deruelles*, n° 146 du 29 décembre 1953.

Amendements de M. *Leclercq*, n° 148 du 7 janvier 1954.

Le 27 janvier 1954. — Renvoi à la Commission de la Justice.

Rapport de M^{me} *Vanderveken-Van de Plas*, n° 484/2 du 24 janvier 1963.

Droit public :*Conseils nationaux et régionaux :*

Projet de loi organique des Conseils culturels.

Transmis par le Sénat, n° 569/1 du 23 juin 1960.

Rapport de M. *Mertens de Wilmars*, n° 569/2 du 8 février 1961.

Amendement de M. *Radoux*, n° 569/3 du 14 février 1961.

Enfance :*Spectacles :*

Projet de loi tendant à remplacer la loi du 1^{er} septembre 1920 interdisant l'entrée des salles de spectacle cinématographique aux mineurs âgés de moins de seize ans.

Transmis par le Sénat, n° 379 du 12 mai 1953.

Rapport de M^{me} *De Riemaeker-Legot*, n° 51 du 26 novembre 1953.

Amendements de : 1° M. *Dejardin*; 2° M^{me} *Fontaine-Borguet*, n° 52 du 26 novembre 1953.

Amendement de M. *Fayat*, n° 134 du 17 décembre 1953.

Amendements de : 1° M. *Pierson*; 2° M. *Van Eynde*, n° 208 du 27 janvier 1954.

Enseignement :*Enseignement moyen :*

Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1881 sur l'enseignement moyen (fonctions de maître d'études ou de surveillant).

Transmis par le Sénat, n° 330 de 1949-1950.

Amendement de M. *Deconinck (J.)*, n° 577 du 27 juin 1951.

Rapport de M. *Remacle (L.)*, n° 653/2 du 17 avril 1970.

Enseignement primaire :

1. Projet de loi complétant la loi organique de l'enseignement primaire.

N.B. Ce projet concerne les « Amicales ».

Transmis par le Sénat, n° 204 du 22 février 1949.

Rapport de M. *Verbist*, n° 241 du 16 février 1950.

Le 28 février 1950. — Renvoi en Commission.

Rapport de M. *Remacle (L.)*, n° 654/2 du 17 avril 1970.

2. Projet de loi abrogeant les articles 29 et 31 des lois sur l'enseignement primaire coordonnées par l'arrêté royal du 20 août 1957.

Transmis par le Sénat, n° 762/1 du 19 mars 1964.

Rapport de M. *Remacle (L.)*, n° 656/2 du 17 avril 1970.

Finances :*Comptabilité de l'Etat :*

Projet de loi rendant applicables aux agents temporaires et anciens agents temporaires du Ministère des Colonies rémunérés à charge du budget colonial, les dispositions de la loi du 10 novembre 1953 relative à l'abandon par l'Etat de certaines créances nées en raison de circonstances se rattachant à la guerre.

Transmis par le Sénat, n° 463/1 de 1959-1960.

Amendements de M. *Saintraint*, n° 628/2 du 18 juillet 1963.

Guerre :*Dommages de guerre :*

Projet de loi modifiant les articles 5 et 6bis des lois relatives à la réparation des dommages de guerre aux biens privés, coordonnées le 30 janvier 1954 et, par extension, la législation relative à la réparation des dommages causés par les forces expéditionnaires alliées.

[Articles disjoints du projet n° 425/1. — Voir rapport de M. Van Cleemput, n° 425/23 (1964-1965).]

Amendé par le Sénat, n° 425/27 du 31 mars 1965.

Rapport de M. De Mey, n° 425/28 du 6 avril 1965.

Evadés :

Projet de loi établissant un statut des évadés de guerre.

Transmis par le Sénat, n° 132 du 20 décembre 1951.

Amendement du Gouvernement, n° 122 du 21 janvier 1953.

Rapport de M. Verboven, n° 400 du 19 mai 1953.

Amendement de M. Namèche, n° 469 du 9 juin 1953.

Amendements de M. Terfve, n° 478 du 10 juin 1953.

Résistance :

Projet de loi consacrant l'existence officielle de l'Armée secrète et rétablissant son statut.

Transmis par le Sénat, n° 312 du 9 mars 1950.

Rapport de M. Namèche, n° 537/2 du 12 juin 1956.

Le 16 avril 1959. — Renvoi à la Commission de la Défense nationale.

Rapport de M. Verboven, n° 590/2 du 12 juin 1963.

Impôts :*Impôts directs :*

Projet de loi complétant l'article 12 de la loi du 6 septembre 1895 relative aux recours en appel et en cassation en matière d'impôts directs.

Transmis par le Sénat, n° 826/1 de 1957-1958.

Amendements de M. Philippart, n° 826/2 du 12 février 1958.

Rapport de M. Thielemans (F.), n° 826/3 du 6 mars 1958.

Lois électorales :*Elections. — Propagande électorale :*

Projet de loi relatif à la protection de la propagande électorale.

Transmis par le Sénat, n° 226 du 17 octobre 1946.

Amendements de M. Philippart, n° 232 du 21 octobre 1946.

Rapport de M. Spinoy, n° 182 du 10 février 1949.

Notariat :

1. Projet de loi modifiant la loi du 25 ventôse an XI contenant organisation du notariat et l'arrêté du 2 nivôse an XII relatif à l'établissement et à l'organisation des chambres des notaires.

Transmis par le Sénat, n° 1021/1 du 25 mars 1965.

Amendements de M. Hermans, n° 1021/2 du 30 mars 1965.

Amendements de M. Saintraint, n° 1021/3 du 5 avril 1965.

Amendements de : 1° M. De Clercq (W.); 2° M. Dewulf, n° 1021/4 du 8 avril 1965.

Amendements de M. Saintraint, n° 135/2 du 28 février 1966.

Amendements du Gouvernement, n° 135/3 du 22 juin 1966.

Amendements de M. Saintraint, n° 135/4 du 8 septembre 1966.

Amendements de M. Van Lidth de Jeude, n° 135/5 du 27 septembre 1966.

Amendements de M. Leys, n° 135/6 du 18 décembre 1967.

Amendements de M. Lefèvre (Th.), n° 135/7 du 25 janvier 1968.

Amendements de M. Lindemans, n° 253/2 du 21 janvier 1969.

2. Projet de loi modifiant la loi du 10 juillet 1931 concernant la compétence des agents diplomatiques et consulaires en matière notariale.

Transmis par le Sénat, n° 1033/1 du 7 avril 1965.

Amendement de M. Saintraint, n° 358/2 du 30 janvier 1967.

Organisation judiciaire :*Barreau :*

Projet de loi relatif à l'exercice de la profession d'avocat et instituant des conseils de discipline d'appel.

Transmis par le Sénat, n° 247 du 8 mars 1949.

Amendements du Gouvernement, n° 244 du 6 février 1951.

Langues :

1. Projet de loi modifiant les articles 20 et 23 de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.

Transmis par le Sénat, n° 369 du 4 mars 1954.

2. Projet de loi modifiant la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire.

Transmis par le Sénat, n° 370 du 4 mars 1954.

Notaires, avoués, huissiers :

1. Projet de loi instituant l'appel en matière disciplinaire pour les notaires, avoués et huissiers.

Transmis par le Sénat, n° 488 du 19 mai 1949.

Amendements de M. Lefèvre (Th.), n° 331 de 1949-1950.

Amendement de M. Lefèvre (Th.), n° 24 du 28 juin 1950.

2. Projet de loi relatif aux fonctions d'avoué et modifiant la loi du 10 janvier 1891 concernant la plaidoirie dans les tribunaux de première instance.

Transmis par le Sénat, n° 443/1 du 24 février 1960.

Amendements de : 1° M. Lefèvre (F.); 2° M. Lindemans, n° 443/2 du 2 mars 1960.

Rapport de M. Robyns, n° 443/3 du 18 mai 1960.

Pêche fluviale :

Projet de loi tendant à modifier la loi du 1^{er} juillet 1954 sur la pêche fluviale.

Transmis par le Sénat, n° 820/1 du 10 décembre 1957.

Rapport de M. Peiffer, n° 820/2 du 29 janvier 1958.

Amendement de M. Sainte, n° 820/3 du 20 mars 1958.

Pensions :*Pensions civiles :*

Projet de loi abrogeant l'article 8 de la loi du 30 janvier 1954 régissant les pensions des membres du personnel des établissements privés d'enseignement technique.

Transmis par le Sénat, n° 168/1 du 1^{er} décembre 1954.

Rapport de M. Remacle (L.), n° 655/2 du 17 avril 1970.

Pensions militaires :

Projet de loi interprétant l'article 6 de la loi du 10 août 1948.

Transmis par le Sénat, n° 692/1 du 13 décembre 1963.

Procédure civile :*Compétence :*

Projet de loi concernant les pouvoirs du juge des référés.

Transmis par le Sénat, n° 493 du 19 mai 1949.

Saisie :

Projet de loi tendant à instaurer une procédure spéciale de saisie-arrest pour les recouvrements à effectuer par l'administration de l'enregistrement et des domaines.

Transmis par le Sénat, n° 491/1 de 1959-1960.

Travail :*Contrat de travail :*

1. Projet de loi tendant à la suspension de l'exécution du contrat de louage de travail en cas de grève ou de lock-out.

Amendé par le Sénat, n° 392 du 9 mars 1954.

Amendements de M. De Paepe, n° 464/2 du 23 février 1956.

Rapport de M. D'haeseleer, n° 172/2 du 18 mars 1959.

2. Projet de loi fixant le statut social du sportif.

Transmis par le Sénat, n° 651/1 du 16 avril 1970.

Amendements de M. Brouhon, n° 651/2 du 29 avril 1970.

Amendements de M. Raskin, n° 651/3 du 21 mai 1970.

Amendements de MM. Brouhon et Verhenne, n° 651/4 du 11 mars 1971.

Amendements de M. Duerinck, n° 651/5 du 1^{er} avril 1971.

Amendements de M. Bossicart, n° 651/6 du 3 juin 1971.

Rapporteur : M. Dhoore.

Hygiène et sécurité des travailleurs :

Projet de loi relatif aux mesures de sécurité à appliquer dans la

fabrication, la manipulation et l'utilisation de substances et produits chimiques dangereux en vue de prévenir les accidents et les maladies professionnelles.

Transmis par le Sénat, n° 128/1 de 1958-1959.

Amendements du Gouvernement, n° 128/2 du 17 mars 1959.

Rapport de M. Bertrand (A.), n° 128/3 du 18 mars 1959.

Voyageurs de commerce :

Projet de loi portant création d'une carte d'identité professionnelle pour les voyageurs de commerce.

Transmis par le Sénat, n° 95 du 24 avril 1945.

Rapport de M. Heyman, n° 194 du 29 août 1945.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1976-1977.

TABEL DER WETSONTWERPEN EN -VOORSTELLEN ALS NIET BESTAANDE BESCHOUWD TEN GEVOLGE VAN DE ONTBINDING VAN DE KAMERS OP 9 MAART 1977 ⁽¹⁾.

INHOUD :

	Bladz.
A. — WETSONTWERPEN EN VOORSTELLEN BIJ DE KAMER INGEDIEND (VOLGENS DE STAAT VAN BEHANDELING) :	
I. — Wetsontwerpen en -voorstellen waarover verslag is uitgebracht	2
II. — Wetsontwerpen en -voorstellen aanhangig bij de Commissies :	
a) Commissie voor het Reglement	3
b) Vaste Commissies :	
Algemene Zaken en Openbaar Ambt	4
Binnenlandse Zaken	4
Buitenlandse Zaken en Ontwikkelingssamenwerking	8
Cultuur	8
Economische Zaken	9
Europese Zaken	10
Financiën	10
Justitie	12
Landbouw	17
Landsverdediging	17
Leefmilieu	18
Middenstand	18
Nationale Opvoeding	19
Openbare Werken	20
Sociale Voorzorg	21
Tewerkstelling en Arbeid	22
Verkeerswezen, Posterijen, Telegrafie en Telefonie	23
Volksgezondheid en Gezin	24
III. — Wetsvoorstellen die nog niet in overweging werden genomen	25
B. — WETSONTWERPEN DIE MEER DAN ACHT JAAR VOOR DE ONTBINDING VAN 9 MAART 1977 DOOR DE SENAAT WERDEN AANGENOMEN EN OVERGE- ZONDEN :	
I. — Wetsontwerpen die vóór 19 september 1944 door de Senaat werden aangenomen en overgezonden	29
II. — Wetsontwerpen die na 19 september 1944 en vóór 9 maart 1969 door de Senaat werden aangenomen en overgezonden	30

⁽¹⁾ Artikel 1, 1^{ste} lid van de wet van 3 maart 1977 betreffende de gevolgen van de ontbinding van de Wetgevende Kamers ten aanzien van de vroeger ingediende ontwerpen en voorstellen van wet bepaalt :

« In geval van ontbinding van beide Kamers worden als niet-bestaande beschouwd de ontwerpen en voorstellen van wet die noch door de ene noch door de andere ontbonden Kamer zijn aangenomen of die door de ene of door de andere ontbonden Kamer meer dan acht jaar vóór de ontbinding zijn aangenomen. »

A. — WETSONTWERPEN EN -VOORSTELLEN BIJ DE KAMER INGEDIEND (VOLGENS DE STAAT VAN BEHANDELING).

I. — Wetsontwerpen en -voorstellen waarover verslag is uitgebracht.

a) Wetsontwerpen en -voorstellen waarvan de Commissie de aanneming voorstelt.

Begrotingen :

Begroting van de Rijkswacht voor het begrotingsjaar 1977.
Ingediend door de Regering, n° 4-X/1 (1976-1977).
Verslag van de heer Gheysen, n° 4-X/2 van 8 maart 1977.

Bijkredieten :

1. Wetsontwerp houdende aanpassing van de begroting van het Ministerie van Landsverdediging voor het begrotingsjaar 1976.
Ingediend door de Regering, n° 5-IX/1 (1976-1977).
Verslag van de heer Tanghe, n° 5-IX/2 van 24 februari 1977.
2. Wetsontwerp houdende aanpassing van de begroting van de Rijkswacht voor het begrotingsjaar 1976.
Ingediend door de Regering, n° 5-X/1 (1976-1977).
Verslag van de heer Gheysen, n° 5-X/2 van 8 maart 1977.

Belastingen :

Directe belastingen :

Wetsontwerp tot wijziging van het Wetboek van de inkomsten-belastingen.
Ingediend door de Regering, n° 1079/1 van 8 februari 1977.
Verslag van de heer Kickx, n° 1079/2 van 8 maart 1977.

Buitenlandse Zaken :

Benelux :

Wetsontwerp houdende goedkeuring van het Tweede Protocol ondertekend te Brussel op 26 januari 1976, tot wijziging van artikel 80, lid 2 van het Verdrag van 3 februari 1958 tot instelling van de Benelux Economische Unie.
Ingediend door de Regering, n° 1058/1 van 17 januari 1977.
(Zonder verslag.)

Financiën :

Wetsontwerp houdende goedkeuring van het Zesde Protocol ondertekend te Brussel op 26 januari 1976, bij het Verdrag van 's Gravenhage van 18 februari 1950 tussen het Koninkrijk België, het Groothertogdom Luxemburg en het Koninkrijk der Nederlanden tot unificatie van accijnzen en van het waarborgrecht.
Ingediend door de Regering, n° 1059/1 van 17 januari 1977.
(Zonder verslag.)

Leefmilieu :

Wetsontwerp houdende goedkeuring van de overeenkomst inzake watergebieden die van internationale betekenis zijn, in het bijzonder als woongebied voor watervogels, opgemaakt te Ramsar (Iran) op 2 februari 1971.
Ingediend door de Regering, n° 1077/1 van 3 februari 1977.
(Zonder verslag.)

Financiën :

Munt :

Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 12 juni 1930 tot oprichting van een muntfonds.
Ingediend door de Regering, n° 1080/1 van 8 februari 1977.
(Zonder verslag.)

Handel en Nijverheid :

Organisatie van het bedrijfsleven :

Wetsontwerp betreffende de goedkeuring van het Plan 1976-1980.
Ingediend door de Regering, n° 1031/1 van 7 december 1976.
Verslag van de heer Dupré, n° 1031/2 van 8 maart 1977.

Onderwijs :

Wetsontwerp betreffende artikel 32 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijs-wetgeving.
Ingediend door de Regering, n° 1067/1 van 31 januari 1977.
Verslag van de heer Otte, n° 1067/2 van 3 maart 1977.

Openbare besturen :

Talen :

Voorstel van resolutie betreffende de toepassing van de wet van 2 augustus 1963 op het gebruik der talen in bestuurszaken, door het gemeentebestuur van Schaarbeek.
Ingediend door de heer Anciaux, n° 453/1 van 27 februari 1975.
Amendement van de heer Anciaux, n° 453/2 van 6 maart 1975.
Amendement van de heren Henckens en Colla, n° 453/3 van 12 maart 1975.
Verslag van de heer Olaerts, n° 453/4 van 26 maart 1975.

Pensioenen :

Militaire pensioenen :

Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 23 januari 1925 houdende oprichting van een Nationale Kas voor Oorlogspensioenen.
Ingediend door de Regering, n° 1012/1 van 17 november 1976.
(Zonder verslag.)

Strafrecht :

Beschadiging :

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 560 van het Strafwetboek in verband met het onrechtmatig aanbrengen van aanplakbiljetten.
Ingediend door de heer Parisi, n° 468/1 van 13 maart 1975.
Amendement van de heer Bourgeois, n° 468/2 van 14 oktober 1975.
Amendementen van de Regering, n° 468/3 van 25 november 1975.
Amendementen van de heer Dehousse, n° 468/4 van 10 december 1975.
Subamendementen van de heer Dehousse, n° 468/5 van 7 januari 1976.
Subamendementen van de heer Bourgeois, n° 468/6 van 13 januari 1976.
Verslag van de heer Uyttendaele, n° 468/7 van 3 februari 1976.

b) Wetsontwerpen en -voorstellen welke de Commissie voorstelt niet aan te nemen.

Begrotingen :

Begroting van het Ministerie van Landsverdediging voor het begrotingsjaar 1977.
 Ingediend door de Regering, n° 4-IX/1 (1976-1977).
 Amendementen van de heer Vandemeulebroucke, n° 4-IX/2 van 3 januari 1977.
 Verslag van de heer Tanghe, n° 4-IX/3 van 24 februari 1977.

Energie :*Kernenergie :*

Wetsvoorstel tot oprichting van een gemengde commissie belast met de studie van de vraagstukken in verband met de produktie van elektriciteit uit kernenergie en met de vestiging van de centrales.
 Ingediend door de heer Fiévez, n° 436/1 van 20 februari 1975.
 Verslag van de heer Barbeaux, n° 436/2 van 4 februari 1977.

Gemeenten :*Samenvoeging van gemeenten :*

Voorstel van resolutie in verband met een globaal rationeel en dringend onderzoek van de wijze waarop de wet van 23 juli 1971 betreffende de samenvoeging van gemeenten en de wijziging van hun grenzen zal worden toegepast.
 Ingediend door de heer Harmegnies, n° 363/1 van 12 december 1974.
 Verslag van de heer Suykerbuyk, n° 363/2 van 6 maart 1975.

Geneeskunst :

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 19 van de wet van 20 december 1974 betreffende de uitoefening van de verpleegkunde.
 Ingediend door de heer Valkeniers, n° 810/1 van 3 maart 1976.
 Verslag van de heer Niemegeers, n° 810/2 van 8 februari 1977.

Openbare Besturen :*Talen :*

1. Voorstel van resolutie betreffende de toepassing van de wet van 2 augustus 1963 op het gebruik van de talen in bestuurszaken door de diensten van de Brusselse randfederaties.
 Ingediend door de heer Clerfayt, n° 469/1 van 13 maart 1975.
 Amendement van de heer Harmegnies, n° 469/2 van 30 april 1975.
 Verslag van de heer Vankeirsbilck, n° 469/3 van 30 september 1975.
2. Wetsvoorstel betreffende de organisatie van het contact met het publiek in de gemeentelijke overheidsdiensten van het bestuurlijk arrondissement Brussel-Hoofdstad.
 Ingediend door de heer Anciaux, n° 510/1 van 15 april 1975.
 Verslag van de heer Olaerts, n° 510/2 van 26 juni 1975.

Openbare Onderstand :

Wetsvoorstel tot opschorting van de toepassing van artikel 49, § 4, van de organieke wet van 8 juli 1976 betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn.
 Ingediend door de heer Van Eynde, n° 1010/1 van 10 november 1976.
 Verslag van M^w Adriaenssens, echtg. Huybrechts, n° 1010/2 van 8 februari 1977.

Pensioenen :*Militaire pensioenen :*

Wetsvoorstel tot aanvulling van de wet van 2 februari 1954, houdende wijziging van de samengeordende wetten op de militaire pensioenen en van de samengeordende wetten op de vergoedingspensioenen.
 Ingediend door de heer Olaerts, n° 36/1 van 14 mei 1974.
 Verslag van de heer Desmarets, n° 36/2 van 17 februari 1975.

Sociale Verzekeringen :*Maatschappelijke zekerheid :*

1. Wetsvoorstel tot verhoging van de berekeningsvoet van de invaliditeitsuitkeringen van de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering.
 Ingediend door de heer Van Acker, n° 322/1 van 27 november 1974.
 Verslag van de heer Namèche, n° 322/2 van 9 juni 1975.
2. Wetsvoorstel tot invoering van een vakantiegeld voor invalide werknemers.
 Ingediend door de heer Van Acker, n° 328/1 van 28 november 1974.
 Verslag van de heer Deneir, n° 328/2 van 7 mei 1976.
3. Wetsvoorstel tot toekenning van een buitengewone tegemoetkoming aan de gerechtigden op bepaalde langlopende sociale uitkeringen.
 Ingediend door de heren Glinne en Van Acker, n° 674/1 van 15 oktober 1975.
 Verslag van de heer Verhaegen, n° 674/2 van 20 oktober 1976.

Ouderdom en vroegtijdige dood :

Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 juli 1970, tot instelling van een verhuis-, een huur- en een installatietoelage ten voordele van bejaarden die een woning ontruimen, welke niet aan hun fysiek is aangepast, om een specifieke woning te betrekken.
 Ingediend door de heer Olaerts, n° 34/1 van 14 mei 1974.
 Verslag van de heer Somers, n° 34/2 van 19 maart 1975.

II. — Wetsontwerpen en -voorstellen aanhangig bij de Commissies.**a) Commissie voor het Reglement.****Wetgevende Kamers :***Reglement van de Kamer :*

Voorstel tot wijziging van artikel 18 van het Reglement van de Kamer.
 Ingediend door de heer Parisi, n° 635/1 van 26 juni 1975.

Toezicht :

Wetsvoorstel tot instelling van een Commissaris van het Parlement.
 Ingediend door de heer Glinne, n° 60/1 van 16 mei 1974.

Amendementen van de heer Anciaux, n° 60/2 van 21 mei 1974.
 Amendementen van de heer Bourgeois, n° 60/3 van 13 juni 1974.

Samenstelling van de Commissie :

- A. — Vaste leden : de heren Blanckaert, Claeys, d'Alcantara, Desmarets, Grafé, Martens, Swaelen, Tanghe. — Baudson, Boel, Brouhon, Dehousse, Deruelles, Geldolf, Van Acker. — Damseaux, Flamant, Grootjans, Poswick. — Persoons, Rouelle. — Anciaux, Baert.
- B. — Plaatsvervangers : de heren Beauthier, Bode, Nothomb, Verroken. — Ghysbrecht, Mangelschots, Mevr. Pétry, de heren Remacle (M.). — Bonnel, Evers. — Bila. — Babylon.

b) Vaste commissies.

COMMISSIE VOOR DE ALGEMENE ZAKEN EN HET OPENBAAR AMBT.

Arbeid :*Arbeidsovereenkomsten :*

Wetsvoorstel tot instelling van het statuut van het kaderpersoneel.
Ingediend door de heer Flamant, n° 587/1 van 4 juni 1975.

Financiën :*Rijkscomptabiliteit :*

1. Wetsvoorstel tot herziening van de prijzen der aannemings- of leverantiecontracten die met de administratieve autoriteiten op onregelmatige wijze zijn gesloten.

Ingediend door de heer Mundeleer, n° 396/1 van 16 januari 1975.

2. Wetsvoorstel betreffende de regeling van de overheidsopdrachten.
Ingediend door de heer Baudson, n° 475/1 van 19 maart 1975.

Kinderbijslagen :

Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 26 maart 1965 betreffende de kinderbijslag voor bepaalde categorieën van het door de Staat bezoldigd personeel.

Ingediend door de heer De Beul, n° 181/1 van 10 juli 1974.

Openbare besturen :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van sommige bepalingen betreffende het statuut van de wetenschappelijke inrichtingen van de Staat en van het wetenschappelijk personeel van die inrichtingen.

Ingediend door de heer Deneir, n° 57/1 van 16 mei 1974.

2. Wetsvoorstel tot depolitisering van de openbare sector en tot bevordering van de sociale promotie van het overheidspersoneel.

Ingediend door de heer Niemegeers, n° 75/1 van 28 mei 1974.

Amendementen van de heren Niemegeers en Bonnel, n° 75/2 van 19 december 1974.

3. Wetsvoorstel betreffende de administratieve toestand van de ambtenaren en beambten van het Rijk of van parastatale instellingen die worden verkozen voor een politiek mandaat waarvoor een permanente beschikbaarheid is vereist.

Ingediend door de heer Fiévez, n° 110/1 van 20 juni 1974.

Amendementen van : 1° de heer Bonnel; 2° de heer Cumps, n° 110/2 van 22 juni 1976.

Amendementen van de heer Vansteenkiste (L.), n° 110/3 van 24 juni 1976.

Verslaggever : de heer Lenssens.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 26 maart 1968 waarbij de aanwerving in openbare dienst wordt vergemakkelijkt van personen die bij de technische coöperatie met de ontwikkelingslanden diensten hebben gepresteerd.

Ingediend door M° Pétry en de heer Cudell, n° 111/1 van 20 juni 1974.

5. Voorstel van resolutie tot oprichting van een volwaardig Ministerie van Ontwikkelingssamenwerking.

Ingediend door de heer Vandemeulebroucke, n° 175/1 van 10 juli 1974.

6. Wetsvoorstel betreffende de bevordering van bepaalde vastbenoemde personeelsleden.

Ingediend door de heer Van Herreweghe, n° 412/1 van 28 januari 1975.

Amendement van de heer Van Elewyck, n° 412/2 van 25 februari 1976.

Verslaggever : de heer Coens.

7. Wetsvoorstel waarbij de aanwerving van tijdelijke personeelsleden in de rijksbesturen en in de instellingen van openbaar nut wordt stopgezet.

Ingediend door de heer Vansteenkiste (E.), n° 459/1 van 5 maart 1975.

8. Wetsvoorstel tot toekenning van verlof aan de personeelsleden van de openbare diensten die een toegelaten politiek mandaat vervullen.

Ingediend door de heer Deneir, n° 631/1 van 25 juni 1975.

9. Wetsvoorstel tot oprichting van een bijzondere commissie tot doorlichting van de Staats- en van de openbare instellingen.

Ingediend door de heer Grootjans, n° 752/1 van 6 januari 1976.

10. Voorstel van resolutie ter bevordering van de regionalisering van de voor de uitwerking en de uitvoering van het regionale beleid noodzakelijke administratieve diensten.

Ingediend door de heer Beauthier, n° 789/1 van 18 februari 1976.

Parlementair onderzoek :

Voorstel van parlementair onderzoek over de bewering van de Amerikaanse firma Lockheed volgens welke Belgische prominenten geld zouden ontvangen hebben om de verkoop van Amerikaanse militaire F. 104-vliegtuigen aan België te « vergemakkelijken ».

Ingediend door de heer Levaux, n° 800/1 van 26 februari 1976.

COMMISSIE VOOR DE BINNENLANDSE ZAKEN.

Arbeid :*Wettelijke feestdagen :*

Wetsvoorstel tot opneming van 8 mei in het aantal wettelijke feestdagen.

Ingediend door de heer Levaux, n° 872/1 van 6 mei 1976.

Belastingen :*Provinciaal en gemeentelijk belastingwezen :*

Wetsvoorstel tot afschaffing van de rijwielbelasting.

Ingediend door de heer Vandamme, n° 157/1 van 3 juli 1974.

Buitenlandse Zaken :*Europa :*

Wetsvoorstel waarbij een raadpleging van het kiezerskorps bij rechtstreeks algemeen stemrecht wordt georganiseerd ten einde de Belgische leden van het Europees Parlement aan te wijzen.

Ingediend door de heren Nothomb en Martens, n° 15/1 van 2 mei 1974.

Amendementen van : 1° de heren Duvieusart en Degroeve; 2° de heer Dehousse, n° 15/2 van 5 juli 1974.

Amendementen van : 1° de heer Glinne; 2° de heren Van Grembergen en Van Leemputten; 3° de heer De Wulf; 4° de heer Uyttendaele; 5° de heer Duvieusart, n° 15/3 van 11 juli 1974.

19 december 1974. — Verzonden naar de Verenigde Commissies voor de Binnenlandse Zaken en de Europese Zaken.

Amendement van de heer Nothomb, n° 15/4 van 13 maart 1975.

29 mei 1975. — Verzonden naar de subcommissie.

Verslaggever : de heer Monard.

Burgerlijk recht :*Burgerlijke Stand :*

1. Wetsvoorstel tot invoering van een Europese identiteitskaart.
Ingediend door de heer Pierret, n° 458/1 van 5 maart 1975.

2. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 45 van het Burgerlijk Wetboek en van artikel 93bis van de gemeentewet betreffende de afgifte van uittreksels uit akten van de burgerlijke stand.

Ingediend door de heer Cumps, n° 775/1 van 5 februari 1976.

Civiele bescherming :

1. Wetsvoorstel tot oprichting van een Hoge Raad voor de brandbestrijding.

Ingediend door de heer Gillet, n° 769/1 van 29 januari 1976.
Amendementen van de heer Vandamme, n° 769/2 van 19 februari 1976.

Verslaggever : de heer Kickx.

2. Wetsvoorstel houdende verplichting om bindende veiligheidsmaatregelen te nemen in alle voor het publiek toegankelijke lokalen waar herhaaldelijk vergaderingen van meer dan vijf personen plaatshebben.

Ingediend door de heren Vansteenkiste (L.) en Olaerts, n° 860/1 van 27 april 1976.

Verslaggever : de heer Kickx.

3. Wetsontwerp betreffende brandvoorkoming en de verplichte verzekering van de burgerrechtelijke aansprakelijkheid inzake brand of ontploffing.

Ingediend door de Regering, n° 1054/1 van 5 januari 1977.

Amendementen van de heer Beauthier, n° 1054/2 van 22 februari 1977.

Amendement van de heer Deruelles, n° 1054/3 van 2 maart 1977.
Verslaggever : de heer Kickx.

Gemeenten :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 16 maart 1964 op het Gemeentefonds.

Ingediend door de heer Olaerts, n° 35/1 van 14 mei 1974.

Verslaggever : de heer Vankeirsbilck.

2. Wetsvoorstel inzake het geven van de naam van personen die als verkozenen een politiek mandaat hebben uitgeoefend, aan sommige gedeelten van het openbaar domein of van het privaatsdomein van de overheid.

Ingediend door de heer Duvieusart, n° 467/1 van 13 maart 1975.

Amendement van de heer Duvieusart, n° 467/2 van 18 maart 1976.

3. Wetsvoorstel waarbij in de gemeenten wijk- of dorpsraden worden opgericht.

Ingediend door de heer Desmarest, n° 538/1 van 7 mei 1975.

4. Wetsvoorstel waarbij aan de gemeentebesturen van de Brusselse agglomeratie de verplichting wordt opgelegd de adressen van alle nieuwe inwoners mede te delen aan de Nederlandse en de Franse Commissie voor de Cultuur van de Brusselse agglomeratie.

Ingediend door de heer Valkeniers, n° 727/1 van 3 december 1975.

5. Wetsvoorstel betreffende het decentraliseren van grote gemeenten in districten.

Ingediend door de heer Harmegnies, n° 783/1 van 12 februari 1976.

6. Wetsvoorstel tot oprichting en organisatie van districten in grote steden.

Ingediend door de heer Harmegnies, n° 807/1 van 3 maart 1976.

7. Wetsvoorstel waarbij aan de gemeente Gembloux de titel van stad wordt verleend.

Ingediend door de heer Poswick, n° 845/1 van 1 april 1976.

8. Wetsvoorstel tot wijziging van de naam van de gemeente Westmalle.

Ingediend door M^r Demeester-De Meyer, n° 1073/1 van 3 februari 1977.

9. Wetsvoorstel waarbij aan de gemeenten Zedelgem en Oostkamp de titel van stad wordt verleend.

Ingediend door de heer Vandamme, n° 1092/1 van 16 februari 1977.

Federaties van gemeenten :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten en van de wet van 23 juli 1971 betreffende de samenvoeging van gemeenten en de wijziging van hun grenzen.

Ingediend door de heer Baudson, n° 52/1 van 16 mei 1974.

Verslaggever : de heer Boel.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten.

Ingediend door de heer Anciaux, n° 135/1 van 26 juni 1974.

Amendement van de heer Anciaux, n° 135/2 van 21 januari 1976.

Amendement van de heer Van Geyt, n° 135/3 van 27 april 1976.
Verslaggever : de heer Olaerts.

3. Wetsvoorstel tot oprichting van een federatie der gemeenten van het kanton Kontich.

Ingediend door de heer Swaelen, n° 395/1 van 16 januari 1975.

4. Wetsvoorstel tot oprichting van drie federaties van gemeenten in het Waasland.

Ingediend door M^w Maes, n° 425/1 van 11 februari 1975.

5. Wetsvoorstel tot oprichting van vier federaties van gemeenten in het arrondissement Mechelen.

Ingediend door de heer Somers, n° 451/1 van 27 februari 1975.

6. Wetsvoorstel tot oprichting van de randfederatie Halle-Vilvoorde.

Ingediend door de heer Valkeniers, n° 493/1 van 27 maart 1975.

Gemeentewet :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 123 van de gemeentewet. Ingediend door de heren Vansteenkiste (E.) en De Beul, n° 177/1 van 10 juli 1974.

2. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 63 van de gemeentewet. Ingediend door de heer Cantillon, n° 242/1 van 8 oktober 1974.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 107 van de gemeentewet, gewijzigd bij artikel 2 van de wet van 29 juni 1970.

Ingediend door de heer Baert, n° 391/1 van 14 januari 1975.

4. Wetsvoorstel tot invoering van een artikel 87bis in de gemeentewet.

Ingediend door de heer Moock, n° 528/1 van 7 mei 1975.

5. Wetsvoorstel betreffende de vaststelling van het aantal schepenen en de voordracht van de burgemeester.

Ingediend door de heer Valkeniers, n° 1063/1 van 19 januari 1977.

Personeel :

Voorstel van resolutie betreffende de discriminatie waarvan het gemeentepersoneel van de Antwerpse agglomeratie het slachtoffer is.

Ingediend door de heer Van Elewyck, n° 1019/1 van 23 november 1976.

Samenvoeging van gemeenten :

1. Wetsvoorstel ten gunste van de laatste burgemeesters en schepenen van de samengevoegde gemeenten.

Ingediend door de heer Ducobu, n° 404/1 van 22 januari 1975.

Amendementen van de Regering, n° 404/2 van 25 februari 1976.

Amendementen van de heer Ducobu, n° 404/3 van 2 maart 1976.

Subamendement van de heer Ducobu, n° 404/4 van 4 maart 1976.
Verslaggever : de heer Suykerbuyk.

2. Wetsvoorstel om de gemeenten die door de wet van 26 juli 1971 in randfederaties werden samengebracht, te onttrekken aan de toepassing van de wet van 23 juli 1971 betreffende de samenvoeging van gemeenten.

Ingediend door de heer Clerfayt, n° 420/1 van 6 februari 1975.

3. Wetsvoorstel houdende samenvoeging van de gemeenten Anderlecht, Brussel, Elsene, Etterbeek, Evere, Ganshoren, Jette, Koekelberg, Oudergem, Schaarbeek, Sint-Agatha-Berchem, Sint-Gillis, Sint-Jans-Molenbeek, Sint-Joost-ten-Node, Sint-Lambrechts-Woluwe, Sint-Pieters-Woluwe, Ukkel, Vorst en Watermaal-Bosvoorde.

Ingediend door de heer Anciaux, n° 690/1 van 30 oktober 1975.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 17 september 1975, houdende samenvoeging van gemeenten en wijziging van hun grenzen, zoals het is bekrachtigd bij de wet van 30 december 1975.

Ingediend door de heer Parisi, n° 780/1 van 12 februari 1976.

Verslaggever : de heer Devos.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 17 september 1975 houdende samenvoeging van gemeenten en wijziging van hun grenzen, zoals het is bekrachtigd bij de wet van 30 december 1975.

Ingediend door de heer Adriaenssens (H.), n° 803/1 van 26 februari 1976.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 17 september 1975 houdende samenvoeging van gemeenten en wijziging van hun grenzen, zoals het is bekrachtigd bij de wet van 30 december 1975.

Ingediend door de heer Evers, n° 866/1 van 29 april 1976.

7. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 17 september 1975 houdende samenvoeging van gemeenten en wijziging van hun grenzen zoals het is bekrachtigd bij de wet van 30 december 1975.

Ingediend door de heer Verberckmoes, n° 919/1 van 10 juni 1976.

Handel en Nijverheid :

Verkoop :

Wetsvoorstel tot regeling van de verkoop van enigerlei publicaties, drukwerken of voorwerpen, met een menslievend doel, aan huis of op de openbare weg.

Ingediend door de heer Pierret, n° 67/1 van 22 mei 1974.

Amendementen van de heer Pierret, n° 67/2 van 29 oktober 1974.

Verslaggever : de heer Coucke.

Kieswetten :

1. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 147bis, § 1, van het Kieswetboek.

Ingediend door de heer De Vlies, n° 1013/1 van 18 november 1976.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de gemeentekieswet met het oog op de regeling van de opvolging ingeval van onverenigbaarheid wegens bloed- of aanverwantschap.

Ingediend door de heer Coucke, n° 1022/1 van 25 november 1976.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 147bis van het Kieswetboek betreffende de stemming bij volmacht.

Ingediend door de heer Valkeniers, n° 1035/1 van 14 december 1976.

Gemeenteverkiezingen :

1. Wetsvoorstel tot organisatie van de uitbreiding van het gemeentelijk kiesrecht en van de plaatselijke verkiesbaarheid tot de onderdanen van de Staten die het E.E.G.-verdrag hebben ondertekend.

Ingediend door de heer Glinne, n° 65/1 van 22 mei 1974.

2. Wetsvoorstel waarbij de vreemdelingen kiesgerechtigd en verkiezbaar worden verklaard bij de gemeente-, de federatie- en de agglomeratieraadsverkiezingen.

Ingediend door de heer Levaux, n° 136/1 van 27 juni 1974.

Verkiezingen :

1. Wetsvoorstel betreffende de vertegenwoordiging van het Duitse taalgebied in de Wetgevende Kamers en in de provincieraad van Luik.

Ingediend door de heer Schyns, n° 13/1 van 2 mei 1974.

2. Wetsvoorstel houdende oprichting van een afzonderlijk provinciaal kiesdistrict voor het Duitse taalgebied.

Ingediend door de heer Evers, n° 18/1 van 2 mei 1974.

3. Wetsvoorstel tot splitsing van het kiesarrondissement Brussel.

Ingediend door de heer Valkeniers, n° 44/1 van 14 mei 1974.

Wetgevende en provinciale verkiezingen :

Wetsvoorstel tot aanpassing van het kiesarrondissement Brussel aan de geografische, sociologische, economische en culturele werkelijkheid.

Ingediend door de heer Clerfayt, n° 461/1 van 6 maart 1975.

Leger :

Wetsvoorstel ertoe strekkende de handhaving van de openbare orde in het binnenland alleen aan de politie en de rijkswacht toe te vertrouwen.

Ingediend door de heer Dejardin, n° 130/1 van 25 juni 1974.

Dienstplicht :

1. Wetsvoorstel tot het verlenen van uitstel of vrijlating van militaire dienst op morele grond aan de dienstplichtigen die als politiek mandataris verkozen zijn.

Ingediend door de heer Glinne, n° 28/1 van 9 mei 1974.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 12 en 66 van de op 30 april 1962 gecoördineerde dienstplichtwetten.

Ingediend door de heer Gheysen, n° 61/1 van 16 mei 1974.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 18 van de wet van 3 juni 1964 houdende statuut van de gewetensbezwaarden, gewijzigd bij de wet van 3 juli 1969.

Ingediend door de heer Mangelschots, n° 121/1 van 25 juni 1974.

4. Wetsvoorstel tot aanvulling van de artikelen 10, 12 en 118 van de op 30 april 1962 gecoördineerde dienstplichtwetten.

Ingediend door de heer Barbeaux, n° 184/1 van 10 juli 1974.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 12 en 63 van de op 30 april 1962 gecoördineerde dienstplichtwetten.

Ingediend door de heer Gheysen, n° 386/1 van 9 januari 1975.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 10 van de op 30 april 1962 gecoördineerde dienstplichtwetten.

Ingediend door de heer Gheysen, n° 434/1 van 20 februari 1975.

7. Wetsvoorstel tot invoering van de vrije keuze om de militaire dienst te laten vervullen tussen de leeftijd van 18 en de leeftijd van 23 jaar.

Ingediend door de heer Glinne, n° 485/1 van 25 maart 1975.

8. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 12, § 1, 5°bis, ingevoegd door de wet van 30 juli 1974 in de op 30 april 1962 gecoördineerde dienstplichtwetten.

Ingediend door de heer Baert, n° 729/1 van 3 december 1975.

Onderwijs :

Talen :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 30 juli 1963 houdende taalregeling in het onderwijs en van de gecoördineerde wetten van 18 juli 1966 op het gebruik van de talen in bestuurszaken.

Ingediend door de heer Defosset, n° 262/1 van 10 oktober 1974. 22 oktober 1975. — Verzonden naar de Verenigde Commissies voor de Nationale Opvoeding en voor de Binnenlandse Zaken.

Openbare besturen :

Wetsvoorstel betreffende de motivering van de handelingen van de administratieve overheid.

Ingediend door de heer Desmarests, n° 964/1 van 2 juli 1976.

Talen :

1. Wetsvoorstel tot opheffing van artikel 7 van de wet van 2 augustus 1963 op het gebruik der talen in bestuurszaken.

Ingediend door de heer Valkeniers, n° 51/1 van 16 mei 1974.

2. Wetsvoorstel tot afschaffing van de taalfaciliteiten in de gemeente Bever.

Ingediend door de heer Valkeniers, n° 517/1 van 23 april 1975.

3. Wetsvoorstel tot overheveling van een aantal taalgrensgemeenten uit Henegouwen naar Brabant.

Ingediend door de heer Valkeniers, n° 518/1 van 23 april 1975.

Parlementair onderzoek :

1. Voorstel tot instelling door de Kamer van Volksvertegenwoordigers van een commissie van onderzoek naar de opportuniteit, en de bijzonderheden van een eventuele uitbreiding van de plaatselijke kiesbevoegdheid en verkiesbaarheid tot niet-onderhorigen.

Ingediend door de heer Glinne, n° 206/1 van 17 juli 1974.

2. Voorstel tot instelling van een onderzoekscommissie die ermede belast wordt de Kamer te documenteren over de door het koninklijk besluit tot organisatie van de samenvoeging van gemeenten in het vooruitzicht gestelde kadastrale overdrachten.

Ingediend door de heren Geldolf en Brouhon, n° 707/1 van 19 november 1975.

Pensioenen :

Burgerlijke pensioenen :

1. Wetsvoorstel betreffende het pensioen van de burgemeesters, schepenen en voorzitters van de commissies van openbare onderstand.

Ingediend door de heer De Vlies, n° 20/1 van 2 mei 1974.

Verslag van de heer Vankeirsbilck, n° 20/2 van 22 april 1975.

22 mei 1975. — Opnieuw verzonden naar de Commissie.

2. Wetsvoorstel tot regeling van het pensioen van burgemeesters en schepenen.

Ingediend door de heer Mangelschots, n° 120/1 van 25 juni 1974.

Provincies :

1. Wetsvoorstel tot indeling van het Belgisch grondgebied in elf provincies.

Ingediend door de heer De Vlies, n° 79/1 van 29 mei 1974.

2. Wetsvoorstel tot verdeling van de provincie Brabant in drie provincies en tot oprichting van een provincie Vlaams-Brabant.

Ingediend door de heer Valkeniers, n° 1075/1 van 3 februari 1977.

Gouverneurs :

Wetsvoorstel tot afschaffing van het ambt van vice-gouverneur van de provincie Brabant.

Ingediend door de heer Gillet, n° 570/1 van 28 mei 1975.

Provinciewet :

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 96 van de provinciewet betreffende de samenstelling van de bestendige deputatie.

Ingediend door de heer Vankeirsbilck, n° 696/1 van 6 november 1975.

Publiek recht :*Grondwet :*

1. Voorstel van verklaring tot herziening van artikel 75 van de Grondwet.

Ingediend door de heer Vandemeulebroucke, n° 127/1 van 25 juni 1974.

2. Voorstel van verklaring tot herziening van de artikelen 47, 50 en 56 van de Grondwet.

Ingediend door de heer Vandemeulebroucke, n° 131/1 van 25 juni 1974.

3. Voorstel van verklaring tot herziening van de artikelen 47 en 50 van de Grondwet.

Ingediend door de heer Damseaux, n° 276/1 van 24 oktober 1974.

4. Voorstel tot verklaring van herziening van de Grondwet.

Ingediend door de heer Baert, n° 1028/1 van 2 december 1976.

Nationale en gewestelijke raden :

1. Wetsvoorstel houdende aanvulling van de wet van 3 juli 1971 tot indeling van de leden van de Wetgevende Kamers in taalgroepen en houdende diverse bepalingen betreffende de Cultuurraden voor de Nederlandse Cultuurgemeenschap en voor de Franse Cultuurgemeenschap.

Ingediend door de heer De Beul, n° 180/1 van 10 juli 1974.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 24 en 25 van de wet van 21 juli 1971 betreffende de bevoegdheid en de werking van de Cultuurraden voor de Nederlandse en voor de Franse Cultuurgemeenschap.

Ingediend door de heer Vandemeulebroucke, n° 247/1 van 8 oktober 1974.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 1 augustus 1974 tot oprichting van de gewestelijke instellingen ter voorbereiding van de toepassing van artikel 107^{quater} van de Grondwet.

Ingediend door de heer Evers, n° 421/1 van 6 februari 1975.

4. Wetsvoorstel tot oprichting van een commissie van wetenschappelijke deskundigen, die belast is met de studie van het probleem der definitieve begrenzing van het gewest Brussel met het oog op de toepassing van artikel 107^{quater} van de Grondwet.

Ingediend door de heer Clerfayt, n° 509/1 van 15 april 1975.

5. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 22 van de wet van 3 juli 1971 tot indeling van de leden van de Wetgevende Kamers in taalgroepen en houdende diverse bepalingen betreffende de Cultuurraden voor de Nederlandse Cultuurgemeenschap en voor de Franse Cultuurgemeenschap.

Ingediend door de heer Boel, n° 545/1 van 15 mei 1975.

6. Wetsvoorstel waarbij de bevoegdheid van de Raad van de Duitse Cultuurgemeenschap inzake internationale culturele samenwerking nader wordt bepaald.

Ingediend door de heer Dehousse, n° 963/1 van 2 juli 1976.

7. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 10 juli 1973 betreffende de Raad van de Duitse Cultuurgemeenschap.

Ingediend door de heer Evers, n° 997/1 van 12 oktober 1976.

Nationale raadpleging :

Wetsvoorstel waardoor de volksraadpleging tot instelling wordt verheven.

Ingediend door de heer Mundeeler, n° 994/1 van 12 oktober 1976.

Onverenigbaarheden :

1. Wetsvoorstel tot wijziging voor de tot een wetgevend mandaat verkozen leden van het rijkspersoneel, van de wet van 6 augustus 1931 houdende vaststelling van de onverenigbaarheden en ontzeggingen betreffende de Ministers, gewezen Ministers en Ministers van Staat, alsmede de leden en gewezen leden van de Wetgevende Kamers.

Ingediend door de heer Glinne, n° 49/1 van 14 mei 1974.

2. Wetsvoorstel tot instelling van een onverenigbaarheid tussen het ambt van burgemeester en schepen in een belangrijke gemeente en het lidmaatschap van een van de wetgevende kamers.

Ingediend door de heer Colla, n° 739/1 van 11 december 1975.

Amendementen van de heer De Vlies, n° 739/2 van 16 december 1975.

Amendementen van de heer Van Offelen, n° 739/3 van 8 januari 1976.

Amendement van de heer Gillet, n° 739/4 van 20 januari 1976.

Amendement van de heer Grafé, n° 739/5 van 4 februari 1976.

Amendementen van de heer Mangelschots, n° 739/6 van 11 februari 1976.

3. Wetsvoorstel tot instelling van de onverenigbaarheid tussen het ambt van burgemeester, schepen of voorzitter van de commissie van openbare onderstand in een belangrijke gemeente, en een parlementair mandaat.

Ingediend door de heer Verroken, n° 740/1 van 11 december 1975.

Amendement van de heer Deruelles, n° 740/2 van 16 december 1976.

Amendementen van de heer Van Offelen, n° 740/3 van 8 januari 1976.

Amendementen van de heer Persoons, n° 740/4 van 15 januari 1976.

Amendement van de heer Gillet, n° 740/5 van 20 januari 1976.

Amendementen van de heer Mangelschots, n° 740/6 van 11 februari 1976.

4. Wetsvoorstel tot instelling van bepaalde onverenigbaarheden met het lidmaatschap van één van de beide Wetgevende Kamers.

Ingediend door de heer Laridon, n° 785/1 van 17 februari 1976.

Raad van State :

Wetsvoorstel tot wijziging van de gecoördineerde wetten op de Raad van State en tot oprichting van een economische afdeling bij die Raad.

Ingediend door de heer Desmaretts, n° 761/1 van 22 januari 1976.

Rechterlijke inrichting :*Wedden :*

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet op de bezoldiging van de politiecommissarissen die de procureur des Konings bijstaan in de uitoefening van zijn functies bij de politierechtbank.

Ingediend door de heer Grafé, n° 799/1 van 26 februari 1976.

Wetgevende Kamers :

Wetsvoorstel betreffende de bekendmaking van functies of mandaten die door parlementsleden in België of in het buitenland worden uitgeoefend.

Ingediend door de heer Plasman, n° 586/1 van 4 juni 1975.

COMMISSIE VOOR DE BUITENLANDSE ZAKEN EN DE ONTWIKKELINGSSAMENWERKING.

Buitenlandse Zaken :

1. Voorstel van resolutie betreffende de evolutie van de politieke toestand in Portugal.
Ingediend door de heer Desmarests, n° 492/1 van 27 maart 1975.
2. Voorstel van resolutie betreffende het zelfbeschikkingsrecht van de Baskische volksgemeenschap.
Ingediend door de heer Kuipers, n° 574/1 van 29 mei 1975.
3. Voorstel van resolutie betreffende de kwestie Cyprus.
Ingediend door de heer Levaux, M^r Pétry, de heren Glinne, Talbot en Ducobu, n° 1071/1 van 2 februari 1977.
Amendementen van de heer Breyne, n° 1071/2 van 10 februari 1977.

Arbeid :

Wetsontwerp houdende goedkeuring van het Verdrag n° 77 betreffende het geneeskundig onderzoek naar de geschiktheid van kinderen en jeugdige personen voor arbeid in de industrie, aangenomen te Montreal op 9 oktober 1946 door de Algemene Conferentie van de Internationale Arbeidsorganisatie tijdens haar negenentwintigste zitting.

Ingediend door de Regering, n° 796/1 van 26 februari 1976.

16 juni 1976. — Verzonden naar de Commissie voor de Tewerkstelling en de Arbeid voor advies (verslaggever: de heer Declercq (T.).

Verslaggever : de heer Glinne.

Benelux :

Wetsontwerp houdende goedkeuring van de Benelux-Overeenkomst inzake wapens en munitie, en van de Bijlage, ondertekend te Brussel op 9 december 1970.

Ingediend door de Regering, n° 378/1 van 19 september 1972.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 31 januari 1974.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 20 juni 1974.

Verslaggever : de heer Desmarests.

Dieren :

Wetsontwerp houdende goedkeuring van de Europese Overeenkomst inzake de bescherming van dieren in veehouderijen, opgemaakt te Straatsburg op 10 maart 1976.

Ingediend door de Regering, n° 1109/1 van 4 maart 1977.

Diplomatieke agenten :

Voorstel van resolutie betreffende de huidige ambassadeur van Chili in België.

Ingediend door de heer Dehousse, n° 207/1 van 17 juli 1974.

Verslaggever : de heer Desmarests.

E.G.K.S. :

Wetsontwerp houdende goedkeuring van het Protocol betreffende commerciële en economische samenwerking tussen de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal en Canada, alsmede van de Slotakte met bijgevoegde Verklaring, ondertekend te Brussel op 26 juli 1976.

Ingediend door de Regering, n° 1098/1 van 18 februari 1977.

Europa :

1. Wetsontwerp houdende goedkeuring van het Verdrag tot oprichting van een Europees ruimte-agentschap, en van de bijlagen I tot V; opgemaakt te Parijs op 30 mei 1975.

Ingediend door de Regering, n° 1062/1 van 18 januari 1977.

2. Wetsontwerp houdende goedkeuring van het besluit van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 20 september 1976 en de bijgevoegde bepalingen (akte betreffende de verkiezing van de vertegenwoordigers in de vergadering door middel van rechtstreekse algemene verkiezingen, Bijlagen I, II en III, en een Verklaring).

Ingediend door de Regering, n° 1090/1 van 14 februari 1977.

Verslaggever : de heer Swaelen.

Handel :

1. Wetsontwerp houdende goedkeuring van het Protocol inzake het van kracht blijven van de verlengde internationale koffie-overeenkomst 1968, en van de bijlage, opgemaakt te Londen op 26 september 1974.

Ingediend door de Regering, n° 1089/1 van 11 februari 1977.

2. Wetsontwerp houdende goedkeuring van volgende internationale akten : a) internationale cacao-overeenkomst 1972, en bijlagen, opgemaakt te Genève op 21 oktober 1972 ; b) internationale cacao-overeenkomst 1975, en bijlagen, opgemaakt te Genève op 20 oktober 1975.

Ingediend door de Regering, n° 1110/1 van 7 maart 1977.

Kernenergie :

Wetsontwerp houdende geëigende beschikkingen teneinde de Internationale Organisatie voor Atoomenergie toe te laten inspectie- en verificatiewerkzaamheden door te voeren op Belgisch grondgebied, in uitvoering van het internationaal Akkoord van 5 april 1973 bij toepassing der §§ 1 en 4 van Artikel III van het Verdrag van 1 juli 1968 inzake de niet-verspreiding van kernwapens.

Ingediend door de Regering, n° 1096/1 van 17 februari 1977.

Verslaggever : de heer Dehousse.

Rechten van de Mens :

Voorstel van resolutie betreffende het overlijden van een Oegandees prelaat en van twee Oegandese ministers.

Ingediend door de heer Valkeniers, n° 1103/1 van 24 februari 1977.

Zeevisserij :

Wetsontwerp houdende vaststelling van een Belgische visserijzone.

Ingediend door de Regering, n° 1082/1 van 10 februari 1977.

Verslaggever : de heer Vandamme.

Parlementair onderzoek :

Voorstel tot instelling van een parlementair onderzoek betreffende de wapenleveringen van België aan het buitenland.

Ingediend door de heer Vandemeulebroucke, n° 205/1 van 17 juli 1974.

Strafrecht :**Racisme :**

Voorstel van resolutie in verband met de U.N.O.-resolutie waarbij het zionisme gelijkgesteld wordt met een vorm van racisme.

Ingediend door de heer Geldolf, n° 780/1 van 14 november 1975.

Amendement van de heer Radoux, n° 708/2 van 17 november 1975.

Amendementen van de heer Declercq (T.), n° 708/3 van 26 november 1975.

Amendementen van : 1° de heer Geldolf; 2° de heer Dehousse, n° 708/4 van 3 december 1975.

Subamendement van de heer Declercq (T.), n° 708/5 van 9 december 1975.

Verslaggever : de heer Harmegnies.

COMMISSIE VOOR DE CULTUUR.

Kunsten, Wetenschappen en Letteren :

Wetsvoorstel tot heffing van een opgeld op verkopen van roerende voorwerpen in openbare veilingen met het oog op het vormen van een fonds bestemd voor de aankoop, het bewaren of de restauratie van kunstvoorwerpen door de Staat, de provincies en de gemeenten.

Ingediend door de heer Van Elewyck, n° 854/1 van 21 april 1976.
Verslaggever : M^r Brenez.

Monumenten en Landschappen :

1. Wetsvoorstel tot bescherming van monumenten en landschappen in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad.

Ingediend door de heer De Kerpel, n° 241/1 van 8 oktober 1974.

2. Wetsvoorstel tot bescherming als monument van het Paleis der Natie alsmede van het erbij aansluitend stadsdeel als stads-landschap.

Ingediend door de heer Cools (B.), n° 809/1 van 3 maart 1976.
Verslaggever: de heer Van Elewycck.

Radio-omroep :

Voorstel van resolutie houdende richtlijnen ter bestrijding van het rechtstreeks of zijdelings inlassen van publicitaire teksten of afbeeldingen in de uitzendingen van de B.R.T., van de R.T.B. en van de kabeltelevisie.

Ingediend door de heer Geldolf, n° 1064/1 van 19 januari 1977.
Amendement van de heer Van Elewycck, n° 1064/2 van 3 februari 1977.

Amendementen van de heer Geldolf, n° 1064/3 van 9 februari 1977.
Verslaggever: M^{re} Steyaert.

COMMISSIE VOOR DE ECONOMISCHE ZAKEN.

Arbeid :

Wetsvoorstel tot oprichting van vijf overheidsondernemingen voor de fabricage, de verkoop, de verhuring, het onderhoud en de herstelling van werkkledij.

Ingediend door de heer Glinne, n° 530/1 van 7 mei 1975.

Energie :

Wetsvoorstel betreffende de organisatie van de distributiekanaalen der energiebronnen.

Ingediend door de heer Claes (W.), n° 969/1 van 2 juli 1976.

Handel en Nijverheid :

1. Wetsvoorstel tot instelling van het ambt van ombudsman voor de consument.

Ingediend door de heer Degroove, n° 84/1 van 29 mei 1974.
14 januari 1975. — Verzonden naar de Verenigde Commissies voor de Economische Zaken en voor de Middenstand.
Verslaggever: de heer Delhay.

2. Wetsvoorstel betreffende de vestiging van de ondernemingszetel.

Ingediend door de heer Declercq (T.), n° 308/1 van 26 november 1974.

3. Wetsvoorstel tot instelling van een Nationaal Instituut voor de Verbruikers.

Ingediend door de heer Van Mechelen, n° 392/1 van 14 januari 1975.
29 april 1975. — Verzonden naar de Verenigde Commissies voor de Economische Zaken en voor de Middenstand.

Bedrijfssluitingen :

Wetsvoorstel tot verhoging van onverantwoorde bedrijfssluitingen.

Ingediend door de heer Monard, n° 876/1 van 11 mei 1976.

Delcreditedienst :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 30 december 1970 betreffende de Nationale Delcreditedienst.

Ingediend door de heer Glinne, n° 536/1 van 7 mei 1975.

Kleinhandel :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 14 juli 1971 betreffende de handelspraktijken.

Ingediend door de heer Degroove, n° 85/1 van 29 mei 1974.
14 januari 1975. — Verzonden naar de Verenigde Commissies voor de Economische Zaken en voor de Middenstand.

Krediet :

1. Wetsvoorstel waarbij de wet van 18 november 1862 houdende instelling van het warrantstelsel wordt aangevuld en krediet-faciliteiten worden verleend aan sommige bedrijven die serie-produkten fabriceren.

Ingediend door de heer Gillot, n° 956/1 van 1 juli 1976.

2. Wetsontwerp tot regeling van de verbruikskredietovereenkomsten.

Ingediend door de Regering, n° 1102/1 van 23 februari 1977.

Organisatie van het Bedrijfsleven :

1. Wetsvoorstel waarbij de medezeggenschap van het leidinggevend personeel in de gewestelijke en landelijke overlegorganen wordt georganiseerd.

Ingediend door de heer Gillot, n° 852/1 van 21 april 1976.

2. Wetsvoorstel tot inrichting van het medebeheer in de ondernemingen en tot bevordering van de autonomie der ondernemingsfunctie.

Ingediend door de heer Grootjans, n° 888/1 van 20 mei 1976.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 30 maart 1976 betreffende de economische herstelmaatregelen.

Ingediend door de heer Levaux, n° 1044/1 van 16 december 1976.

Prijzen :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 13 augustus 1971 betreffende de modaliteiten voor de raadpleging van de Commissie tot regeling der prijzen.

Ingediend door de heer Levaux, n° 339/1 van 4 december 1974.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de besluitwet van 22 januari 1945 betreffende de beteugeling van elke inbreuk op de reglementering inzake de bevoorrading van het land, gewijzigd bij de wetten van 23 december 1969 en 30 juli 1971.

Ingediend door de heer Damseaux, n° 541/1 van 13 mei 1975.

Wapens en munitie :

1. Wetsvoorstel betreffende de uitvoer en transit van oorlogs- en strategisch materiaal.

Ingediend door de heer Glinne, n° 534/1 van 7 mei 1975.

2. Wetsvoorstel betreffende de controle op het oorlogs- en strategisch materiaal.

Ingediend door de heer Glinne, n° 535/1 van 7 mei 1975.

Mijnen :

1. Wetsvoorstel houdende machtiging tot oprichting van overheids-bedrijven voor industrieel onderzoek en exploitatie van procédés van vloeibaarmaking, vergassing of ondergrondse ontgassing van steenkool.

Ingediend door de heer Glinne, n° 522/1 van 30 april 1975.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetten betreffende de mijnen, groeven en graverijen, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 15 september 1919 en gewijzigd door de wetten van 2 februari 1951, 15 juli 1960 en 16 november 1961.

Ingediend door de heer Glinne, n° 523/1 van 30 april 1975.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de gecoördineerde wetten op de mijnen, groeven en graverijen ten einde aan het land de eigen-dom van de mijnen, beschouwd als stoffen, te waarborgen.

Ingediend door de heer Glinne, n° 546/1 van 15 mei 1975.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de gecoördineerde wetten op de mijnen, groeven en graverijen ten einde de vereffening te regelen van de burgerrechtelijke vennootschappen die de ontginning van een mijn tot doel hebben.

Ingediend door de heer Glinne, n° 555/1 van 21 mei 1975.

5. Wetsvoorstel betreffende de nationalisering van de onroerende goederen toebehorend aan sommige steenkolenmijnen die thans in vereffening zijn.

Ingediend door M^{re} Dinant, n° 590/1 van 5 juni 1975.

Mijnschade :

1. Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 58ter in de gecoördineerde wetten op de mijnen, groeven en graverijen ten einde de Minister, tot wiens bevoegdheid de mijnen behoren, het recht te verlenen om het bedrag van de provisie te bepalen, dat de concessiehouders in hun balans moeten opnemen om het hoofd te kunnen bieden aan hun verplichtingen inzake het vergoeden van door hen veroorzaakte schade.

Ingediend door de heer Glinne, n° 531/1 van 7 mei 1975.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetten betreffende het Nationaal Waarborgfonds inzake kolenmijnschade, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 3 februari 1961, gewijzigd bij de wet van 28 juli 1966 en bij het koninklijk besluit n° 39 van 25 augustus 1967.

Ingediend door de heer Glinne, n° 532/1 van 7 mei 1975.

3. Wetsvoorstel houdende oprichting van vier overheidsondernemingen voor herstel van mijnschade.

Ingediend door de heer Glinne, n° 533/1 van 7 mei 1975.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetten op de mijnen, groeven graverijen, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 15 september 1919 en gewijzigd bij de wet van 12 mei 1955, en van de wetten betreffende het Nationaal Waarborgfonds inzake kolenmijnschade, gecoördineerd bij het koninklijk besluit van 3 februari 1961 en gewijzigd bij de wet van 28 juli 1966 en het koninklijk besluit n° 39 van 25 augustus 1967.

Ingediend door de heer Glinne, n° 571/1 van 28 mei 1975.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetten betreffende het Nationaal Waarborgfonds inzake kolenmijnschade, gecoördineerd bij

het koninklijk besluit van 3 februari 1961 en gewijzigd bij het koninklijk besluit n° 39 van 25 augustus 1967.

Ingediend door de heer Glinne, n° 589/1 van 5 juni 1975.

Onteigeningen :

Wetsvoorstel er toe strekkend aan de Staat het recht toe te kennen ten algemenen nutte de ondernemingen te onteigenen waarvan de eigenaars hun verbintenissen inzake tewerkstelling niet naleven of die met ontmanteling bedreigd zijn, en ze aan een statuut van nationale of gewestelijke regie te onderwerpen.

Ingediend door de heer Van Geyt, n° 697/1 van 6 november 1975.

Verzekeringen :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen.

Ingediend door de heer Dupré, n° 949/1 van 30 juni 1976.

COMMISSIE VOOR DE EUROPESE ZAKEN.

Buitenlandse Zaken :

Europa :

Wetsvoorstel waarbij een raadpleging van het kiezerskorps bij rechtstreeks algemeen stemrecht wordt georganiseerd ten einde de Belgische leden van het Europese Parlement aan te wijzen. Ingediend door de heren Nothomb en Martens, n° 15/1 van 2 mei 1974.

Amendementen van : 1° de heren Duvieusart en Degroeve; 2° de heer Dehousse, n° 15/2 van 5 juli 1974.

Amendementen van : 1° de heer Glinne; 2° de heren Van Grembergen en Van Leemputten; 3° de heer De Wulf; 4° de heer Uyttendaele; 5° de heer Duvieusart, n° 15/3 van 11 juli 1974.

19 december 1974. — Verzonden naar de Verenigde Commissies voor de Europese Zaken en voor de Binnenlandse Zaken.

Amendement van de heer Nothomb, n° 15/4 van 13 maart 1975.

29 mei 1975. — Verzonden naar de Subcommissie.

Verslaggever : de heer Monard.

COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN.

Banken :

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 41 van het koninklijk besluit n° 185 van 9 juni 1935 op de bankcontrole en het uitgifteregime voor titels en effecten.

Ingediend door de heer Baudson, n° 438/1 van 20 februari 1975.

Begrotingen :

Begroting der Dotatiën voor het begrotingsjaar 1977.

Ingediend door de Regering, n° 4-IV/1 (1976-1977).

Bijkredieten :

Wetsontwerp houdende aanpassing van de begroting der Dotatiën voor het begrotingsjaar 1976.

Ingediend door de Regering, n° 5-IV/1 (1976-1977).

Belastingen :

Directe belastingen :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de voorwaarden inzake de tienjarige vrijstelling van de onroerende voorheffing betreffende de sociale woningen.

Ingediend door de heer Nols, n° 126/1 van 25 juni 1974.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen wat de personenbelasting betreft.

Ingediend door de heer Levaux, n° 249/1 van 8 oktober 1974.

3. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 50 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen.

Ingediend door de heer Vandamme, n° 269/1 van 17 oktober 1974.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 82, § 4, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen.

Ingediend door de heer Gillet, n° 300/1 van 20 november 1974.

5. Wetsvoorstel tot invoering van een fiscaal aftrekbaar loon voor de zelfstandigen met betrekking tot een gedeelte van hun inkomen.

Ingediend door de heer Gillet, n° 302/1 van 20 november 1974.

Amendementen van de heer Gillet, n° 302/2 van 7 februari 1977.

Verslaggever : de heer Tijl Declercq.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 45 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen.

Ingediend door M° Dinant, n° 341/1 van 4 december 1974.

7. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 82, § 1, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen.

Ingediend door de heer Boeykens, n° 814/1 van 9 maart 1976.

8. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 41, § 2, eerste lid, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen.

Ingediend door de heer Boeykens, n° 818/1 van 10 maart 1976.

9. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 82 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen.

Ingediend door de heer Hubaux, n° 843/1 van 30 maart 1976.

10. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 82 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen.

Ingediend door de heer Olaerts, n° 853/1 van 21 april 1976.

11. Wetsvoorstel waarbij de provincies en de gemeenten ertoe worden gemachtigd de belastingen op de agentschappen voor weddenschappen op paardenwedrennen, bedoeld bij artikel 74 van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen te verhogen.

Ingediend door de heer Levaux, n° 885/1 van 20 mei 1976.

12. Wetsvoorstel tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen met het oog op de belastingvrijstelling van bepaalde giften ten voordele van het Belgisch Olympisch Comité.

Ingediend door de heer Desmarests, n° 924/1 van 16 juni 1976.

Indirecte belastingen :

1. Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 142bis in het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten.

Ingediend door de heer Baudson, n° 53/1 van 16 mei 1974.

2. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 64 van het Wetboek van de belasting over de toegevoegde waarde.

Ingediend door de heer d'Alcantara, n° 356/1 van 10 december 1974.

3. Wetsvoorstel tot vereenvoudiging, ten behoeve van bepaalde minder-validen, van de procedure inzake vrijstelling van de belasting op de toegevoegde waarde.
Ingediend door de heer Somers, n° 699/1 van 12 november 1975.
4. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 8, 13°, van het Wetboek der zegelrechten.
Ingediend door de heer Vandemeulebroucke, n° 819/1 van 10 maart 1976.

Burgerlijk recht :

Verjaring :

- Wetsontwerp ter aanvulling van de wet van 6 februari 1970 betreffende de verjaring van de schuldvorderingen ten laste of ten voordele van de Staat en de provincies.
Ingediend door de Regering, n° 972/1 van 6 juli 1976.

Financiën :

- Wetsvoorstel tot aanmoediging van overheidsbesparingen.
Ingediend door de heer Grootjans, n° 695/1 van 6 november 1976.

Effecten :

- Wetsvoorstel tot wijziging van de wetgeving betreffende de ongewilde buitenbezitstelling van titels aan toonder.
Ingediend door de heer Poswick, n° 973/1 van 6 juli 1976.

Rijkscmptabiliteit :

- Wetsvoorstel betreffende de verjaringstermijnen die kunnen worden ingeroepen tegen de overheid inzake de terugvordering van ten onrechte als wedde, pensioen of als diverse toelagen en vergoedingen uitbetaalde bedragen.
Ingediend door de heer Brouhon, n° 778/1 van 10 februari 1976.

Handel en Nijverheid :

Krediet :

- Wetsontwerp tot wijziging van het koninklijk besluit n° 175 van 13 juni 1935 houdende instelling van een Herdiscontering- en Waarborginstituut.
Ingediend door de Regering, n° 1099/1 van 21 februari 1977.

Leger :

Frontstrepen :

- Wetsvoorstel tot opheffing van artikel 31 van de wet van 8 juli 1970 tot instelling van nieuwe voordelen ten behoeve van de slachtoffers van de militaire plicht of van een daarmee gelijkgestelde plicht en tot interpretatie van de artikelen 10 en 11 van de wet van 1 juni 1919 houdende instelling van een begiftiging ten voordele van de strijders van de oorlog 1914-1918, wat betreft het toekennen van de bedragen van de frontstrepenrenten aan de weduwen en wezen van de oudstrijders van de oorlog 1914-1918.
Ingediend door de heer Tanghe, n° 767/1 van 29 januari 1976.

Pensioenen :

Burgerlijke pensioenen :

1. Wetsvoorstel tot wijziging, ten bate van de gevangenebewaarders, van de wet van 15 mei 1920 waarbij, ten behoeve van de gerechtelijke officieren en agenten, schikkingen worden genomen om hen met het oog op hun eigen pensioen en dat van hun weduwen en wezen, het voordeel te doen genieten van de diensten door de betrokkenen bij de politie ener gemeente bewezen.
Ingediend door de heer Tanghe, n° 104/1 van 19 juni 1974.
2. Wetsvoorstel tot aanpassing van de pensioenregeling van het loodsenpersoneel en van de dekokfficiëren belast met het bevel over de schepen van de Oostende-Dover lijn.
Ingediend door de heer Claeys, n° 305/1 van 21 november 1974.
Verslaggever : de heer Evers.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de koninklijke besluiten n° 254 en 255 van 12 maart 1936 waarbij eenheid wordt gebracht in de pensioenregeling voor de weduwen en wezen van het burgerlijk Staatspersoneel en van de leden van het leger en van de Rijkswacht.

Ingediend door de heer Barbeaux, n° 352/1 van 10 december 1974.
Verslag van de heer Poswick, n° 352/2 van 5 maart 1976.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 18 mei 1912 op de pensioenen van het onderwijzend personeel.

Ingediend door de heer Swaelen, n° 452/1 van 27 februari 1975.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 17 juli 1975 betreffende de pensioengerechtigde leeftijd vastgesteld in sommige pensioenregelingen van de overheidssector.

Ingediend door de heer Evers, n° 660/1 van 15 oktober 1975.

Verslaggever : de heer Barbeaux.

6. Wetsvoorstel houdende wijziging van de wet van 5 juli 1971 tot toekenning van een rente aan de zeevissers die tijdens de oorlog 1914-1918 de zeevisserij hebben beoefend vanuit Britse, Franse of Belgische havens en vanuit Britse havens tijdens de oorlog 1940-1945.

Ingediend door de heer Laridon, n° 776/1 van 10 februari 1976.

7. Wetsvoorstel tot invoering van een pensioenbonificatie ten gunste van de weduwen van het vliegend personeel van het leger en van de rijkswacht.

Ingediend door de heer Niemegeers, n° 816/1 van 10 maart 1976.

Militaire pensioenen :

1. Wetsvoorstel waarbij een overlevingspensioen wordt toegekend aan sommige weduwen van gewezen invalide militairen die aan de beide oorlogen 1914-1918 en 1940-1945 hebben deelgenomen en die ten minste tien jaar effectieve militaire dienst tellen.

Ingediend door de heer Remacle (M.), n° 274/1 van 23 oktober 1974.

Amendementen van de heer Remacle (M.), n° 274/2 van 20 april 1976.

Verslaggever : de heer Lenssens.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de bij koninklijk besluit van 11 augustus 1923 gecoördineerde wetten op de militaire pensioenen.

Ingediend door de heer Defosset, n° 698/1 van 12 novembre 1975.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 1 van de wet van 24 april 1958 tot toekenning, onder sommige voorwaarden, van een pensioen aan de weduwen die na het schadelijk feit in het huwelijk zijn getreden met een gerechtigde van de wetten op de vergoedingspensioenen, ten gunste van de weduwen van militaire invaliden in vredetijd.

Ingediend door M^{re} Ryckmans-Corin, n° 1043/1 van 16 december 1976.

Amendement van de heer Olaerts, n° 1043/2 van 25 januari 1977.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 65 van de samengeordende wetten op de militaire pensioenen, zoals het werd gewijzigd bij de wet van 14 juli 1936.

Ingediend door de heer Mattheyssens, n° 1095/1 van 16 februari 1977.

Spaarwezen :

- Wetsvoorstel waarbij de rentevoet voor bepaalde bij de Algemene Spaar- en Lijfrentekas in bewaring gegeven gelden, wordt verhoogd tot 10 %.

Ingediend door de heer Van Grembergen, n° 505/1 van 15 april 1975.

Woningen :

- Wetsvoorstel houdende instelling van een belasting op de verlaten woningen.

Ingediend door de heer Smets, n° 1050/1 van 21 december 1976.

COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE.

Beroepen :*Handelsagenten :*

Wetsontwerp betreffende de agentuurovereenkomst.

Ingediend door de Regering, n° 283/1 van 14 februari 1969.

14 mei 1969. — Verzonden naar de subcommissie.

Amendementen van : 1° de heer Gillet; 2° de heer Lindemans, n° 283/2 van 14 mei 1969.

Subamendement van de heer Van Lidth de Jeude, n° 283/3 van 27 november 1969.

Verslaggever : de heer Boel.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 29 september 1971.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 3 maart 1972.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 31 januari 1974.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 20 juni 1974.

Huwelijksbureaus :

Wetsvoorstel ertoe strekkend de opening en de exploitatie van huwelijksbureaus te regelen en te controleren.

Ingediend door de heer Defosset, n° 422/1 van 6 februari 1975.

Buitenlandse Zaken :*Oorlog :*

Wetsontwerp betreffende het tegengaan van de ernstige inbreuken op de internationale overeenkomsten van Genève van 12 augustus 1949.

Ingediend door de Regering, n° 577/1 van 27 mei 1963.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 16 april 1965.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 30 juni 1966.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 1 maart 1968.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 11 januari 1969.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 29 september 1971.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 3 maart 1972.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 31 januari 1974.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 20 juni 1974.

Amendementen van de heer Bourgeois, n° 645/2 van 27 augustus 1975.

Verslaggever : de heer Uyttendaele.

Burgerlijk recht :*Burgerlijke verantwoordelijkheid :*

Wetsvoorstel tot uitbreiding van de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorvoertuigen tot de rijwielen en de rijwielen met hulpmotor.

Ingediend door de heer Cantillon, n° 813/1 van 9 maart 1976.

Burgerlijke stand :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 57bis, 312 en 331 van het Burgerlijk Wetboek.

Ingediend door de heer Uyttendaele, n° 311/1 van 26 november 1974.

Amendementen van M^{re} Demeester-De Meyer, n° 311/2 van 20 februari 1976.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van Boek I, Titel VII, Hoofdstuk III, Afdeling II van het Burgerlijk Wetboek.

Ingediend door de heer Uyttendaele, n° 346/1 van 5 december 1974.

Amendementen van M^{re} Demeester-De Meyer, n° 346/2 van 20 februari 1976.

3. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 57 van het Burgerlijk Wetboek betreffende akten van de burgerlijke stand.

Ingediend door de heer De Vlies, n° 393/1 van 14 januari 1975.

4. Wetsvoorstel tot opheffing van artikel 80, derde lid, van het Burgerlijk Wetboek.

Ingediend door de heer Cools (B.), n° 561/1 van 22 mei 1975.

Amendement van de heer Cumps, n° 561/2 van 12 november 1975.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 55 en 56 van het Burgerlijk Wetboek inzake de aangiften van geboorte.

Ingediend door de heer Bourgeois, n° 669/1 van 15 oktober 1975.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van het Burgerlijk Wetboek ten einde de onwettige kinderen gelijk te stellen met wettige kinderen.

Ingediend door de heer Claes (A.), n° 861/1 van 27 april 1976.

Burgerlijk Wetboek :

Wetsvoorstel tot benoeming van een koninklijke commissaris voor de studie van de globale hervorming van het Burgerlijk Wetboek.

Ingediend door de heer Verhaegen, n° 773/1 van 5 februari 1976.

Erfenissen

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 793 van het Burgerlijk Wetboek.

Ingediend door de heer Parisis, n° 237/1 van 8 oktober 1974.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van Boek III, Hoofdstuk IV, Eerste Afdeling van het Burgerlijk Wetboek.

Ingediend door de heer Uyttendaele, n° 310/1 van 26 november 1974.

Amendementen van Mevr. Demeester-De Meyer, n° 310/2 van 20 februari 1976.

Huurovereenkomsten :

Wetsvoorstel tot regeling van de huurprijzen van woningen.

Ingediend door de heer Mangelschots, n° 178/1 van 10 juli 1974.

Huwelijk :

1. Wetsvoorstel tot opheffing van de artikelen 76, 5°, 151, 152, 153 en 154 en tot wijziging van de artikelen 155bis en 158 van het Burgerlijk Wetboek.

Ingediend door de heer Vandamme, n° 40/1 van 14 mei 1974.

2. Wetsvoorstel betreffende de vereisten om een huwelijk aan te gaan.

Ingediend door de heer Cumps, n° 379/1 van 19 december 1974.

3. Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 226octies in het Burgerlijk Wetboek ten einde de bekaamheid van de gehuwde vrouw uit te breiden tot bepaalde spaardeposito's.

Ingediend door de heer Degroeve, n° 430/1 van 20 februari 1975.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 213 van het Burgerlijk Wetboek betreffende de keuze van de echtelijke verblijfplaats.

Ingediend door de heer Bila, n° 542/1 van 13 mei 1975.

5. Wetsvoorstel tot interpretatie van de artikelen 203 en 1409, 5°, van het Burgerlijk Wetboek.

Ingediend door Mevr. Ryckmans-Corin, n° 728/1 van 3 december 1975.

Huwelijkscontract :

Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 70bis in het Burgerlijk Wetboek, waarbij de ambtenaar van de burgerlijke stand verplicht wordt de echtgenoten voor te lichten over de mogelijkheid af te wijken van het wettelijk huwelijksgoederenstelsel.

Ingediend door M^{re} Mathieu-Mohin, n° 774/1 van 5 februari 1976.

Inboorlingschap :

Wetsontwerp op de Belgische nationaliteit.

Ingediend door de Regering, n° 915/1 van 3 maart 1971.

Amendementen van de heer Dhoore, n° 915/2 van 18 juni 1971.

Amendementen van de heer Califice, n° 915/3 van 2 juli 1971.

6 juli 1971. — Verzonden naar de Commissie voor de Naturalisaties voor advies (Verslaggever : de heer Dhoore).

Amendementen van de heer Levaux, n° 915/4 van 8 juli 1971.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 29 september 1971.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 3 maart 1972.

19 april 1972. — Verzonden naar de Subcommissie.

Amendementen van de Regering, n° 222/2 van 8 mei 1972.

Amendementen van de heer Suykerbuyk, n° 222/3 van 25 april 1973.
 Amendementen van de Regering, n° 222/4 van 16 mei 1973.
 Amendement van de Regering, n° 222/5 van 17 juli 1973.
 Verslaggevers: de heren Suykerbuyk en Van Lidth de Jeude.
 Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 31 januari 1974.
 De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 20 juni 1974.

Ouderlijke macht:

Wetsvoorstel ertoe strekkende in de Franse versie van de wetteksten de uitdrukking « puissance paternelle » te vervangen door de uitdrukking « autorité parentale ».

Ingediend door Mevr. Ryckmans-Corin, n° 719/1 van 27 november 1975.

Verslaggever: de heer Uyttendaele.

Rechtspersoonlijkheid:

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 27 juni 1921 waarbij aan de verenigingen zonder winstgevend doel en aan de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend.

Ingediend door de heer Baudson, n° 437/1 van 20 februari 1975.

Scheiding en echtscheiding:

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 232 van het Burgerlijk Wetboek en van artikel 1270bis van het Gerechtelijk Wetboek betreffende de echtscheiding.

Ingediend door de heer Degroove, n° 429/1 van 20 februari 1975.

Vaderschap en afstameling:

Wetsvoorstel tot opheffing van de ongelijke behandeling tussen wettige en natuurlijke kinderen.

Ingediend door de heer Geldolf, n° 965/1 van 2 juli 1976.

Voogdij:

Wetsontwerp betreffende het beheer over effectendeposito's, boekjes en andere rekeningen op naam van minderjarigen.

Ingediend door de Regering, n° 603/1 van 24 februari 1970.

Amendementen van de Regering, n° 603/2 van 25 maart 1970.

Amendementen van de heer Saint-Remy, n° 603/3 van 14 april 1970.

Amendement van de Regering, n° 603/4 van 12 mei 1970.

Amendementen van de Regering, n° 603/5 van 24 juni 1970.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 29 september 1971.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 3 maart 1972.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 31 januari 1974.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 20 juni 1974.

Burgerlijke rechtspleging:

Wetsvoorstel betreffende de rechtsplegingsvergoeding en de bepaling ervan.

Ingediend door de heer Vandamme, n° 598/1 van 11 juni 1975.

Verslaggever: de heer Claes (A.).

Erediensten:

1. Wetsvoorstel tot erkenning van de mohammedaanse godsdienst in België.

Ingediend door de heer Vandamme, n° 39/1 van 14 mei 1974.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van het keizerlijk decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken.

Ingediend door de heer Fiévez, n° 435/1 van 20 februari 1975.

Handel en Nijverheid:

Organisatie van het bedrijfsleven:

Wetsvoorstel tot oprichting van groeperingen tot economische samenwerking.

Ingediend door de heer Desmaret, n° 506/1 van 15 april 1975.

Verslaggever: de heer Suykerbuyk.

Wapens en munitie:

1. Wetsontwerp op de wapens en munitie.

Ingediend door de Regering, n° 635/1 van 8 april 1970.

Amendement van de heer Gillet, n° 635/2 van 13 mei 1970 (ingetrokken door de auteur).

13 mei 1970. — Verzonden naar de subcommissie.

Amendementen van de heer Cornet d'Elzius, n° 635/3 van 2 juni 1970.

Amendement van de heer Suykerbuyk, n° 635/4 van 16 juni 1970.

Amendementen van de heer Duerinck, n° 635/5 van 5 november 1970.

Amendementen van de heer Conlonvaux, n° 635/6 van 17 november 1970.

Amendementen van de heer Belmans, n° 635/7 van 30 november 1970.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 29 september 1971.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 3 maart 1972.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 31 januari 1974.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 20 juni 1974.

2. Wetsvoorstel tot regeling van het gebruik van vuur- en sportwapens.

Ingediend door de heer Baudson, n° 50/1 van 14 mei 1974.

3. Wetsvoorstel op de wapens en munitie.

Ingediend door de heer Suykerbuyk, n° 1051/1 van 22 december 1976.

Handelsrecht:

Wetsontwerp tot wijziging van Boek II van het Wetboek van koophandel ten aanzien van de beperking van de aansprakelijkheid van eigenaars van zeeschepen en binnenvaartuigen.

Ingediend door de Regering, n° 448/1 van 21 november 1972.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 31 januari 1974.

De vervallenverklaring wordt opgeheven door de wet van 20 juni 1974.

Amendement van de Regering, n° 764/2 van 5 januari 1976.

Amendement van de heer Geldolf, n° 746/3 van 22 april 1976.

Verslaggever: de heer Suykerbuyk.

Faillissement:

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 442 van Boek III van het Wetboek van Koophandel betreffende het faillissement, de bankbreuk en het uitstel van betaling.

Ingediend door de heer Havelange, n° 716/1 van 27 februari 1975.

Vennootschappen:

1. Wetsontwerp betreffende de groeperingen voor bedrijfseconomische samenwerking.

Ingediend door de Regering, n° 848/1 van 8 april 1976.

Amendementen van de heer Verhaegen, n° 848/2 van 18 februari 1977.

Amendementen van: 1° de Regering; 2° de heer Verhaegen, n° 848/3 van 3 maart 1977.

Verslaggever: de heer Suykerbuyk.

2. Wetsontwerp tot wijziging van de wetten op de handelsvennootschappen, gecoördineerd op 30 november 1935.

Ingediend door de Regering, n° 1024/1 van 26 februari 1976.

Informatie:

Wetsvoorstel betreffende het verspreiden van al dan niet gedrukte geschriften in openbare plaatsen.

Ingediend door de heer Bila, n° 357/1 van 10 december 1974.

Jacht:

Wetsvoorstel tot vergoeding van wildschade.

Ingediend door de heer Remacle (L.), n° 787/1 van 18 februari 1976.

Jeugd:

1. Wetsontwerp waarbij de toepassing van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming wordt uitgebreid tot minderjarigen wier ouders, voogden of personen die er de bewaring over hebben, in het buitenland verblijven en aldaar onder de Belgische militaire rechtsmacht vallen.

Ingediend door de Regering, n° 1065/1 van 29 juli 1971.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 29 september 1971.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 3 maart 1972.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 31 januari 1974.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 20 juni 1974.

2. Wetsontwerp tot aanvulling van de wet van 15 juli 1960 tot zedelijke bescherming van de jeugd.

Ingediend door de Regering, n° 988/1 van 24 september 1976.

3. Wetsvoorstel tot interpretatie van de artikelen 6, vierde lid, en 71 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming. Ingediend door M^w Ryckmans-Corin, n° 1042/1 van 16 december 1976.

Verslaggever: de heer De Kerpel.

Leger:

Militair gerecht:

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 45 van de wet van 15 juni 1899 houdende titel I en titel II van het Wetboek van strafrechtspleging voor het leger, gewijzigd bij artikel 5 van de wet van 31 juli 1947.

Ingediend door de heer Suykerbuyk, n° 884/1 van 20 mei 1976.

Verslaggever: de heer Belmans.

Publiek recht:

Ministers:

Wetsonwerp tot uitvoering van artikel 90 van de Grondwet.

Ingediend door de Regering, n° 651/1 van 3 oktober 1975.

Amendementen van de heer Uyttendaele, n° 651/2 van 28 april 1976.

Rechterlijke inrichting:

1. Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek evenals van andere wetsbepalingen betreffende sommige onverenigbaarheden.

Ingediend door de Regering, n° 255/1 van 30 mei 1972.

Amendement van de heer Flamant, n° 255/2 van 6 juni 1972.

Verslag van de heer Dejardin, n° 255/3 van 19 juni 1972.

22 juni 1972. — Verzonden naar de Verenigde Commissies voor de Justitie en voor de Tewerkstelling en de Arbeid.

Aanvullend verslag van de heer Dejardin, n° 255/4 van 22 november 1972.

28 februari 1973. — Opnieuw verzonden naar de Verenigde Commissies voor de Justitie en voor de Tewerkstelling en de Arbeid.

Amendementen van de Regering, n° 255/5 van 2 juli 1973.

Subamendement van de Regering, n° 255/6 van 25 oktober 1973.

Tweede aanvullend verslag van de heer Dejardin, n° 255/7 van 25 oktober 1973.

Amendementen van de heer Delporte, n° 255/8 van 30 oktober 1973.

Advies van de Raad van State, n° 255/9 van 10 januari 1974.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 31 januari 1974.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 20 juni 1974.

27 juni 1974. — Opnieuw verzonden naar de Verenigde Commissies voor de Justitie en voor de Tewerkstelling en de Arbeid.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 450 van het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de heer Vandamme, n° 41/1 van 14 mei 1974.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 23, eerste lid, van de overgangsbepalingen van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de heer Parisi, n° 193/1 van 12 juli 1974.

Amendement van de heer Bourgeois, n° 193/2 van 12 november 1975.

4. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 728 van het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de heer Levaux, n° 268/1 van 16 oktober 1974.

5. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 628, 8°, van het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de heer Havelange, n° 418/1 van 29 januari 1975.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 1409 van het Gerechtelijk Wetboek inzake het beslag en de afstand van het loon.

Ingediend door de heer Baert, n° 444/1 van 20 februari 1975.

7. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 581 van het Gerechtelijk Wetboek inzake de vertegenwoordiging van de zelfstandigen bij de arbeidsrechtbanken.

Ingediend door de heer Verhaegen, n° 568/1 van 27 mei 1975.

8. Wetsvoorstel houdende wijziging van de artikelen 573, 2° en 590 van het Gerechtelijk Wetboek tot aanpassing van de bevoegdheid van de rechtbank van koophandel en tot verruiming van de bevoegdheid van de vrederechter.

Ingediend door de heer Bourgeois, n° 667/1 van 15 oktober 1975.

9. Wetsvoorstel tot opheffing van artikel 156 van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de heer Bourgeois, n° 673/1 van 15 oktober 1975.

10. Wetsvoorstel tot instelling van gezinsgerechten.

Ingediend door de heer Barbeaux, n° 733/1 van 5 december 1975.

11. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 3 van het bijvoegsel bij het Gerechtelijk Wetboek betreffende de gebiedsomschrijving en zetel van hoven en rechtbanken.

Ingediend door de heer Belmans, n° 749/1 van 6 januari 1976.

Verslaggever: de heer Claes (A.).

12. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 1193 van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de heer Verhaegen, n° 957/1 van 1 juli 1976.

13. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 750 van het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door M^w Pétry, n° 1005/1 van 28 oktober 1976.

Arbeidsrechtbanken:

1. Wetsvoorstel tot intrekking van het koninklijk besluit van 8 februari 1974 tot opheffing van de afdeling Philippeville van de arbeidsrechtbank te Dinant.

Ingediend door de heer Bila, n° 59/1 van 16 mei 1974.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek met het oog op de toekenning van strafrechtelijke bevoegdheid aan de arbeidsgerechten.

Ingediend door M^w Pétry, n° 1016/1 van 18 november 1976.

Gerechtskosten:

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 2 en 7 van het koninklijk besluit van 12 september 1969 tot vaststelling voor de uitvoering van artikel 1022 van het Gerechtelijk Wetboek, van het tarief van de door de rechter toegekende invorderbare kosten.

Ingediend door de heer Vandamme, n° 42/1 van 14 mei 1974.

2. Wetsvoorstel houdende wijziging van het koninklijk besluit van 30 november 1970 tot vervanging van het koninklijk besluit van 12 september 1969 tot vaststelling voor de uitvoering van artikel 1022 van het Gerechtelijk Wetboek, van het tarief van de door de rechter toegekende invorderbare kosten.

Ingediend door de heer Suykerbuyk, n° 901/1 van 3 juni 1976.

Verslaggever: de heer Claes (A.).

Magistraten:

1. Wetsvoorstel tot interpretatie van artikel 391 van het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de heer Parisi, n° 239/1 van 8 oktober 1974.

2. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 393 van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de heer Parisi, n° 240/1 van 8 oktober 1974.

3. Wetsvoorstel betreffende de benoemingsvoorwaarden in de rechterlijke macht.

Ingediend door M^w Ryckmans-Corin, n° 378/1 van 19 december 1974.

Verslaggever: de heer Verberckmoes.

4. Wetsvoorstel tot aanvulling van de artikelen 287 en 383 van het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door M^w Ryckmans-Corin, n° 670/1 van 15 oktober 1975.

Verslaggever: de heer Uyttendaele.

Notarissen, pleitbezorgers, deurwaarders:

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 510 van het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de heer Hubaux, n° 760/1 van 22 januari 1976.

Personeel :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 7 juli 1969 tot vaststelling van de personeelsformatie van de arbeidshoven en -rechtbanken voor wat de arbeidsrechtbank van Aarlen betreft.
Ingediend door de heer Michel, n° 76/1 van 28 mei 1974.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 1 van de wet van 7 juli 1969 tot vaststelling van de personeelsformatie van de arbeidshoven en -rechtbanken.
Ingediend door de heer Ducobu, n° 87/1 van 30 mei 1974.
3. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 1 van de wet van 7 juli 1969 tot vaststelling van de personeelsformatie voor de arbeidshoven en -rechtbanken voor wat de arbeidsrechtbank van Leuven betreft.
Ingediend door de heer Henckens, n° 211/1 van 18 juli 1974.
4. Wetsvoorstel tot wijziging wat betreft de arbeidsrechtbank te Hoi, van de wet van 7 juli 1969 tot vaststelling van de personeelsformatie van de arbeidshoven en -rechtbanken.
Ingediend door de heer Hubin, n° 270/1 van 17 oktober 1974.
5. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 264, 2°, van het Gerechtelijk Wetboek betreffende de voorwaarden voor de benoeming tot hoofdgriffier van een rechtbank van eerste aanleg, van een arbeidsrechtbank of van een rechtbank van koophandel.
Ingediend door de heer Bourgeois, n° 287/1 van 6 november 1974.
6. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 16 van de overgangsbepalingen van het Gerechtelijk Wetboek.
Ingediend door de heer Willems, n° 347/1 van 5 december 1974.
7. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek en van de wet van 21 juli 1844 op de burgerlijke en kerkelijke pensioenen.
Ingediend door de heer Grafé, n° 377/1 van 19 december 1974.
Verslaggever : de heer Uyttendaele.
8. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 8 april 1971 tot organisatie van een gerechtelijke stage.
Ingediend door M^{re} Pétry, n° 387/1 van 9 januari 1975.
9. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 161 van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek in verband met de benoeming van griffiers-hoofden van dienst.
Ingediend door de heer Bourgeois, n° 494/1 van 27 maart 1975.
10. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 7 juli 1969 tot vaststelling van de personeelsformatie van de arbeidshoven en -rechtbanken, wat betreft de arbeidsrechtbank te Luik.
Ingediend door de heer Mathot, n° 513/1 van 15 april 1975.
11. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 264 van het Gerechtelijk Wetboek.
Ingediend door de heer Henckens, n° 634/1 van 26 juni 1975.
12. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek wat betreft de voorwaarden inzake bevordering van de leden van de arbeidsgerechten.
Ingediend door de heer Desmarets, n° 665/1 van 15 oktober 1975.
13. Wetsvoorstel tot aanvulling van de artikelen 9 en 29 van de overgangsbepalingen van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek.
Ingediend door de heer Suykerbuyk, n° 891/1 van 25 mei 1976.
Verslaggever : de heer Claes (A.).
14. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 478 van het Gerechtelijk Wetboek ten einde het aantal advocaten bij het Hof van Cassatie te verhogen.
Ingediend door de heer Duvieusart, n° 1084/1 van 10 februari 1977.

Rechtbanken van koophandel :

- Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 1 van de wet van 25 juli 1974 tot vaststelling van de personeelsformatie van de rechtbanken van koophandel.
Ingediend door de heer De Vlies, n° 676/1 van 16 oktober 1975.

Talen :

1. Wetsontwerp tot wijziging van artikel 7, § 1bis, van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken.
Ingediend door de Regering, n° 79/1 van 28 februari 1972.
Verslag van de heer Baert, n° 79/2 van 4 mei 1972.

- 10 mei 1972. — Opnieuw verzonden naar de commissie.
Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 31 januari 1974.
De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 20 juni 1974.
2. Wetsontwerp tot opheffing van artikel 5, § 4, van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken.
Ingediend door de Regering, n° 118/1 van 14 maart 1972.
Amendementen van de heer Schyns, n° 118/2 van 11 april 1972.
Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 31 januari 1974.
De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 20 juni 1974.
3. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 4, § 1, van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken, gewijzigd bij de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek.
Ingediend door de heer Havelange, n° 414/1 van 29 januari 1975.
4. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 4, § 2, eerste lid, van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken, gewijzigd bij de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek.
Ingediend door de heer Havelange, n° 415/1 van 29 januari 1975.
5. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 36 van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken.
Ingediend door de heer Havelange, n° 416/1 van 29 januari 1975.
6. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken.
Ingediend door de heer Havelange, n° 417/1 van 29 januari 1975.
7. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken.
Ingediend door de heer Desmarets, n° 633/1 van 26 juni 1975.
8. Wetsvoorstel tot oprichting van een Duitstalig Hof van assisen.
Ingediend door de heer Ylief en M^{re} Pétry, n° 824/1 van 17 maart 1976.
9. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken.
Ingediend door de heer Schyns, n° 918/1 van 10 juni 1976.

Vrederechten :

- Wetsvoorstel tot wijziging van de indeling van de vrederechten.
Ingediend door de heer Barbeaux, n° 762/1 van 22 januari 1976.

Wedden :

1. Wetsvoorstel tot toekenning van de weddebijslag voorzien in artikel 369, 4° van het Gerechtelijk Wetboek, aan de hoofdgriffiers van de rechtbanken van eerste aanleg waarvan het rechtsgebied minder dan 500 000 inwoners telt.
Ingediend door de heer Vandamme, n° 159/1 van 3 juli 1974.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van sommige bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek betreffende de wedden van de magistraten van de rechterlijke orde en de wedden van de griffiers en secretarissen van de parketten.
Ingediend door de heer Suykerbuyk, n° 428/1 van 20 februari 1975.
Amendement van de heer Havelange, n° 428/2 van 24 april 1975.

Spelen en weddenschappen :

- Wetsvoorstel waarbij de automatische ontspanningstoestellen verboden worden.
Ingediend door de heer Defosset, n° 169/1 van 9 juli 1974.

Strafrecht :**Bescherming van het privé-leven.**

- Wetsvoorstel tot vrijwaring van de privacy met betrekking tot de informatie en bescherming tegen het misbruiken van inlichtingen die per computer worden behandeld.
Ingediend door de heer Vansteenkiste (L.), n° 811/1 van 3 maart 1976.

Dieren :

1. Wetsvoorstel op de dierenbescherming.
Ingediend door de heer Gillet en M^{re} Mathieu-Mohin, n° 605/1 van 12 juni 1975.

Verslag van de heer Claes (A.), n° 605/2 van 26 juni 1975.
Amendementen van de heer Moock, n° 605/3 van 29 januari 1976.

2. Wetsvoorstel houdende verbod op het verwerken van vellen van pasgeboren zeehonden.

Ingediend door de heer Gillet, n° 1078/1 van 8 februari 1977.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 2 juli 1975 op de dierenbescherming.

Ingediend door de heer Gillet en M^w Mathieu-Mohin, n° 1085/1 van 10 februari 1977.

Goede zeden :

1. Wetsvoorstel waarbij het afgeven van een getuigschrift van goed zedelijk gedrag wordt verboden.

Ingediend door de heer Degroeve, n° 431/1 van 20 februari 1975.

2. Wetsvoorstel betreffende de zwangerschapsonderbreking.

Ingediend door M^w Dinant, n° 1061/1 van 18 januari 1977.

Maatschappelijk onaangepasten :

Wetsontwerp betreffende de maatschappelijk onaangepasten.

Ingediend door de Regering, n° 1014/1 van 17 juni 1971.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 29 september 1971.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 3 maart 1972.

Amendement van de Regering, n° 260/2 van 31 mei 1972.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 31 januari 1974.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 20 juni 1974.

Misbruik :

Wetsontwerp tot wijziging van de artikelen 185, 186, 187 en 228 van het Strafwetboek en tot invoeging in dat Wetboek van een artikel 184bis.

Ingediend door de Regering, n° 857/1 van 20 augustus 1964.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 16 april 1965.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 30 juni 1966.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 1 maart 1968.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 11 januari 1969.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 29 september 1971.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 3 maart 1972.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 31 januari 1974.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 20 juni 1974.

Onvrijwillige doding :

Wetsvoorstel betreffende het invoeren van de waarschuwingsverplichting bij gevallen van dreigend ernstig gevaar.

Ingediend door de heer Geldolf, n° 106/1 van 19 juni 1974.

Racisme :

Wetsvoorstel tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden.

Ingediend door de heer Glinne, n° 54/1 van 16 mei 1974.

Advies van de Raad van State, n° 54/2 van 8 april 1975.

Amendementen van de Regering, n° 54/3 van 29 oktober 1975.

Strafrechtelijke geldboeten :

Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 5 maart 1952 betreffende de opdecimes op de strafrechtelijke geldboeten, ter aanpassing van het bedrag der geldboeten aan de bestaansmiddelen van de veroordeelden.

Ingediend door de Regering, n° 592/1 van 17 februari 1970.

Amendementen van de heer Charpentier, n° 592/2 van 1 april 1970.

Verslaggever : de heer Mathys.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 29 september 1971.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 3 maart 1972.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 31 januari 1974.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 20 juni 1974.

Veiligheid van de Staat :

1. Wetsontwerp betreffende diensten bij een leger- of een troepenmacht die zich op het grondgebied van een vreemde Staat bevindt.

Ingediend door de Regering, n° 478/1 van 14 november 1967.

Amendementen van de heer Saintraint, n° 478/2 van 4 december 1967.

Amendementen van de heer Glinne, n° 478/3 van 5 december 1967.

Verslag van de heer Lindemans, n° 478/4 van 20 december 1967.

Amendementen van de heer Le Grève, n° 478/5 van 8 januari 1968.

Amendementen van de heer Glinne, n° 478/6 van 8 januari 1968.

Amendement van de Regering, n° 478/7 van 9 januari 1968.
11 januari 1968. — Opnieuw verzonden naar de Commissie voor de Justitie.

Amendementen van : 1° de heer Defraigne ; 2° de heer Pierson, n° 478/8 van 16 januari 1968.

Subamendement van de heer Glinne, n° 478/9 van 24 januari 1968.

Aanvullend verslag van de heer Lindemans, n° 478/10 van 31 januari 1968.

Amendementen van de heer Le Grève, n° 478/11 van 31 januari 1968.

Amendement van de heer Saintraint, n° 478/12 van 5 februari 1968.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 1 maart 1968.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 11 januari 1969.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 29 september 1971.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 3 maart 1972.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 31 januari 1974.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 20 juni 1974.

2. Wetsontwerp waarbij private milities en groepen die ertoe strekken om door hun handelingen de openbare orde of veiligheid te verstoren, worden verboden.

Ingediend door de Regering, n° 430/1 van 3 november 1972.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 31 januari 1974.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 20 juni 1974.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 29 juli 1934 waarbij de private milities verboden worden, en houdende ontbinding van die milities.

Ingediend door de heer Gillet, n° 450/1 van 27 februari 1975.

4. Wetsvoorstel betreffende de non-interventie van Belgen of van in België verblijvende of doorreizende vreemdelingen in de Angolese burgeroorlog.

Ingediend door de heer Glinne, n° 772/1 van 5 februari 1976.

Amendementen van de heer Glinne, n° 772/2 van 19 januari 1977.

Vrijwillige doding :

Wetsvoorstel ertoe strekkend in het Strafwetboek een artikel 397bis (nieuw) in te voegen met betrekking tot de veroordeling van de handelaars in verdoevende middelen.

Ingediend door de heer Gillet, n° 301/1 van 20 november 1974.

Zinnebeelden :

Wetsvoorstel tot beteugeling van smaad aan de nationale vlag.

Ingediend door de heer Parisi, n° 148/1 van 3 juli 1974.

Amendementen van : 1° de heer Uyttendaele ; 2° de heer Claes (A.), n° 148/2 van 18 februari 1975.

Amendementen van : 1° de heer Bourgeois ; 2° de heer Kempinaire, n° 148/3 van 26 februari 1975.

Verslag van de heer Suykerbuyk, n° 148/4 van 23 mei 1975.

Amendement van de heer Dehousse, n° 148/5 van 5 juni 1975.

5 juni 1975. — Opnieuw verzonden naar de Commissie.

Amendementen van : 1° de heer Monard ; 2° de heer Dehousse, n° 148/6 van 18 juni 1975.

Strafvordering :

1. Wetsontwerp betreffende de strafregisters.

Ingediend door de Regering, n° 1046/1 van 12 april 1965.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 16 april 1965.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 30 juni 1966.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 1 maart 1968.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 11 januari 1969.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 29 september 1971.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 3 maart 1972.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 31 januari 1974.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 20 juni 1974.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 203 van het Wetboek van strafvordering.

Ingediend door de heer Bila, n° 282/1 van 29 oktober 1974.

Vreemdelingen :

1. Wetsvoorstel houdende verbod om in voor het publiek toegankelijke plaatsen verbodsmaatregelen te treffen ten aanzien van de vreemdelingen.

Ingediend door de heer Mangelschots, n° 22/1 van 9 mei 1974.

2. Wetsvoorstel houdende verbod om aan vreemdelingen de toegang te ontzeggen tot de voor iedereen toegankelijke inrichtingen.

Ingediend door de heer Olaerts, n° 32/1 van 14 mei 1974.

3. Wetsvoorstel betreffende de toegang van vreemdelingen tot en hun verblijf en vestiging op Belgisch grondgebied.

Ingediend door de heer Glinne, n° 195/1 van 17 juli 1974.

20 oktober 1976. — Verzonden naar de Subcommissie.

Verslaggevers : de heren Bourgeois en Claes (A.).

4. Wetsvoorstel betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf en de vestiging van vreemdelingen.

Ingediend door de heer Levaux, n° 196/1 van 17 juli 1974.

20 oktober 1976. — Verzonden naar de Subcommissie.

Verslaggevers : de heren Bourgeois en Claes (A.).

5. Wetsontwerp betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.

Ingediend door de Regering, n° 653/1 van 6 oktober 1975.

Amendementen van de heer Dejardin, n° 653/2 van 18 februari 1976.

Amendementen van de heer Bourgeois, n° 653/3 van 26 februari 1976.

Amendementen van de heer Levaux, n° 653/4 van 5 maart 1976.

Amendement van de heer Uyttendaele, n° 653/5 van 28 april 1976.

Amendementen van de heer Dejardin, n° 653/6 van 4 mei 1976.

Amendement van de heer Dejardin, n° 653/7 van 13 mei 1976.

Verslaggevers : de heren Bourgeois en Claes (A.).

Amendement van de heer Bourgeois, n° 653/8 van 9 december 1976.

Amendementen van de heer Bourgeois, n° 653/9 van 16 december 1976.

Amendement van de Regering, n° 653/10 van 23 december 1976.

Amendementen van de heer Dejardin, n° 653/11 van 19 januari 1977.

Amendementen van de heer Bourgeois, n° 653/12 van 20 januari 1977.

Amendementen van de heer Bourgeois, n° 653/13 van 28 januari 1977.

Amendementen van de heer Bourgeois, n° 653/14, van 8 februari 1977.

Amendementen van de heer Dejardin, n° 653/15 van 14 februari 1977.

Amendementen van de heer Dejardin, n° 653/16 van 18 februari 1977.

Amendementen van de heer Dejardin, n° 653/17 van 24 februari 1977.

Amendementen van de heer Bourgeois, n° 653/18 van 8 maart 1977.

Verslaggevers : de heren Bourgeois en Claes (A.).

6. Wetsvoorstel betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf en de vestiging van vreemdelingen.

Ingediend door de heer Remacle (L.), n° 763/1 van 22 januari 1976.

20 oktober 1976. — Verzonden naar de Subcommissie.

Verslaggevers : de heren Bourgeois en Claes (A.).

COMMISSIE VOOR DE LANDBOUW.

Burgerlijk recht :

Landpacht :

Wetsvoorstel tot invoeging in het Burgerlijk Wetboek van regels betreffende de loopbaanpacht in het bijzonder.

Ingediend door de heer Remacle (L.), n° 152/1 van 3 juli 1974.

Amendement van de heer Suykerbuyk, n° 152/2 van 15 januari 1975.

Handel en Nijverheid :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie en tot vrijwaring van de belangen van de landbouwers.

Ingediend door de heer Damseaux, n° 585/1 van 4 juni 1975.

Hulp en toelagen :

Wetsvoorstel tot invoering van de verplichting om in het kader van de verordening n° 1035/72 van de Europese Economische Gemeenschap uit de markt genomen landbouwprodukten uit te reiken aan instellingen met een sociaal doel of van algemeen nut en aan de behoeftigen.

Ingediend door de heer Burgeon, n° 449/1 van 27 februari 1975.

Jacht :

1. Wetsvoorstel waarbij de snelwegen, inzake jacht, gelijkgesteld worden met de autowegen.

Ingediend door de heer Barbeaux, n° 756/1 van 14 januari 1976.

2. Wetsvoorstel tot oprichting van een fonds voor het beheer van het wild en de vogels die onder de bepalingen van de jachtwet vallen.

Ingediend door de heer Suykerbuyk, n° 1006/1 van 3 november 1976.

Landbouw :

1. Wetsvoorstel tot aanmoediging van de multilaterale ruil in der minne van landbouwgronden.

Ingediend door de heer Michel, n° 17/1 van 2 mei 1974.

2. Voorstel van resolutie tot verhoging van de landbouwprijzen zoals is voorgesteld door de Commissie van de Europese Gemeenschappen.

Ingediend door de heer Picron, n° 801/1 van 26 februari 1976.

Onteigening :

Wetsvoorstel tot toekenning van een buitengewone tegemoetkoming aan landbouwers die ten gevolge van onteigening ten algemene nutte te kampen hebben met moeilijkheden.

Ingediend door de heer Picron, n° 479/1 van 20 maart 1975.

Verslaggever : de heer Vreven.

Waters en bossen :

Wetsvoorstel tot oprichting van een Waals bosbouwfonds.

Ingediend door de heer Pierret, n° 655/1 van 15 oktober 1975.

COMMISSIE VOOR DE LANDSVERDEDIGING.

Leger :

1. Wetsvoorstel houdende statuut van de soldaten en korporeals van het actief kader van de land-, de lucht- en de zeemacht.

Ingediend door de heer Niemegeers, n° 94/1 van 5 juni 1974.

2. Wetsvoorstel tot vervanging van artikel 29 van het reglement op de militaire tucht, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 30 december 1959 en tot opheffing van artikel 32 van het reglement op de garnizoensdienst.

Ingediend door de heer Dejardin, n° 129/1 van 25 juni 1974.

Burgerlijk personeel :

Wetsvoorstel betreffende de oprichting van een dienst van leken-raadgevers bij het leger.

Ingediend door de heer Mangelschots, n° 124/1 van 25 juni 1974.

Talen :

1. Wetsvoorstel tot aanvulling van de wet van 30 juli 1938 betreffende het taalgebruik in het leger.

Ingediend door de heer Mattheyssens, n° 887/1 van 20 mei 1976.

2. Wetsvoorstel houdende wijziging van artikel 10 van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger.

Ingediend door de heer Mattheyssens, n° 1056/1 van 12 januari 1977.

Vrouwelijk personeel :

Wetsvoorstel houdende statuut van het vrouwelijk militair personeel met de graad van officier en van onderofficier.

Ingediend door de heer Cudell, n° 285/1 van 29 oktober 1974.

Vervoer :**Luchtvaart :**

Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 23 juni 1930 over het inrichten van een aan krijgsmachtbaarheden onderworpen veiligheids gordel, rondom de vliegvelden door één of meer esca-drilles van het leger gebruikt.

Ingediend door de Regering, n° 227/1 van 22 augustus 1974.

Verslaggever : de heer Gheysen.

COMMISSIE VOOR HET LEEFMILIEU.**Leefmilieu :**

1. Wetsvoorstel houdende verplichting voor nieuwe bedrijven om een groene zone aan te leggen.

Ingediend door de heer Van Grembergen, n° 154/1 van 3 juni 1974.

2. Wetsvoorstel tot organisatie van de bescherming van het leefmilieu.

Ingediend door de heer Laridon, n° 161/1 van 4 juli 1974.

3. Wetsvoorstel tot inkrimping van de omvang van sommige verpakkingen met oog op de milieuhygiëne.

Ingediend door de heer Gillet, n° 544/1 van 14 mei 1975.

Verslaggever : M^r Demeester-De Meyer.

4. Wetsvoorstel met het oog op de oprichting van internationale ministercomités voor het leefmilieu.

Ingediend door de heer Gillet, n° 558/1 van 22 mei 1975.

5. Wetsvoorstel tot vaststelling van het hoogste toegelaten geluidsniveau aan de rand van een industriezone en in de nabijheid van woningen.

Ingediend door de heer Glinne, n° 596/1 van 11 juni 1975.

Volksgezondheid :

Wetsvoorstel betreffende de luchtverontreiniging veroorzaakt door uitlaatgassen van motorvoertuigen.

Ingediend door de heer Goemans, n° 103/1 van 13 juni 1974.

Verslaggever : de heer Smets.

COMMISSIE VOOR DE MIDDENSTAND.**Beroepen :****Architecten :**

Wetsvoorstel tot regeling van de onverenigbaarheid van het beroep van architect met dat van expert-schatter van onroerende goederen.

Ingediend door de heer Mangelschots, n° 122/1 van 25 juni 1974.

Consulent van kleine en middelgrote ondernemingen :

Wetsvoorstel op de bescherming van de titel van consulent van kleine en middelgrote ondernemingen.

Ingediend door de heer d'Alcantara, n° 204/1 van 17 juli 1974.

Expert-schatter :

Wetsvoorstel tot instelling van de titel van expert-schatter van onroerende goederen.

Ingediend door de heer Mangelschots, n° 123/1 van 25 juni 1974.

Maatschappelijk assistent :

Wetsvoorstel betreffende de uitoefening van het beroep van maatschappelijk assistent.

Ingediend door de heer Coens, n° 490/1 van 26 maart 1975.

Makelaars in onroerende goederen :

Wetsontwerp tot regeling van het beroep van makelaar in onroerende goederen en van het beroep van expert-adviseur in onroerende waarden.

Ingediend door de Regering, n° 940/1 van 24 juni 1976.

Amendement van de heer d'Alcantara, n° 940/2 van 16 december 1976.

Amendementen van de heer Content, n° 940/3 van 18 februari 1977.

Verslaggever : de heer d'Alcantara.

Handel en Nijverheid :

1. Wetsvoorstel tot voorlopige schorsing van de vestiging van grote distributieondernemingen.

Ingediend door de heer Damseaux, n° 16/1 van 2 mei 1974.

2. Wetsvoorstel waarbij sociaal-economische maatregelen worden getroffen ten gunste van zelfstandigen die aan het hoofd staan van kleine en middelgrote ondernemingen in moeilijkheden.

Ingediend door de heer Mattheyssens, n° 72/1 van 28 mei 1974.

Verslaggever : de heer Verhaegen.

3. Wetsvoorstel tot tijdelijke stopzetting van de vestiging van nieuwe en van de uitbreiding van bestaande grootwarenhuizen.

Ingediend door de heer Verberckmoes, n° 77/1 van 28 mei 1974.

4. Wetsvoorstel tot instelling van het ambt van onbudsman voor de consument.

Ingediend door de heer Degroove, n° 84/1 van 29 mei 1974.

14 januari 1975. — Verzonden naar de Verenigde Commissies voor de Economische Zaken en voor de Middenstand.

Verslaggever : de heer Delhay.

5. Voorstel van kaderwet betreffende de organisatie en de oriëntering van de distributie.

Ingediend door de heer Delhay, n° 100/1 van 12 juni 1974.

6. Wetsvoorstel tot instelling van een Nationaal Instituut voor de Verbruikers.

Ingediend door de heer Van Mechelen, n° 392/1 van 14 januari 1975.

29 april 1975. — Verzonden naar de Verenigde Commissies voor de Middenstand en voor de Economische Zaken.

7. Wetsvoorstel tot wijziging van de op 20 juli 1964 gecoördineerde wetten op het handelsregister en van de wet van 18 maart 1965 op het ambachtsregister.

Ingediend door de heer Suykerbuyk, n° 540/1 van 7 mei 1975.

Verslaggever : de heer Verhaegen.

Kleinhandel :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 14 juli 1971 betreffende de handelspraktijken.

Ingediend door de heer Degroove, n° 85/1 van 29 mei 1974.

14 januari 1975. — Verzonden naar de Verenigde Commissies voor de Middenstand en voor de Economische Zaken.

Organisatie van het bedrijfsleven :

Wetsvoorstel tot wijziging van de bij het koninklijk besluit van 10 september 1965 gecoördineerde wetten betreffende het Economisch en Sociaal Instituut voor de Middenstand.

Ingediend door de heer d'Alcantara, n° 825/1 van 17 maart 1976.

Sociale Verzekeringen :

Maatschappelijke zekerheid :

Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit n° 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen en tot wijziging van het koninklijk besluit van 19 december 1967 houdende algemeen reglement ter uitvoering van het koninklijk besluit n° 38 van 27 juli 1967.

Ingediend door de heer Defosset, n° 661/1 van 15 oktober 1975.

Ouderdom en vroegtijdige dood :

1. Wetsvoorstel tot verbetering van het pensioenstelsel der zelfstandigen inzake terugvordering van ten onrechte betaalde uitkeringen.

Ingediend door de heer d'Alcantara, n° 246/1 van 8 oktober 1974.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de koninklijke besluiten n° 50 en 72 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers en zelfstandigen.

Ingediend door M^{re} Ryckmans-Corin, n° 385/1 van 9 januari 1975.
Amendementen van M^{re} Verlack-Gevaert, n° 385/2 van 16 december 1975.

6 mei 1976. — Verzonden naar de Verenigde Commissies voor de Middenstand en voor de Sociale Voorzorg.

Verslaggever : de heer Plasman.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 16 van het koninklijk besluit n° 72 van 10 november 1976 betreffende het rust- en overlevingspensioen van de zelfstandige arbeiders.

Ingediend door de heer Baert, n° 443/1 van 20 februari 1975.

COMMISSIE VOOR DE NATIONALE OPVOEDING.

Onderwijs :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 30 van de wet van 29 mei 1959 betreffende het bewaarschoolonderwijs, het lager, middelbaar normaal-, technisch, kunst- en buitengewoon onderwijs, gewijzigd door de wet van 11 juli 1973.

Ingediend door de heer Vandemeulebroucke, n° 48/1 van 14 mei 1974.

2. Wetsvoorstel houdende weddebetoelaging van supplementaire prestaties, geleverd door leerkrachten van het officieel en het vrij gesubsidieerd onderwijs tijdens geïntegreerde werkweken.

Ingediend door de heer Vandemeulebroucke, n° 149/1 van 3 juli 1974.

3. Wetsvoorstel houdende verplichting om in de onderwijsinrichtingen van het Rijks-, het officieel en het vrij gesubsidieerd onderwijs jaarlijkse ontruimingsoefeningen te houden ter bescherming tegen brand.

Ingediend door de heer Vandemeulebroucke, n° 258/1 van 9 oktober 1974.

4. Wetsvoorstel tot gelijkschakeling van de weddeschalen van de kantonale en de Rijksinspectiekorpsen over het basisonderwijs.

Ingediend door de heer Vandemeulebroucke, n° 330/1 van 28 november 1974.

5. Wetsvoorstel tot regeling van de interimaire aanstellingen in het Rijksonderwijs.

Ingediend door de heer Vandemeulebroucke, n° 439/1 van 20 februari 1975.

Amendementen van de heer Urbain, n° 439/2 van 19 juni 1975.

6. Wetsvoorstel tot aanvulling van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende de bezoldigingsregeling van het onderwijzend personeel.

Ingediend door de heer Somers, n° 731/1 van 4 december 1975.

7. Wetsvoorstel tot bevordering van de tewerkstelling door beperking van cumulaties in het onderwijs.

Ingediend door de heer Olivier (M.), n° 893/1 van 26 mei 1976.

8. Voorstel van resolutie betreffende het statuut van het personeel van het gesubsidieerd onderwijs.

Ingediend door de heer Vandemeulebroucke, n° 1037/1 van 15 december 1976.

9. Voorstel van resolutie houdende hergroepering van alle onderwijsvormen.

Ingediend door de heer Vandemeulebroucke, n° 1038/1 van 15 december 1976.

10. Voorstel van resolutie tot oprichting van een gemeenschappelijke dienst voor het leerlingenvervoer.

Ingediend door de heer Vandemeulebroucke, n° 1039/1 van 15 december 1976.

11. Wetsvoorstel houdende publicatie van een jaarverslag betreffende de evolutie van de nationale schoolvraagstukken.

Ingediend door de heer Vandemeulebroucke, n° 1040/1 van 15 december 1976.

12. Wetsvoorstel houdende wijziging van het koninklijk besluit van 31 juli 1969 tot vaststelling van de wervings- en selectieambten waarvan de personeelsleden van het Rijksonderwijs

titularis moeten zijn om benoemd te kunnen worden in een bevorderingsambt in de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel der rijksonderwijsinrichtingen.

Ingediend door de heer Laridon, n° 1069/1 van 2 februari 1977.

13. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 5 van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen.

Ingediend door de heer Laridon, n° 1074/1 van 3 februari 1977.

Hoger onderwijs :

1. Wetsontwerp tot wijziging van de artikelen 2 en 21 van de gecoördineerde wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens.

Ingediend door de Regering, n° 563/1 van 17 mei 1973.

Amendement van de heer Swaelen, n° 563/2 van 22 mei 1973.

Amendementen van : 1° de Regering; 2° de heer Perin; 3° de heer Raskin, n° 563/3 van 29 mei 1973.

Amendement van de heer Kuijpers, n° 563/4 van 8 juni 1973.

Amendement van de heer Monard, n° 563/5 van 20 november 1973.

Amendementen van de heer Magnée, n° 563/6 van 10 januari 1974.

Verslaggever : de heer Laridon.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 31 januari 1974.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 20 juni 1974.

2. Wetsvoorstel tot aanvulling van de overgangsbepalingen van de wetten van 9 april 1965 en 6 juli 1972, houdende diverse maatregelen voor de universitaire expansie.

Ingediend door de heer Urbain, n° 92/1 van 5 juni 1974.

3. Wetsvoorstel betreffende het hoger onderwijs in de informatica en houdende organisatie van de studie van licentiaat-informaticus.

Ingediend door de heer Remacle (L.), n° 351/1 van 10 december 1974.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de gecoördineerde wetten op de toekenning der academische graden en het programma der universitaire examens.

Ingediend door de heer De Vlies, n° 394/1 van 16 januari 1975.

5. Wetsvoorstel houdende statuut van de Interuniversitaire Rijksfaculteit voor Landbouwwetenschappen te Gembloux.

Ingediend door de heer Mathot, n° 457/1 van 5 maart 1975.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het hoger onderwijs in de Rijksuniversiteiten.

Ingediend door de heer Swaelen, n° 515/1 van 22 april 1975.

7. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 28 april 1953 betreffende de inrichting van het universitair onderwijs van

de Staat, van de wet van 2 augustus 1960 betreffende de tussenkomst van de Staat in de financiering van de vrije universiteiten en van diverse inrichtingen voor hoger onderwijs en voor wetenschappelijk onderzoek en van de wet van 3 augustus 1960 houdende toekenning van sociale voordelen aan de universiteiten en gelijkgestelde inrichtingen, ten einde het de universiteiten en universitaire instellingen mogelijk te maken hun sport-infrastructuur uit te breiden.

Ingediend door de heer Diegenant, n° 998/1 van 12 oktober 1976.

8. Wetsvoorstel houdende organisatie van de studiën van grafisch ingenieur en van gegradueerde van het grafisch hoger onderwijs.

Ingediend door de heer Vandemeulebroucke, n° 1041/1 van 15 december 1976.

9. Wetsvoorstel houdende samensmelting van het Universitair Centrum Limburg en de Economische Hogeschool Limburg.

Ingediend door de heer Vandemeulebroucke, n° 1081/1 van 9 februari 1977.

Kleuter- en lager onderwijs :

Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 oktober 1966 tot vaststelling van de schoolbevolkingsnormen in de kleuter- en lagere scholen.

Ingediend door de heer Levaux, n° 683/1 van 30 oktober 1975.

Lager onderwijs :

1. Wetsvoorstel houdende oprichting van het ambt van part-time opvoeder voor het lager onderwijs.

Ingediend door de heer Vandemeulebroucke, n° 160/1 van 4 juli 1974.

2. Wetsvoorstel tot invoering van de geldelijke gelijkwaardigheid tussen de onderwijzer in dienst bij de strafinrichtingen en de onderwijzer in een lagere oefenschool van de Staat.

Ingediend door de heer De Beul, n° 182/1 van 10 juli 1974.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetten op het lager onderwijs, gecoördineerd op 20 augustus 1957 ten einde in het gesubsidieerd, officieel en vrij lager onderwijs voor meisjes

en jongens een gemeenschappelijk programma van manuele activiteiten en van beginselen van esthetica verplicht te maken. Ingediend door M^{re} Mathieu-Mohin, n° 938/1 van 23 juni 1976.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 69, § 1, tweede lid, van de gecoördineerde wetten op het lager onderwijs, gewijzigd bij de wet van 17 maart 1965.

Ingediend door de heer Vandemeulebroucke, n° 1015/1 van 18 november 1976.

Middelbaar onderwijs :

Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 augustus 1963 wijzigend het besluit van de Regent dd. 1 maart 1949 houdende de voorwaarden waaronder klassen en studieafdelingen in de Rijksinrichtingen voor middelbaar onderwijs mogen opgericht, behouden of afgeschaft worden en tot veralgemening van het ministerieel rondschrijven van 15 juni 1970 tot vaststelling van de schoolbevolkingsnormen in de eerste twee leerjaren van het vernieuwd onderwijs.

Ingediend door de heer Levaux, n° 851/1 van 21 april 1976.

Studietoelagen :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 19 juli 1971 betreffende de toekenning van studietoelagen en studieleningen.

Ingediend door de heer Vandemeulebroucke, n° 314/1 van 27 november 1974.

Verslaggever : de heer Otte.

Talen :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 30 juli 1963 houdende taalregeling in het onderwijs en van de gecoördineerde wetten van 18 juli 1966 op het gebruik van de talen in bestuurszaken.

Ingediend door de heer Defosset, n° 262/1 van 10 oktober 1974. 22 oktober 1974. — Verzonden naar de Verenigde Commissies voor de Nationale Opvoeding en voor de Binnenlandse Zaken.

Vervoer :

Voorstel van resolutie betreffende de met de plattelandsstreken verband houdende problemen.

Ingediend door de heer Nothomb, n° 668/1 van 15 oktober 1975.

COMMISSIE VOOR DE OPENBARE WERKEN.

Handel en Nijverheid :

Organisatie van het bedrijfsleven :

Wetsvoorstel betreffende de vernieuwing van plaatsen van economische bedrijvigheid.

Ingediend door de heer Urbain, n° 66/1 van 22 mei 1974.

Kunsten, Wetenschappen en Letteren :

Wetsvoorstel betreffende het aanbrengen van artistieke versieringen in gebouwen van openbaar nut.

Ingediend door de heer Baudson, n° 30/1 van 9 mei 1974.

Verslaggever : de heer Hubin.

Landbouw :

Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 28 december 1972 betreffende de inrichting en de toepassing van de ontwerp-gewestplannen en gewestplannen, ten einde de in de woongebieden gelegen landbouwbedrijven te beschermen.

Ingediend door de heer Barbeaux, n° 788/1 van 18 februari 1976.

Onteigeningen :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 26 juli 1962 betreffende de onteigeningen ten algemenen nutte en de concessie voor de bouw van autowegen.

Ingediend door de heer Damseaux, n° 559/1 van 22 mei 1975.

Oorlog :

Oorlogsschade :

Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 3 van de wet van 6 januari 1950 betreffende de voorschotten op de oorlogsschadevergoedingen inzake private goederen.

Ingediend door M^{re} Demeester-De Meyer, n° 95/1 van 6 juni 1974.

Openbare werken :

1. Wetsvoorstel tot oprichting van een Dijkenfonds.

Ingediend door de heer Verberckmoes, n° 786/1 van 17 februari 1976.

2. Wetsvoorstel tot schadeloosstelling van de handelaars die een veel kleinere winst hebben gemaakt ten gevolge van de uitvoering van werken van algemeen nut.

Ingediend door de heer Hubaux, n° 889/1 van 25 mei 1976.

Parlementair onderzoek :

Voorstel tot instelling van een commissie van parlementair onderzoek in verband met de verantwoordelijkheid voor de vertraging, de verhoogde kosten en de door de Staat verschuldigde schadevergoeding inzake de werken van Zeebrugge.

Ingediend door de heer Van Eynde, n° 974/1 van 7 juli 1976.

Stedebouw :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 17 van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedebouw.

Ingediend door de heer Suykerbuyk, n° 45/1 van 14 mei 1974. Verslaggever : de heer Nyffels.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 45 van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedebouw, gewijzigd bij de wet van 22 december 1970.

Ingediend door de heer Suykerbuyk, n° 46/1 van 14 mei 1974.

3. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 70bis van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en de stedebouw.

Ingediend door de heer Suykerbuyk, n° 432/1 van 20 februari 1975. Verslaggever : de heer Smets.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw, gewijzigd bij de wet van 22 december 1970.

Ingediend door de heer Sprockeels, n° 511/1 van 15 april 1975.
Amendementen van: 1° de heer Hansenne; 2° de heer Pierret, n° 511/2 van 3 juni 1976.

Verslaggever: de heer Flamant.

5. Wetsvoorstel waarbij een toelage wordt verleend voor werken die worden uitgevoerd om de toegang van gehandicapten tot gebouwen toegankelijk voor het publiek en toebehorende aan ondergeschikte besturen te vergemakkelijken.

Ingediend door de heer Claes (A.), n° 659/1 van 15 oktober 1975.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 57 van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw, gewijzigd bij de wet van 22 december 1970.

Ingediend door M^w Demeester-De Meyer, n° 1072/1 van 3 februari 1977.

Wetgevende Kamers :

Toezicht :

Wetsvoorstel tot instelling van een vaste gemengde parlementaire commissie belast met het toezicht op de overeenkomsten en de aannemingscontracten die afgesloten worden tussen de overheid en de vastgoedpromotoren, de aannemers van werken en de handelsvennootschappen die diverse uitrustingen leveren.

Ingediend door de heer Clerfayt, n° 315/1 van 27 november 1974.

Woningen :

1. Wetsvoorstel tot regeling van de stadsvernieuwing.

Ingediend door de heer Mathot, n° 307/1 van 26 november 1974.
Verslaggever: de heer Nyffels.

2. Wetsvoorstel houdende herziening van de financiering der investeringen van de bouwmaatschappijen tot nut van het algemeen en tot invoering van een huisvestingstoelage.

Ingediend door de heer Breyne, n° 361/1 van 12 december 1974.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 2 juli 1971 tot bekrachtiging van het koninklijk besluit van 10 december 1970 houdende de Huisvestingscode ten einde de huurders deel te laten hebben aan het beheer van woningscomplexen die zijn gebouwd door toedoen van de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting.

Ingediend door de heer Mathot, n° 486/1 van 25 maart 1975.

4. Wetsvoorstel tot het verstrekken van middelen voor een sociaal grondbeleid in het Vlaamse gewest.

Ingediend door M^w Demeester-De Meyer, n° 514/1 van 17 april 1975.

5. Wetsvoorstel tot bevordering van de bejaardenhuisvesting met zelfbeheer.

Ingediend door de heer Grootjans, n° 751/1 van 6 januari 1976.
Verslaggever: de heer Hubin.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 48, 2°, van de Huisvestingscode voor wat het Waalse gewest aangaat.

Ingediend door de heer Pierret, n° 798/1 van 26 februari 1976.

7. Wetsvoorstel houdende wijziging van het koninklijk besluit van 2 juli 1973 tot reglementering van het huurstelsel betreffende de woningen die aan de door de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting erkende vennootschappen of aan de Nationale Maatschappij zelf toebehoren.

Ingediend door de heer Smets, n° 1025/1 van 30 november 1976.

COMMISSIE VOOR DE SOCIALE VOORZORG.

Arbeid :

Lonen :

Wetsvoorstel waarbij ten voordele van de werknemers een recht op vergoed verlof wegens familiale omstandigheden wordt ingesteld.

Ingediend door de heer Van Acker, n° 325/1 van 27 november 1974.
Amendementen van de heer Demets, n° 325/2 van 30 april 1975.
Verslaggever: de heer Gondry.

Verlof :

1. Wetsvoorstel tot invoering van vakantiegeld voor invaliden en minder-validen.

Ingediend door de heer Declercq (T.), n° 179/1 van 10 juli 1974.
Amendement van de heer Lenssens, n° 179/2 van 19 maart 1975.
Verslaggever: de heer Deneir.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wetten betreffende de jaarlijkse vakantie van de werknemers gecoördineerd op 28 juni 1971 ten einde aanvullend vakantiegeld uit te keren aan de beginnende leerjongens.

Ingediend door M^w Demeester-De Meyer, n° 1072/1 van 3 februari 1977.

Kinderbijslagen :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 55 van de gecoördineerde wetten betreffende de kinderbijslagen voor werknemers.

Ingediend door de heer Baudson, n° 25/1 van 9 mei 1974.

2. Wetsvoorstel tot verbetering van de toekenningsvoorwaarden en verhoging van de bedragen van de aan minder-valide kinderen toegekende bijkomende kinderbijslag.

Ingediend door de heer Van Acker, n° 329/1 van 28 november 1974.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 62 van de gecoördineerde wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders.

Ingediend door de heer Rutten, n° 413/1 van 28 januari 1975.
Verslaggever: de heer Verhaegen.

4. Wetsvoorstel waarbij aan de Belgische grensarbeiders dezelfde kinderbijslag wordt toegekend als aan de in België tewerkgestelde werknemers.

Ingediend door de heer Burgeon, n° 476/1 van 19 maart 1975.

5. Wetsvoorstel tot toekenning van een sociaal-pedagogische toelage aan de moeders van een gezin.

Ingediend door de heer Plasman, n° 566/1 van 27 mei 1975.

Amendement van M^w Ryckmans-Corin, n° 566/2 van 2 september 1975.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 62 van de gecoördineerde wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders.

Ingediend door M^w Demeester-De Meyer, n° 572/1 van 28 mei 1975.

7. Wetsvoorstel tot wijziging van de gecoördineerde wetten betreffende de kinderbijslag voor loonarbeiders.

Ingediend door de heer Demets, n° 573/1 van 29 mei 1975.

8. Wetsvoorstel houdende wijziging van de wet van 20 juli 1971 tot instelling van een gewaarborgde gezinsbijslag.

Ingediend door de heer Deneir, n° 995/1 van 12 oktober 1976.

9. Wetsvoorstel houdende aanvulling van de gecoördineerde wetten betreffende de kinderbijslag voor werknemers ten einde aan de ongehuwde moeder verhoogde kinderbijslag toe te kennen.

Ingediend door M^w Mathieu-Mohin, n° 1101/1 van 23 februari 1977.

Sociale verzekeringen :

Arbeidsongevallen :

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 34 van de wet van 10 april 1971 betreffende de arbeidsongevallen.

Ingediend door de heer Van Elewyck, n° 855/1 van 21 april 1976.

Gehandicapten :

1. Wetsvoorstel tot verhoging van de tegemoetkomingen toegekend aan de minder-validen en tot koppeling van die tegemoetkomingen aan de evolutie van het algemeen welzijn.

Ingediend door de heer Van Acker, n° 312/1 van 26 november 1974.

2. Wetsvoorstel tot instelling van een gewaarborgd inkomen voor minder-validen.

Ingediend door de heer Van Acker, n° 319/1 van 27 november 1974.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 10 en 11 van de wet van 27 juni 1969 betreffende het toekennen van tegemoetkomingen aan minder-validen.

Ingediend door de heer Olaerts, n° 797/1 van 26 februari 1976.

4. Wetsvoorstel tot invoeging van een artikel 14bis in het koninklijk besluit van 24 december 1974 betreffende de gewone en de bijzondere tegemoetkomingen aan de minder-validen.

Ingediend door de heer Delhay, n° 1093/1 van 16 februari 1977.

Maatschappelijke zekerheid :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders.

Ingediend door de heer Poswick, n° 376/1 van 19 december 1974.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering.

Ingediend door de heer Damseaux, n° 547/1 van 15 mei 1975.

3. Wetsvoorstel betreffende het bewijs van betaling van de bijdragen voor de maatschappelijke zekerheid.

Ingediend door de heer d'Alcantara, n° 656/1 van 15 oktober 1975.

Mijnwerkers :

1. Wetsvoorstel tot versoepeling van de cumulatierregelen tussen een mijnwerkerspensioen en een vergoeding tot schadeloosstelling voor een beroepsziekte of een arbeidsongeval.

Ingediend door de heer Van Acker, n° 344/1 van 4 december 1974.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de pensioenregeling voor mijnwerkers.

Ingediend door de heer Devos (R.), n° 826/1 van 17 maart 1976.

Ouderdom en vroegtijdige dood :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 10 van het koninklijk besluit n° 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers, gewijzigd bij de wetten van 29 juni 1970, 26 juni 1972 en 27 december 1973.

Ingediend door de heer Flamant, n° 21/1 van 3 mei 1974.

2. Wetsvoorstel tot verhoging van de bijzondere verhoging van het aan de gehandicapte bejaarden toegekend gewaarborgd inkomen en tot koppeling van deze verhoging aan de evolutie van het algemeen welzijn.

Ingediend door de heer Van Acker, n° 320/1 van 27 november 1974.

3. Wetsvoorstel tot verhoging van het vakantiegeld toegekend aan de rechthebbenden op een werknemerspensioen en aan de rechthebbenden op een invaliditeitspensioen voor mijnwerker.

Ingediend door de heer Van Acker, n° 324/1 van 27 november 1974.

4. Wetsvoorstel tot verhoging van het gewaarborgd inkomen toegekend aan bejaarden en tot koppeling van het gewaarborgd inkomen aan de evolutie van het algemeen welzijn.

Ingediend door de heer Van Acker, n° 326/1 van 27 november 1974.

5. Wetsvoorstel tot toekenning van een facultatief pensioen op 60 jaar en op 55 jaar, naargelang het een man of een vrouw betreft, met een aanvullende vergoeding die kan worden gecumuleerd, ten einde 80 % van de netto-bezoldiging te bereiken.

Ingediend door de heer Levaux, n° 362/1 van 12 december 1974.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van de koninklijke besluiten n° 50 en 72 betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers en zelfstandigen.

Ingediend door M^w Ryckmans-Corin, n° 385/1 van 9 januari 1975. Amendementen van M^w Verlact-Gevaert, n° 385/2 van 16 december 1975.

6 mei 1976. — Verzonden naar de Verenigde Commissies voor de Middenstand en voor de Sociale Voorzorg.

Verslaggever: de heer Plasman.

7. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 11 van het koninklijk besluit n° 50 van 24 oktober 1967 betreffende het rust- en overlevingspensioen van de loontrekkende werknemers, gewijzigd bij de wet van 5 juni 1970.

Ingediend door de heer Baert, n° 445/1 van 20 februari 1975.

8. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 52 van het koninklijk besluit van 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers.

Ingediend door de heer Levaux, n° 672/1 van 15 oktober 1975.

9. Wetsvoorstel waarbij het aanvullend pensioen voor werknemers wordt uitgebreid tot de vóór 1 januari 1968 op pensioen gestelde werknemers.

Ingediend door de heer Barbeaux, n° 715/1 van 25 november 1975.

Werkloosheid :

Wetsvoorstel houdende tijdelijke maatregelen ter bestrijding van de werkloosheid.

Ingediend door de heer Colla, n° 489/1 van 26 maart 1975.

COMMISSIE VOOR DE TEWERKSTELLING EN DE ARBEID.

Arbeid :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 114 van het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming.

Ingediend door de heer Olaerts, n° 37/1 van 14 mei 1974.

Amendement van de heer Olaerts, n° 37/2 van 11 maart 1975.

Verslaggever: M^w Maes.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de arbeidswet van 16 maart 1971.

Ingediend door de heer Levaux, n° 403/1 van 22 januari 1975.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van de arbeidswet van 16 maart 1971.

Ingediend door de heer Lenssens, n° 512/1 van 15 april 1975.

4. Wetsvoorstel ter invoering van het adoptieverlof.

Ingediend door M^w Demeester-De Meyer, n° 599/1 van 11 juni 1975.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van het algemeen reglement voor de arbeidsbescherming.

Ingediend door de heer Suykerbuyk, n° 900/1 van 3 juni 1976.

Arbeidsovereenkomst :

1. Wetsvoorstel houdende vaststelling van de gevolgen van de lock-out op de uitvoering van arbeidsovereenkomsten.

Ingediend door de heer Glinne, n° 27/1 van 9 mei 1974.

2. Wetsvoorstel tot regeling van de aanbiedingen die bij middel van advertenties worden gedaan voor werk dat thuis of na de dagtaak wordt verricht.

Ingediend door de heer Mangelschots, n° 119/1 van 25 juni 1974.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 28bis van de wet op de arbeidsovereenkomst voor werklieden en van artikel 8 van de gecoördineerde wetten op de arbeidsovereenkomst voor bedienden.

Ingediend door M^w Dinant, n° 342/1 van 4 december 1974.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet op het arbeidscontract en van de gecoördineerde wetten inzake het bediendencontact.

Ingediend door de M^w Dinant, n° 343/1 van 4 december 1974.

5. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 28sexies van de wet op de arbeidsovereenkomst voor werklieden en van artikel 5ter van de gecoördineerde wetten inzake de arbeidsovereenkomst voor bedienden.

Ingediend door M^w Dinant, n° 354/1 van 10 december 1974.

6. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 5sexies van de gecoördineerde wetten inzake de arbeidsovereenkomst voor bedienden en van artikel 28 van de wet op de arbeidsovereenkomst.

Ingediend door de heer Lenssens, n° 491/1 van 26 maart 1975.

7. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 19quinquies van de wet van 10 maart 1900 op de arbeidsovereenkomst voor werklieden

en van artikel 21bis van de op 20 juli 1955 gecoördineerde wetten op de arbeidsovereenkomst voor bedienden.
 Ingediend door M^r Demester-De Meyer, n^o 537/1 van 7 mei 1975.
 Amendementen van de heer Glinne, n^o 537/2 van 5 november 1975.

Hygiëne en veiligheid van de arbeid :

1. Wetsvoorstel tot instelling van het ambt van afgevaardigde-werknemer bij de inspectie van de arbeidsveiligheid en van de arbeidshygiëne.
 Ingediend door de heer Glinne, n^o 80/1 van 29 mei 1974.
2. Wetsvoorstel ertoe strekkend in alle ondernemingen een verantwoordelijke aan te stellen onder wiens gezag de werken worden verricht in de aan het algemeen reglement op de arbeidsbescherming onderworpen ondernemingen.
 Ingediend door de heer Glinne, n^o 584/1 van 4 juni 1975.
3. Wetsvoorstel tot instelling van het ambt van afgevaardigde-werkman bij het toezicht op de arbeidsveiligheid en -hygiëne in de ondernemingen van de ijzer- en staalnijverheid en de daarmee gelijkgestelde ondernemingen.
 Ingediend door de heer Glinne, n^o 604/1 van 12 juni 1975.

Leercontract :

1. Wetsvoorstel betreffende de beroepsopleiding van jonge werknemers.
 Ingediend door de heer Glinne, n^o 1001/1 van 12 oktober 1976.
2. Wetsvoorstel betreffende het leerlingstelsel.
 Ingediend door de heer Glinne, n^o 1002/1 van 12 oktober 1976.

Lonen :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers.
 Ingediend door de heer Baudson, n^o 24/1 van 9 mei 1974.
2. Wetsvoorstel betreffende de gelijke behandeling op het stuk van arbeidsvoorwaarden.
 Ingediend door de heer Glinne, n^o 198/1 van 17 juli 1974.
 Amendementen van M^r Pétry, n^o 198/2 van 20 juli 1974.
3. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers.
 Ingediend door de heer Lenssens, n^o 857/1 van 22 april 1976.
4. Wetsvoorstel tot automatische toekenning, aan de in Frankrijk tewerkgestelde grensarbeiders, van een vergoeding om de loonderving te compenseren die voortvloeit uit de schommelingen van de wisselkoers tussen de Belgische en de Franse munt.
 Ingediend door de heer Burgeon, n^o 1091/1 van 16 februari 1977.

Sociale promotie :

1. Wetsvoorstel betreffende de toepassing van de wet van 10 april 1973 waarbij aan de werknemers kredieturen worden toegekend met het oog op hun sociale promotie.
 Ingediend door de heer Glinne, n^o 359/1 van 10 december 1974.
2. Wetsvoorstel tot uitbreiding van het recht op kredieturen tot de werknemers tot zij de leeftijd van vijftig jaar hebben bereikt.
 Ingediend door de heer Glinne, n^o 477/1 van 19 maart 1975.

Vrouwen en kinderen :

Wetsvoorstel tot toekenning van een verlof om gezinsredenen wegens ziekte van een kind.
 Ingediend door M^r Mathieu-Mohin, n^o 358/1 van 10 december 1974.

Handel en Nijverheid :

Organisatie van het bedrijfsleven :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven, met het oog op de oprichting van een Raad van het kaderpersoneel in sommige ondernemingen.

Ingediend door de heer Damseaux, n^o 560/1 van 22 mei 1975.

Sluiting van ondernemingen :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 28 juni 1966 betreffende de schadeloosstelling van de werknemers die ontslagen worden bij sluiting van ondernemingen, alsmede van de uitvoeringsbesluiten daarvan en van het koninklijk besluit van 5 december 1969 betreffende de aangifte van collectieve afdankingen en de kennisgeving van vacante betrekkingen.

Ingediend door de heer Levaux, n^o 406/1 van 23 januari 1975.

Rechterlijke inrichting :

Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek evenals van andere wetsbepalingen betreffende sommige onverenigbaarheden.

Ingediend door de Regering, n^o 255/1 van 30 mei 1972.

Amendement van de heer Flamant, n^o 255/2 van 6 juni 1972.

Verslag van de heer Dejardin, n^o 255/3 van 19 juni 1972.

22 juni 1972. — Verzonden naar de Verenigde Commissies voor de Justitie en voor de Tewerkstelling en de Arbeid.

Aanvullend verslag van de heer Dejardin, n^o 255/4 van 22 november 1972.

28 februari 1973. — Opnieuw verzonden naar de Verenigde Commissies voor de Justitie en voor de Tewerkstelling en de Arbeid.

Amendementen van de Regering, n^o 255/5 van 2 juli 1973.

Subamendement van de Regering, n^o 255/6 van 25 oktober 1973.

Tweede aanvullend verslag van de heer Dejardin, n^o 255/7 van 25 oktober 1973.

Amendementen van de heer Delporte, n^o 255/8 van 30 oktober 1973.

Advies van de Raad van State, n^o 255/9 van 10 januari 1974.

Vervallen ten gevolge van de ontbinding van de Kamers op 31 januari 1974.

De vervallenverklaring werd opgeheven door de wet van 20 juni 1974.

27 juni 1974. — Opnieuw verzonden naar de Verenigde Commissies voor de Justitie en voor de Tewerkstelling en de Arbeid.

Sociale Verzekeringen :

Gehandicapten :

Wetsvoorstel houdende wijziging van het koninklijk besluit van 29 mei 1968 tot uitbreiding van de toepassing van de bepalingen van de wet van 16 april 1963 betreffende de sociale reclassering van de mindervaliden tot de personen van vreemde nationaliteit.
 Ingediend door de heer Valkeniers, n^o 202/1 van 17 juli 1974.

Werkloosheid :

1. Wetsvoorstel tot verbetering van de toestand van de werklozen die door overheidslichamen tewerkgesteld worden.
 Ingediend door de heer Glinne, n^o 340/1 van 4 december 1974.
 Verslaggever de heer Nyffels.

2. Wetsvoorstel tot koppeling van de uitkeringen bij langdurige werkloosheid aan de stijging van de koopkracht van de beroepsbevolking.
 Ingediend door de heer Glinne, n^o 375/1 van 19 december 1974.

COMMISSIE VOOR HET VERKEERSWEZEN, DE POSTERIJEN, DE TELEGRAFIE EN DE TELEFONIE.

Financiën :

Openbare schuld en leningen :

1. Wetsontwerp waarbij de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen gemachtigd wordt, onder waarborg van de Staat, leningen aan te gaan tot een beloop van maximum 3 miljard frank teneinde haar toe te laten een bedrijfskapitaal samen te stellen.
 Ingediend door de Regering, n^o 1021/1 van 25 november 1976.
2. Wetsontwerp waarbij de Regie van Telegrafie en Telefonie gemachtigd wordt uit te geven onder waarborg van de Staat, enerzijds leningen voor een totaal nominaal bedrag van negen miljard vijfhonderd miljoen frank tot dekking van nieuwe uitgaven van eerste aanleg en, anderzijds, leningen voor vernieuwing van de uitgaven gedaan of te doen tot dekking van de investeringsuitgaven.
 Ingediend door de Regering, n^o 1111/1 van 7 maart 1977.

Openbare werken :

Havens :

Wetsontwerp betreffende het beheer van het linkerscheldeoevergebied ter hoogte van Antwerpen en houdende maatregelen voor het beheer en de exploitatie van de haven van Antwerpen.
 Ingediend door de Regering, n^o 875/1 van 7 mei 1976.
 Amendementen van de heer Geldolf, n^o 875/2 van 23 november 1976.
 Verslaggever : de heer Bode.

Parlementair onderzoek :

Voorstel voor parlementair onderzoek met betrekking tot de Nationale Maatschappij van Belgische Spoorwegen.

Ingediend door de heer Gillet, n^o 317/1 van 27 november 1974.

Radio-omroep :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 26 januari 1960 betreffende de taksen op de toestellen voor het ontvangen van radio-omroepuitzendingen.
Ingediend door de heer De Beul, n° 183/1 van 10 juli 1974.
2. Wetsvoorstel tot vrijstelling van de betaling van de radio- en televisietaks voor de personen met een klein inkomen.
Ingediend door de heer Van Grembergen, n° 189/1 van 11 juli 1974.
3. Wetsvoorstel tot afschaffing van de formaliteiten bij de verkoop van radio- en televisietoestellen.
Ingediend door de heer Verberckmoes, n° 808/1 van 3 maart 1976.

Telegrafie en Telefonie :

1. Wetsvoorstel tot het verlenen van prijsvermindering op het telefoonabonnement aan gepensioneerde alleenstaanden.
Ingediend door de heer Van Grembergen, n° 167/1 van 9 juli 1974.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 februari 1974 betreffende de radiobeachting.
Ingediend door de heer Cools (B.), n° 245/1 van 8 oktober 1974.

Vervoer :

- Wetsvoorstel tot invoering, tegen een eenvormige prijs, van een « Trein-Tram-Bus »-biljet in alle gemeenten van het Rijk, met uitsluiting van de vijf grote agglomeraties.
Ingediend door de heer Nothomb, n° 896/1 van 2 juni 1976.

Autovoertuigen :

- Wetsvoorstel tot wijziging van § 1 van artikel 58 van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de motorvoertuigen en hun aanhangwagens moeten voldoen.
Ingediend door de heer Goemans, n° 83/1 van 29 mei 1974.

Spoorwegen :

1. Wetsvoorstel tot toekenning aan de in België gevestigde grote gezinnen van een vermindering van 50 % op de spoorwegtarieven.
Ingediend door de heer Goemans, n° 128/1 van 25 juni 1974.
2. Wetsvoorstel tot indexering van het plafond der sociale abonnementen.
Ingediend door de heer Vandamme, n° 133/1 van 26 juni 1974.

Wegverkeer :

1. Wetsvoorstel betreffende de verplichte installatie in automobielen van een veiligheidssysteem tegen diefstal.
Ingediend door de heer Vandamme, n° 156/1 van 3 juli 1974.
2. Wetsvoorstel houdende verbod om publiciteit te maken voor de snelheid die de wagens kunnen ontwikkelen.
Ingediend door de heer Vandamme, n° 158/1 van 3 juli 1974.
3. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 9 van het ministerieel besluit van 11 oktober 1976 waarbij de minimum afmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens worden bepaald.
Ingediend door de heer Vandamme, n° 1097/1 van 19 februari 1977.

COMMISSIE VOOR DE VOLKSGEZONDHEID EN HET GEZIN.**Beroepen :****Apothekers :**

- Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit n° 80 van 10 november 1967 betreffende de Orde der apothekers.
Ingediend door de heer Niemegeers, n° 74/1 van 28 mei 1974.
Amendementen van : 1° de heer Niemegeers; 2° de heer De Vlies, n° 74/2 van 20 januari 1976.

Geneesheren :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit n° 79 van 10 november 1967 betreffende de Orde der geneesheren.
Ingediend door de heer Niemegeers, n° 73/1 van 28 mei 1974.
Amendementen van : 1° de heer Niemegeers; 2° de heer De Vlies, n° 73/2 van 20 januari 1976.
Verslaggever : de heer Soudant.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit n° 79 van 10 november 1967 betreffende de Orde der geneesheren.
Ingediend door de heer Degroeve, n° 999/1 van 12 oktober 1976.

Sociale Opvoeders :

- Wetsvoorstel betreffende het statuut van de sociale opvoeders.
Ingediend door M^{re} Ryckmans-Corin, n° 671/1 van 15 oktober 1975.

Talen :

- Wetsvoorstel betreffende de taalkennis van artsen uit de landen van de Europese Gemeenschap die zich in België vestigen.
Ingediend door de heer Valkeniers, n° 519/1 van 23 april 1975.
Amendementen van de heer Dehousse, n° 519/2 van 13 mei 1976.
Verslaggever : de heer De Vlies.

Geneeskunst :

- Wetsvoorstel betreffende de uitoefening van het beroep van klinisch laboratoriumtechnoloog.
Ingediend door de heer Anciaux, n° 99/1 van 12 juni 1974.

Onderwijs :**Hoger onderwijs :**

- Wetsvoorstel tot instelling van de titel van gegradueerde in rusthuisbeheer en bejaardenzorg.
Ingediend door de heer Gillet, n° 303/1 van 20 november 1974.

- Amendement van de heer Vandemeulebroucke, n° 303/2 van 12 december 1974.
Verslaggever : de heer Soudant.

Openbare besturen :

- Wetsvoorstel tot invoering van een nationale voorrangkaart voor bejaarden.
Ingediend door de heer Gillet, n° 484/1 van 25 maart 1975.

Volksgezondheid :

1. Wetsvoorstel tot afschaffing van elke publiciteit voor de sigaret in de openbare gebouwen en langsheen de openbare weg.
Ingediend door de heer Vandamme, n° 43/1 van 14 mei 1974.
Verslaggever : de heer Plasman.
2. Wetsvoorstel tot vaststelling van de grenswaarden voor zwaveldioxide.
Ingediend door de heer Geldolf, n° 107/1 van 19 juni 1974.
3. Wetsvoorstel betreffende de voorwaarden waarin een algemene anesthesie moet worden uitgevoerd.
Ingediend door de heer Valkeniers, n° 495/1 van 27 maart 1975.
Verslaggever : de heer Van Leemputten.
4. Wetsvoorstel tot wijziging van het besluit van de Regent van 6 februari 1946 houdende reglement op het bewaren en het verkopen van gifstoffen.
Ingediend door de heer Goemans, n° 557/1 van 22 mei 1975.
5. Wetsvoorstel ertoe strekkend een schadevergoeding te verlenen aan de kinderen die het slachtoffer zijn van een verplichte vaccinatie.
Ingediend door de heer Glinne, n° 706/1 van 14 november 1975.
6. Wetsvoorstel houdende reglementering van het afleveren van geneesmiddelen en van de farmaceutische reclame.
Ingediend door de heer Plasman, n° 714/1 van 25 november 1975.
Amendementen van de Regering, n° 714/2 van 22 februari 1977.
Verslaggever : M^{re} Dielens.
7. Wetsontwerp tot beheersing van de kosten van de gezondheidsverzorging.
Ingediend door de Regering, n° 1083/1 van 10 februari 1977.
Verslaggever : de heer Lenssens.

Woningen :

- Wetsvoorstel betreffende de salubriteit van de woningen.
Ingediend door de heer Persoons, n° 382/1 van 9 januari 1975.

III. — Wetsvoorstellen die nog niet in overweging werden genomen.

Alcohol :

Wetsvoorstel houdende wijziging van de wet van 29 augustus 1919 op het regime van de alcohol.

Ingediend door de heer Vansteenkiste (E.), n° 153/1 van 3 juli 1974.

Amnestie :

Wetsvoorstel tot het verlenen van amnestie voor misdrijven tegen de uitwendige veiligheid van de Staat.

Ingediend door de heren De Beul en Somers, n° 388/1 van 9 januari 1975.

29 januari 1975. — Inoverwegingneming verdaagd.

Arbeid :

1. Wetsvoorstel strekkende tot invoering van een uitkeringsregeling ten behoeve van zelfstandigen die hun beroepsactiviteit stopzetten, dan wel een beroepsopleiding of een na- en bijscholing volgen.

Ingediend door de heer Cudell, n° 222/1 van 19 juli 1974.

2. Wetsvoorstel tot toekenning van een financiële compensatie aan zelfstandigen en vrije beroepen die een openbaar mandaat bekleden.

Ingediend door de heer Buchmann, n° 971/1 van 3 juli 1976.

Hygiëne en veiligheid van de arbeid :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 5 mei 1888 betreffende de inspectie der gevaarlijke, ongezonde en hinderlijke inrichtingen en het toezicht der machines en stoomketels.

Ingediend door de heer Claes (A.), n° 401/1 van 22 januari 1975.

Sociale promotie :

Wetsvoorstel houdende verruiming van de kredieturen tot het onderwijs van het hoger niveau van het korte type en met volledig leerplan, dat 's avonds wordt gegeven.

Ingediend door de heer Degroove, n° 770/1 van 29 januari 1976.

Belastingen :

Directe belastingen :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 67 en 71 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen.

Ingediend door de heer Claes (A.), n° 440/1 van 20 februari 1975.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 83 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen.

Ingediend door de heer Kempinaire, n° 753/1 van 6 januari 1976.

Provinciaal en gemeentelijk belastingwezen :

1. Wetsvoorstel houdende wijziging van de wet van 10 juni 1928 tot bevordering van het bouwen van nieuwe woningen door tijdelijke kwijtschelding van grondbelasting.

Ingediend door de heer Vansteenkiste (E.), n° 56/1 van 16 mei 1974.

2. Wetsvoorstel tot gezondmaking van de financiële toestand van sommige gemeenten.

Ingediend door de heer Hubaux, n° 628/1 van 24 juni 1975.

Beroepen :

Handelsagenten :

Wetsvoorstel betreffende de handelsagentuurovereenkomst.

Ingediend door de heer Cudell, n° 666/1 van 15 oktober 1975.

Buitenlandse Zaken :

Voorstel van resolutie in verband met de toestand in Portugal.

Ingediend door de heer Martens, n° 562/1 van 22 mei 1975.

Burgerlijk recht :

Huurovereenkomsten :

1. Wetsvoorstel tot aanvulling van de bepalingen betreffende de handelshuur van Afdeling IIbis, van Hoofdstuk II van Boek III, Titel VIII, van het Burgerlijk Wetboek.

Ingediend door de heer Claes (A.), n° 507/1 van 15 april 1975.

2. Wetsvoorstel houdende verlenging van de geldigheidsduur van de inzake huurprijzen geldende artikelen 38, 39 en 40 van de wet van 10 maart 1976 betreffende de economische herstelmaatregelen.

Ingediend door de heer Mangelschots, n° 996/1 van 12 oktober 1976.

3. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 4 van de wet van 10 april 1975 betreffende de huurprijzen van woningen.

Ingediend door de heer Desmarests, n° 1026/1 van 1 december 1976.

Scheiding en echtscheiding :

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 232 van het Burgerlijk Wetboek en van artikel 1270bis van het Gerechtelijk Wetboek betreffende de echtscheiding.

Ingediend door M° Dinant, n° 212/1 van 18 juli 1974.

Schenkingen :

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 909 van het Burgerlijk Wetboek ten einde de onbekwaamheid om het voordeel te genieten van beschikkingen onder de levenden of bij testament uit te breiden tot degenen die rusthuizen of andere verblijfplaatsen voor bejaarden leiden.

Ingediend door de heer Parisi, n° 593/1 van 10 juni 1975.

Voogdij :

Wetsvoorstel tot invoeging van een bepaling betreffende de ontvoogding in het Burgerlijk Wetboek.

Ingediend door de heer Bila, n° 267/1 van 16 oktober 1974.

Voorrechten en hypotheek :

Wetsvoorstel tot wijziging van het 4^{ter} van artikel 19 van de wet van 16 december 1851 op de voorrechten en hypotheek welke titel XVIII van boek III van het Burgerlijk Wetboek vormt.

Ingediend door de heer Parisi, n° 632/1 van 25 juni 1975.

Burgerlijke Rechtspleging :

Inbeslagneming :

Wetsvoorstel tot wijziging van artike 1409 van het Gerechtelijk Wetboek betreffende het overgedragen of het in beslag nemen van lonen.

Ingediend door de heer Mangelschots, n° 1000/1 van 12 oktober 1976.

Cultuur :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt.

Ingediend door de heer Kempinaire, n° 214/1 van 19 juli 1974.

Dieren :

Wetsvoorstel waarbij aan onteigende personen voor wie een sociale woning beschikbaar is gesteld, wordt toegestaan huisdieren te houden.

Ingediend door M° Mathieu-Mohin en de heer Gillet, n° 732/1 van 4 december 1975.

Eretekens :

Wetsvoorstel tot instelling van een nationale orde « Koningin Elisabeth van België ».

Ingediend door de heer Mundeeler, n° 592/1 van 10 juni 1975.

Gemeenten :*Aansprakelijkheid :*

1. Wetsvoorstel tot oprichting van permanente inspraakcommissies.

Ingediend door de heer Gendebien, n° 685/1 van 30 oktober 1975.

2. Wetsvoorstel betreffende het uitgaven van een gemeentelijk informatieblad.

Ingediend door de heer Gendebien, n° 686/1 van 30 oktober 1975.

3. Wetsvoorstel tot invoering van het adviserend referendum in de gemeenten.

Ingediend door de heer Gendebien, n° 687/1 van 30 oktober 1975.

4. Wetsvoorstel tot invoering van de verplichte beraadslaging in de gemeenteraad.

Ingediend door de heer Gendebien, n° 688/1 van 30 oktober 1975.

5. Wetsvoorstel ertoe strekkend aan de ingezetenen meer informatie te verschaffen over het gemeentelijk beleid.

Ingediend door de heer Gendebien, n° 689/1 van 30 oktober 1975.

Begraafplaatsen :

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 6 van de wet van 20 juli 1971 op de begraafplaatsen en de lijkbezorging.

Ingediend door de heer Dehousse, n° 1045/1 van 16 december 1976.

Federaties van gemeenten :

Wetsvoorstel houdende oprichting van een federatie Aalst.

Ingediend door de heer Willems, n° 402/1 van 22 januari 1975.

Gemeentewet :

Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 75 van de gemeentewet.

Ingediend door de heer Scokaert, n° 833/1 van 23 maart 1976.

Wedden :

Wetsvoorstel waarbij de militaire diensten verricht door sommige personeelsleden van de provincies, gemeenten, agglomeraties en federaties van gemeenten gedurende hun tewerkstelling in de privé-sector in aanmerking worden genomen voor de berekening van de wedde.

Ingediend door de heer Mangelschots, n° 817/1 van 10 maart 1976.

Handel en Nijverheid :

Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 28 november 1939 houdende reglementering van de leurhandel, bevestigd door de wet van 16 juni 1947.

Ingediend door de heer De Clercq (P.), n° 309/1 van 26 november 1974.

Boter en margarine :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 8 juli 1935 betreffende boter, margarine, bereide vetten en andere eetbare vetten.

Ingediend door de heer Verhaegen, n° 224/1 van 19 juli 1974.

Kleinhandel :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 29 juni 1975 betreffende de handelsvestigingen.

Ingediend door de heer Verberckmoes, n° 820/1 van 10 maart 1976.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 14 juli 1971 betreffende de handelspraktijken.

Ingediend door de heer Peeters (P.), n° 967/1 van 2 juli 1976.

Wapens en munitie :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapenen en op de handel in munitie.

Ingediend door de heer Gillet, n° 1100/1 van 23 februari 1977.

Hulp en toelagen :

1. Wetsvoorstel tot opening van een speciaal krediet dat moet worden toegekend aan de landbouwers die onder de regenval hebben geleden.

Ingediend door de heer Van Leemputten, n° 294/1 van 14 november 1974.

2. Voorstel van resolutie betreffende de hulpverlening aan de landbouwers.

Ingediend door de heer Gheysen, n° 365/1 van 12 december 1974.

Kieswetten :*Gemeentelijke verkiezingen :*

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 40 van de gemeentekieswet, gewijzigd bij de wet van 5 juli 1976 tot wijziging van de kieswetgeving.

Ingediend door de heer Grafé, n° 1070/1 van 2 februari 1977.

Provinciale verkiezingen :

Wetsvoorstel waarbij voor de provincieraadsverkiezingen de kiesgerechtigde leeftijd op 18 jaar en de leeftijd van verkiesbaarheid op 21 jaar wordt vastgesteld.

Ingediend door de heer Vandamme, n° 256/1 van 9 oktober 1974.

Verkiezingspropaganda :

Wetsvoorstel tot invoering van toezicht op een beperking van de verkiezingsuitgaven.

Ingediend door de heer Persoons, n° 283/1 van 29 oktober 1974.

Kinderbijslag :

Wetsvoorstel tot invoering van een sociaal-pedagogische of verzorgingstoelage voor de moeder of de persoon die de zorg heeft voor de opvoeding van jonge kinderen.

Ingediend door de heer De Mey, n° 662/1 van 15 oktober 1975.

Kunsten, Wetenschappen en Letteren :

Wetsvoorstel betreffende de verplichte inbewaringgeving van kopieën van bioscoopfilms in België.

Ingediend door de heer Van Offelen, n° 1008/1 van 10 november 1976.

Leger :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van het reglement op de garnizoensdienst, uitgevaardigd ter uitvoering van het koninklijk besluit van 25 augustus 1937.

Ingediend door de heer Degroeve, n° 86/1 van 29 mei 1974.

2. Wetsvoorstel tot regeling van de interventie van de Landmacht, de Luchtmacht en de Zeemacht met het oog op de handhaving en het herstel van de openbare orde in vredetijd op het grondgebied van het Rijk.

Ingediend door de heer Cudell, n° 295/1 van 14 november 1974.

Dienstplicht :

Wetsvoorstel tot uitlegging van artikel 1 van de wet van 3 juni 1964 houdende het statuut van de gewetensbezwaarden.

Ingediend door de heer Harmegnies, n° 216/1 van 19 juli 1974.

Rijkswacht :

Wetsvoorstel tot verbetering van de wedden van het rijkswacht-personeel.

Ingediend door de heer Kuijpers, n° 215/1 van 19 juli 1974.

Onderwijs :

1. Wetsvoorstel houdende wijziging van artikel 27 van de wet van 29 mei 1959 betreffende het bewaarschoolonderwijs, het lager, middelbaar, normaal-, technisch, kunst- en buitengewoon onderwijs, gewijzigd door de wet van 11 juli 1973.

Ingediend door de heer Kuijpers, n° 88/1 van 30 mei 1974.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van het koninklijk besluit van 22 mei 1965 houdende vakantie- en verlofregeling in het onderwijs.

Ingediend door de heer Degroeve, n° 567/1 van 27 mei 1975.

3. Wetsvoorstel tot regeling van het stelsel der dienstprestaties van de studiemeesters-opvoeders bij de Rijksinrichtingen voor lager, bijzonder, middelbaar, technisch en normaalonderwijs en bij de Rijksinrichtingen waar hoger onderwijs van het korte type wordt verstrekt.

Ingediend door de heer Content, n° 664/1 van 15 oktober 1975.

Hoger onderwijs :

Wetsvoorstel tot oprichting van een open universiteit.

Ingediend door de heer Hansenne, n° 353/1 van 10 december 1974.

Lager onderwijs :

Wetsvoorstel houdende wijziging van artikel 5 van het koninklijk besluit van 27 oktober 1966 tot vaststelling van de schoolbevolkingsnormen in de kleuter- en lagere scholen.

Ingediend door de heer Laridon, n° 199/1 van 17 juli 1974.

Oorlog :

Wetsvoorstel ertoe strekkend een statuut van nationale erkentelijkheid te verlenen aan de Belgen die als vrijwilliger naast het Spaanse republikeinse leger hebben gestreden en aan hun recht hebbenden.

Ingediend door de heer Levaux, n° 1094/1 van 16 februari 1977.

Burgerlijke oorlogsslachtoffers :

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 15 van de wet van 15 maart 1954 betreffende de herstellpensioenen voor de burgerlijke slachtoffers van de oorlog 1940-1945 en hun rechthebbenden.

Ingediend door de heer Niemegeers, n° 168/1 van 9 juli 1974.

Weerstand :

Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 1 september 1948 houdende inrichting van het statuut van de weerstanders door de sluikpers.

Ingediend door de heer Ducobu, n° 244/1 van 8 oktober 1974.

Openbare besturen :

1. Wetsvoorstel tot instelling van een Commissie van Toezicht op het Openbaar Ambt.

Ingediend door de heer Outers, n° 14/1 van 2 mei 1974.

2. Wetsvoorstel tot overheveling van het Ministerie van Nederlandse Cultuur.

Ingediend door de heer Kuijpers, n° 768/1 van 29 januari 1976.

Talen :

Wetsvoorstel betreffende de reorganisatie van de Brusselse Intercommunale Watermaatschappij en van de Nationale Maatschappij der Waterleidingen.

Ingediend door de heer De Keersmaecker, n° 948/1 van 30 juni 1976.

Openbare Werken :

Wetsvoorstel waarbij de toegang tot de openbare gebouwen en de sportinstallaties voor de gehandicapten wordt vergemakkelijkt.

Ingediend door de heer Vandamme, n° 255/1 van 9 oktober 1974.

Havens :

Wetsvoorstel houdende oprichting van de autonome haven van Brussel.

Ingediend door de heer Beauthier, n° 682/1 van 30 oktober 1975.

Parlementair onderzoek :

1. Voorstel tot het instellen van een onderzoekscommissie om na te gaan op welke wijze de lokalen en ruimten toegewezen aan de ministeriële kabinetten worden gebruikt, en in wiens dienst de leden van deze kabinetten hun tijd besteden.

Ingediend door de heren Somers en Baert, n° 296/1 van 14 november 1974.

2. Voorstel van parlementair onderzoek met betrekking tot het vraagstuk van de ziekteverzekering en het gezondheidsbeleid.

Ingediend door de heer Babylon, n° 966/1 van 2 juli 1976.

3. Voorstel van parlementair onderzoek betreffende de wantoestand bij het Bestuur der postchecks en de oorzaken hiervan.

Ingediend door de heer Vansteenkiste (L.), n° 968/1 van 2 juli 1976.

Pensioenen :**Burgerlijke pensioenen :**

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 5 juli 1954 betref-

fende het pensioen van de burgemeesters en schepenen en dit van hun rechtverkrijgenden.

Ingediend door de heer Vandamme, n° 250/1 van 8 oktober 1974.

2. Wetsvoorstel tot toekenning van een overlevingspensioen aan de weduwnaars en wezen van de personen van het vrouwelijk geslacht wier diensten recht geven op een rustpensioen ten laste van de overheid.

Ingediend door de heer Havelange, n° 663/1 van 15 oktober 1975.

Militaire pensioenen :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de op 5 oktober 1948 gecoördineerde wetten op de vergoedingspensioenen.

Ingediend door de heer Parisiis, n° 600/1 van 11 juni 1975.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 24 april 1958 tot het instellen, inzonderheid van een strijdersrente en een gevangenschapsrente ten voordele van de strijders, de politieke gevangenen en de krijgsgevangenen van 1940-1945, zoals deze werd gewijzigd bij de wetten van 7 juli 1964, 29 maart 1967, 8 juli 1970, 12 april 1973 en 11 juni 1973.

Ingediend door de heer Parisiis, n° 601/1 van 11 juni 1975.

Publiek recht :**Grondwet :**

Voorstel van verklaring tot herziening van artikel 116 van de Grondwet.

Ingediend door de heer Defosset, n° 591/1 van 5 juni 1975.

Onverenigbaarheden :

Wetsvoorstel betreffende de bedrijfsinkomsten van de parlementsleden.

Ingediend door de heer Persoons, n° 284/1 van 29 oktober 1974.

Rechterlijke inrichting :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 3 van het bijvoegsel bij het Gerechtelijk Wetboek betreffende de gebiedsomschrijving en zetel van hoven en rechtbanken.

Ingediend door de heer Gondry, n° 11/1 van 2 mei 1974.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 26 juni 1974 betreffende de inwerkingtreding en de uitvoering van artikel 104 van de Grondwet.

Ingediend door de heer Lenssens, n° 243/1 van 8 oktober 1974.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 617 van het Gerechtelijk Wetboek tot aanpassing van de bevoegdheid van de rechtbanken in laatste aanleg.

Ingediend door de heer Bourgeois, n° 700/1 van 12 november 1975.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 1062 van het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de heer Kickx, n° 777/1 van 10 februari 1976.

Notarissen, pleitbezorgers, deurwaarders :

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 510 van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de heer Kempinaire, n° 897/1 van 2 januari 1976.

Personeel :

1. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 23 van de overgangsmaatregelen van het Gerechtelijk Wetboek betreffende de gelijkstelling van ambtenaren van de rechterlijke orde in de voormalige kolonie voor het vervullen van de voorwaarden van benoeming in de griffies van hoven en rechtbanken.

Ingediend door de heer Bourgeois, n° 197/1 van 17 juli 1974.

2. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 265 en tot invoeging van een artikel 265bis in het Gerechtelijk Wetboek.

Ingediend door de heer Urbain, n° 200/1 van 17 juli 1974.

3. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 1 van de wet van 8 april 1971 tot organisatie van een gerechtelijke stage.

Ingediend door de heer Vandamme, n° 248/1 van 8 oktober 1974.

4. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek en van de wet van 15 juni 1899 houdende Titel II van het Wetboek van militaire straffordering.

Ingediend door de heer Grafé, n° 460/1 van 6 maart 1975.

5. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 36 van de overgangsbepalingen van het Gerechtelijk Wetboek.
Ingediend door de heer Declercq (T.), n° 658/1 van 15 oktober 1975.

Vredegerichten :

1. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek.
Ingediend door de heer Flamant, n° 138/1 van 27 juni 1974.
2. Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 355 en 366 van het Gerechtelijk Wetboek.
Ingediend door de heer Bourgeois, n° 726/1 van 3 december 1975.

Wedden :

- Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 366 van het Gerechtelijk Wetboek, wat betreft de wedden der griffiers van de vredegerichten en politierechtbanken.
Ingediend door de heer Grafé, n° 508/1 van 15 april 1975.

Rekenhof :

1. Wetsvoorstel tot uitbreiding van het aantal leden van het Rekenhof.
Ingediend door de heer Colla, n° 488/1 van 26 maart 1975.
2. Wetsvoorstel op de rechtsprekende opdracht van het Rekenhof.
Ingediend door de heer Persoons, n° 526/1 van 7 mei 1975.
3. Wetsvoorstel betreffende de controleopdracht van het Rekenhof.
Ingediend door de heer Persoons, n° 684/1 van 30 oktober 1975.

Sociale verzekeringen :

Beroepsziekten :

- Wetsvoorstel tot wijziging van de artikelen 33, 34 en 49 van de op 3 juni 1970 gecoördineerde wetten betreffende de schade-loosstelling voor beroepsziekten.
Ingediend door de heer Levaux, n° 925/1 van 16 juni 1976.

Maatschappelijke zekerheid :

1. Wetsvoorstel tot verbetering van de koppeling van de invaliditeitsuitkeringen aan de evolutie van het algemeen welzijn.
Ingediend door de heer Van Acker, n° 345/1 van 4 december 1974.
2. Wetsvoorstel tot volledige inschakeling van het huishoudelijk personeel in het stelsel van de maatschappelijke zekerheid.
Ingediend door de heer Declercq (T.), n° 701/1 van 13 november 1975.

Mijnwerkers :

1. Wetsvoorstel houdende vermindering tot 25 jaar van de vereiste duur van de diensten in de ondergrondse steenkolenmijnen voor het toekennen van een volledig rustpensioen van mijnwerker.
Ingediend door de heer Van Acker, n° 318/1 van 27 november 1974.
2. Wetsvoorstel tot verhoging van het aan de mijnwerkers toegekend invaliditeitspensioen.
Ingediend door de heer Van Acker, n° 321/1 van 27 november 1974.

Ouderdom en vroegtijdige dood :

1. Wetsvoorstel waarbij degenen die ingeschreven zijn in het handelsregister gemachtigd worden een rust- en overlevingspensioen te genieten als werknemer of als zelfstandige gedurende de beperkte tijd dat zij hun voorraad uitverkopen.
Ingediend door de heer Cudell, n° 137/1 van 27 juni 1974.
2. Wetsvoorstel tot instelling van een aanvullend rust- en overlevingspensioen ten voordele van het kaderpersoneel.
Ingediend door de heer Flamant, n° 748/1 van 6 januari 1976.
3. Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 34, § 1, E, 2°, van het koninklijk besluit van 21 december 1967 tot vaststelling van het algemeen reglement betreffende het rust- en overlevingspensioen voor werknemers.
Ingediend door de heer Parisi, n° 779/1 van 11 februari 1976.

Spelen en weddenschappen :

- Wetsvoorstel houdende herziening van de wetgeving op het spel.
Ingediend door de heer Cools (B.), n° 286/1 van 6 november 1974.

Stedebouw :

1. Wetsvoorstel tot het verlenen van meer inspraak aan de burger bij het opmaken van de plannen van aanleg.
Ingediend door de heer Mangelschots, n° 190/1 van 11 juli 1974.
2. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 44 van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedebouw, betreffende de afgifte van een bouwvergunning voor het vellen van alleenstaande bomen.
Ingediend door de heer Van Offelen, n° 1009/1 van 10 november 1976.

Strafrecht :

Goede zeden :

- Wetsvoorstel tot opschorting, onder bepaalde voorwaarden, van de op de artikelen 350, 351, 353 en 383 van het Strafwetboek gegronde gerechtelijke vervolgingen.
Ingediend door de heer Cudell, n° 139/1 van 27 juni 1974.

Kinderbescherming :

- Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 458 van het Strafwetboek met het oog op de bescherming van de mishandelde kinderen.
Ingediend door de heer Brimant, n° 771/1 van 29 januari 1976.

Veiligheid van de Staat :

- Wetsvoorstel waarbij de doodstraffen uitgesproken wegens misdrijven tegen de veiligheid van de Staat, gepleegd tussen 9 mei 1940 en 8 mei 1945, onverjaarbaar worden verklaard.
Ingediend door de heer Namèche, n° 565/1 van 27 mei 1975.

Verlating van gezin :

- Wetsvoorstel tot invoeging in het Strafwetboek van een artikel 391^{quater} waarbij het niet-betalen van uitkering tot onderhoud wordt geacht opzettelijk gebeurd te zijn.
Ingediend door de heer Brimant, n° 717/1 van 27 november 1975.

Strafvordering :

1. Wetsvoorstel houdende wijziging van artikel 203 van het Wetboek van Strafvordering.
Ingediend door de heer Kickx, n° 150/1 van 3 juli 1974.
2. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 209 van het Wetboek van Strafvordering.
Ingediend door de heer Vandamme, n° 254/1 van 9 oktober 1974.

Volksgezondheid :

1. Wetsvoorstel houdende verbod om bij middel van vliegtuigen publiciteit te voeren.
Ingediend door de heer Vandamme, n° 253/1 van 9 oktober 1974.
2. Wetsvoorstel houdende verbod om amarant in voedselproducten te verwerken.
Ingediend door de heer Mangelschots, n° 890/1 van 25 mei 1976.
3. Wetsvoorstel houdende verbod van productie en gebruik van gevaarlijke freonsubstanties in aandrijfgassen van spuitbussen.
Ingediend door de heer Vandemeulebroucke, n° 1108/1 van 1 maart 1977.

Waterbedeling :

- Wetsvoorstel tot herstel van de schade veroorzaakt door het winnen van grondwater.
Ingediend door de heer Bila, n° 12/1 van 2 mei 1974.

Waters en Bossen :

Waterverontreiniging :

- Wetsvoorstel tot aanmoediging van de bouw van private waterzuiveringsstations.
Ingediend door de heer Vandamme, n° 251/1 van 9 oktober 1974.

Wegverkeer :

1. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 34, 1°, van het koninklijk besluit van 14 maart 1968 houdende het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer.

Ingediend door de heer Vansteenkiste (E.), n° 125/1 van 25 juni 1974.

2. Wetsvoorstel tot bescherming van de voetganger en de fietser. Ingediend door de heer Vandamme, n° 252/1 van 9 oktober 1974.

3. Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 82 van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van wegverkeer.

Ingediend door de heer Vandamme, n° 1014/1 van 18 november 1976.

B. — WETSONTWERPEN DIE MEER DAN ACHT JAAR VOOR DE ONTBINDING VAN 9 MAART 1977 DOOR DE SENAAT WERDEN AANGENOMEN EN OVERGEZONDEN.

I. — Ontwerpen die vóór 19 september 1944 door de Senaat werden aangenomen en overgezonden.

Burgerlijke rechtspleging :*Beslag :*

Wetsontwerp tot wijziging van het decreet van 18 augustus 1807 waarbij de in acht te nemen rechtsvormen worden bepaald inzake beslag onder derden of verzet in handen van de ontvangers of beheerders van openbare kassen of gelden.

Overgezonden door de Senaat, n° 382 van 8 juni 1937.

Bevoegdheid :

Wetsontwerp tot verruiming van de bevoegdheid en de aanleg der rechtscolleges.

Overgezonden door de Senaat, n° 429 van 25 juli 1924.

Burgerlijk recht :*Afwezigheid :*

Wetsontwerp tot herziening van titel IV van boek I van het Burgerlijk Wetboek betreffende de afwezigheid.

Overgezonden door de Senaat, n° 146 van 10 februari 1925.

Burgerlijke stand :

Wetsontwerp tot wijziging van de artikelen 12 en 16 der wet van 28 juli 1921 betreffende de geldigverklaring van de akten van de burgerlijke stand, de verbetering der tijdens de oorlog opgemaakte akten van overlijden en de rechterlijke bevestiging van het overlijden.

Overgezonden door de Senaat, n° 147 van 10 februari 1925.

Gevonden voorwerpen :

Wetsontwerp houdende aanvulling van de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek betreffende de gevonden voorwerpen.

Overgezonden door de Senaat, n° 23 van 12 december 1934.

Amendement van de heer *Somerhausen*, n° 1 van 21 mei 1935.

Elektriciteit :

Wetsontwerp tot aanvulling van artikel 8 der wet van 10 maart 1925, op de elektriciteitsvoorziening, door het bepalen van een termijn binnen welke de bestendige Deputatie van de provinciale raad gehouden is uitspraak te doen over de voorstellen der gemeentebesturen.

Overgezonden door de Senaat, n° 62 van 21 december 1928.

Verslag van de heer *de Wouters d'Oplinter*, n° 96 van 5 februari 1929.

Financiën :*Rijkscomptabiliteit :*

Wetsontwerp betreffende het voorrecht van de arbeiders, leveranciers, onderaannemers en geldschietters van de aannemers van openbare werken of van leveringen voor de Landsverdediging.

Gewijzigd door de Senaat, n° 140 van 9 maart 1938.

Kunsten, Wetenschappen en Letteren :

Wetsontwerp betreffende de rechten van de Staat op roerende zaken in aanhorigheden van het Staatsdomein ontdekt.

Overgezonden door de Senaat, n° 54 van 10 december 1931.

Verslag van de heer *De Rasquinet*, n° 147 van 14 maart 1934.

Leger :*Dienstplicht :*

Wetsontwerp tot vrijwaring, tot op de dag bij koninklijk besluit bepaald voor het terug op vredesvoet brengen van het leger, van de rechten der personen zich bevindend in het leger of in een der daarvan afhangende diensten en inrichtingen, alsmede van de rechten van onbekwamen of van sommige vennootschappen waarvan zij de wettelijke vertegenwoordigers zijn.

Opnieuw gewijzigd door de Senaat, n° 181 van 22 augustus 1945.

Marine :*Zeerecht :*

1. Wetsontwerp houdende invoering van de verplichte teboekstelling van zeeschepen en binnenschepen.

Overgezonden door de Senaat, n° 201 van 9 april 1940.

Amendement van de heer *Joris*, n° I van 8 mei 1940.

2. Wetsontwerp houdende herziening van de wet van 20 september 1903 op de zeebrieven.

Overgezonden door de Senaat, n° 200 van 9 april 1940.

Onderwijs :*Hoger onderwijs :*

Wetsontwerp tot wijziging van artikel 46 der wet van 21 mei 1929 op het begeven der academische graden en het programma der universitaire examens.

Overgezonden door de Senaat, n° 106 van 7 februari 1939.

Lager onderwijs :

1. Wetsontwerp tot regeling, inzake wedden en pensioen, van de toestand van sommige leden van het onderwijzend personeel der lagere en bewaarscholen.

Overgezonden door de Senaat, n° 107 van 7 februari 1939.

2. Wetsontwerp houdende toelating, voor de mobilisatieperiode, van het tewerkstellen van bewaarschoolonderwijzeressen in de klassen van de eerste graad van het lager onderwijs.

Overgezonden door de Senaat, n° 202 van 9 april 1940.

Openbare besturen :*Talen :*

Wetsontwerp tot wijziging van artikel 2 der wet van 28 juni 1932 op het gebruik der talen in bestuurszaken.

Overgezonden door de Senaat, n° 176 van 26 maart 1936.

Provincies :

Wetsontwerp tot invoering van de evenredige vertegenwoordiging voor de benoeming van de leden der bestendige Deputaties.
 Overgezonden door de Senaat, n° 563 van 13 oktober 1921.
 Verslag van de heer *Pussemier*, n° 577 van 1920-1921.
 Amendementen van de heren *Troclet* en *Ernest*, n° 582 van 21 oktober 1921.
 Amendement van de heer *De Winde*, n° I van 1935-1936.

Rechterlijke inrichting :**Balie :**

Wetsontwerp tot wijziging van artikel 12 van het Keizerlijk decreet van 14 december 1810, tot regeling van het beroep van advocaat en van de tucht der balie.
 Overgezonden door de Senaat, n° 164 van 15 maart 1921.
 Verslag van de heer *Soudan*, n° 367 van 16 juni 1921.

Personeel :

1. Wetsontwerp betreffende de benoeming der gewezen koloniale magistraten in de magistratuur van het moederland.
 Overgezonden door de Senaat, n° 290 van 7 juni 1932.
 Amendementen van de Regering, n° 76 van 1937-1938.
 2. Wetsontwerp tot wijziging van artikel 8 der wet van 31 juli 1920 betreffende de benoeming van griffiers van vredegerecht.
 Opnieuw gewijzigd door de Senaat, n° 6 van 4 oktober 1938.
 Verslag van de heer *Craeybeckx*, n° 16 van 26 oktober 1938.
 Amendement van de heer *Van Glabbeke*, n° I van 27 oktober 1938.

Vrederechten :

Wetsontwerp tot wijzigingen aan de rechterlijke inrichting.
 Overgezonden door de Senaat, n° 167 van 21 april 1931.
 Verslag van de heer *Géuens*, n° 50 van 29 januari 1935.

Publiek recht :**Onverenigbaarheden :**

Wetsontwerp tot aanvulling van de wet van 6 augustus 1931 houdende vaststelling van onverenigbaarheden en ontzeggingen betreffende de ministers, gewezen ministers en ministers van

Staat, alsmede de leden en gewezen leden van de Wetgevende Kamers.

Overgezonden door de Senaat, n° 69 van 10 december 1936.
 Verslag van de heer *De Vleeschauwer*, n° 242 van 22 april 1937.
 Amendement van de heer *De Jaegher (C.)*, n° I van 22 april 1937.
 Amendement van de heer *Dijon*, n° II van 27 april 1937.
 Aanvullend verslag van de heer *De Vleeschauwer*, n° 257 van 4 mei 1937.
 Amendementen van de heer *Legros* en van de heer *Uytroever*, n° III van 4 mei 1937.

Strafrecht :**Kinderbescherming :**

Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 15 mei 1912 op de kinderbescherming.
 Gewijzigd door de Senaat, n° 7 van 5 september 1939.

Strafvordering :

Wetsontwerp tot wijziging van artikel 603 van het Wetboek van Strafvordering.
 Overgezonden door de Senaat, n° 112 van 30 december 1925.

Vervoer :**Binnenvaart :**

Wetsontwerp houdende invoering, voor de binnenvaartuigen, van het bewijs van teboekstelling.
 Overgezonden door de Senaat, n° 199 van 9 april 1940.
 Amendement van de heer *Joris*, n° I van 8 mei 1940.

Wegverkeer :

1. Wetsontwerp op het verkeer met motorrijtuigen.
 Overgezonden door de Senaat, n° 211 van 14 juli 1909.
 2. Wetsontwerp op de politie van het wegverkeer.
 Overgezonden door de Senaat, n° 149 van 26 februari 1932.
 Verslag van de heer *de Pierpont*, n° 274 van 18 juli 1934.
 Amendementen van de Regering, n° 24 van 1935-1936.
 Amendementen van de heer *Somerhausen*, n° I van 1935-1936.

II. — Ontwerpen die na 19 september 1944 en vóór 9 maart 1969 door de Senaat werden aangenomen en overgezonden.

Alcohol :

Wetsontwerp tot wijziging van artikel 1 van de wet van 29 augustus 1919 betreffende de slijterijen van gegiste dranken.
 Overgezonden door de Senaat, n° 302/1 van 26 mei 1955.
 Verslag van M^r *Vanderveken-Van de Plas*, n° 494/2 van 6 april 1960.

Arbeid :**Arbeidsovereenkomst :**

1. Wetsontwerp strekkende tot schorsing van de uitvoering van het contract van dienstverhuring in geval van staking of lock-out.
 Gewijzigd door de Senaat, n° 392 van 9 maart 1954.
 Amendementen van de heer *De Paepe*, n° 464/2 van 23 februari 1956.
 Verslag van de heer *D'haeseleer*, n° 172/2 van 18 maart 1959.
 15 april 1959. — Opnieuw verzonden naar de Commissie.
 2. Wetsontwerp betreffende het sociaal statuut van de sportbeoefenaar.
 Overgezonden door de Senaat, n° 651/1 van 16 april 1970.
 Amendementen van de heer *Brouhon*, n° 651/2 van 29 april 1970.
 Amendementen van de heer *Raskin*, n° 651/3 van 21 mei 1970.
 Amendementen van de heren *Brouhon* en *Verhenne*, n° 651/4 van 11 maart 1971.

Amendement van de heer *Duerinck*, n° 651/5 van 1 april 1971.
 Amendementen van de heer *Bossicart*, n° 651/6 van 3 juni 1971.
 Verslaggever : de heer *Dhoore*.

Handelsreizigers :

Wetsontwerp tot invoering van een beroepseenzelvigheidskaart voor handelsreizigers.
 Overgezonden door de Senaat, n° 95 van 24 april 1945.
 Verslag van de heer *Heyman*, n° 194 van 29 augustus 1945.

Hygiëne en veiligheid der arbeiders :

Wetsontwerp betreffende de veiligheidsvoorschriften bij de fabricage, de behandeling en het gebruik van gevaarlijke scheikundige stoffen en produkten, ter voorkoming van ongevallen en beroepsziekten.
 Overgezonden door de Senaat, n° 128/1 van 1958-1959.
 Amendementen van de Regering, n° 128/2 van 17 maart 1959.
 Verslag van de heer *Bertrand (A.)*, n° 128/3 van 18 maart 1959.

Banken :

Wetsontwerp tot wijziging van het koninklijk besluit van 9 juli 1935 op de bankcontrole en het uitgifteregime voor titels en effecten.
 Overgezonden door de Senaat, n° 927/1 van 1957-1958.
 Verslag van de heer *Fimmers*, n° 642/2 van 1959-1960.

Belastingen :*Directe belastingen :*

Wetsontwerp ter aanvulling van artikel 12 van de wet van 6 september 1895 aangaande het verhaal in beroep en in verbrekking ter zake van directe belastingen.

Overgezonden door de Senaat, n° 826/1 van 1957-1958.

Amendementen van de heer *Philippart*, n° 826/2 van 12 februari 1958.

Verslag van de heer *Tielemans (F.)*, n° 826/3 van 6 maart 1958.

Burgerlijke rechtspleging :*Bevoegdheid :*

Wetsontwerp betreffende de machten van de rechter in kortgeding.
Overgezonden door de Senaat, n° 493 van 19 mei 1949.

Inbeslagneming :

Wetsontwerp tot invoering van een bijzondere procedure inzake beslag onder derden, voor de invorderingen die dienen gedaan door het bestuur der registratie en domeinen.

Overgezonden door de Senaat, n° 491/1 van 1959-1960.

Burgerlijk recht :*Burgerlijke aansprakelijkheid :*

Wetsontwerp tot uitlegging van de artikelen 9 en 10 van de wet van 1 juli 1956 betreffende de verplichte aansprakelijkheidsverzekering inzake motorrijtuigen.

Overgezonden door de Senaat, n° 511/1 van 14 februari 1963.

Burgerlijke stand :

Wetsontwerp tot aanvulling en uitlegging van de wet van 20 augustus 1948 betreffende de verklaringen van overlijden en van vermoedelijk overlijden, alsmede betreffende de overschrijving en de administratieve verbetering van sommige akten van overlijden.

Overgezonden door de Senaat, n° 570 van 27 juni 1951.

Verslag van de heer *Tahon*, n° 487/2 van 27 maart 1956.

Huwelijk :

Wetsontwerp betreffende de onvervreembaarheid der goederen voorzien bij artikel 214j van het Burgerlijk Wetboek.

Overgezonden door de Senaat, n° 599 van 10 juli 1952.

Verslag van M^w *Vanderveken-Van de Plas*, n° 483/2 van 24 januari 1963.

Huwelijkscontract :

Wetsontwerp houdende wijziging van de artikelen 1409, 1424 en 1425 van het Burgerlijk Wetboek betreffende de wettelijke gemeenschap, en toevoeging van een artikel 1424bis.

Gewijzigd door de Senaat, n° 417/3 van 1957-1958.

Landpacht :

Wetsontwerp tot wijziging van artikel 1774, § 3, 2°, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek.

Overgezonden door de Senaat, n° 612/1 van 1959-1960.

Financiën :*Rijkscmptabiliteit :*

Wetsontwerp waarbij op de tijdelijke personeelsleden en gewezen tijdelijke personeelsleden van het Ministerie van Koloniën, bezoldigd ten bezware van de koloniale begroting, toepasselijk worden verklaard de bepalingen van de wet van 10 november 1953 betreffende het prijsgeven door de Staat van sommige schuldvorderingen ontstaan wegens omstandigheden in verband met de oorlog.

Overgezonden door de Senaat, n° 463/1 van 1959-1960.

Amendementen van de heer *Saint-Remy*, n° 628/2 van 18 juli 1963.

Gemeenten :*Gemeentewet :*

Wetsontwerp betreffende de verhoging van het aantal schepenen in sommige villegiaturgemeenten.

Overgezonden door de Senaat, n° 415 van 12 maart 1954.

Verslag van de heer *De Cooman*, n° 94/2 van 17 juni 1954.

Personeel :

Wetsontwerp houdende syndicaal statuut van het personeel van de provincies, de gemeenten, de onder de provincies en gemeenten ressorterende publiekrechtelijke personen en de verenigingen van gemeenten welke niet onderworpen zijn aan de wet van 20 september 1948 houdende organisatie van het bedrijfsleven.

Overgezonden door de Senaat, n° 364/1 van 1959-1960.

Amendementen van de heer *Saint-Remy*, n° 364/2 van 23 maart 1960.

Amendementen van de heer *Bracops*, n° 364/3 van 30 maart 1960.

Amendement van de heer *Bracops*, n° 364/4 van 5 april 1960.

Amendement van de heer *Bracops*, n° 364/5 van 28 april 1960.

Subamendementen van de heer *Saint-Remy*, n° 364/6 van 10 mei 1960.

Amendement van de heer *Saint-Remy*, n° 364/7 van 5 juli 1960.

Handel en Nijverheid :*Prijzen :*

Wetsontwerp tot wijziging van artikel 3 van de besluitwet van 22 januari 1945 betreffende het beteugelen van elke inbreuk op de reglementering betreffende de bevoorrading van het land.

Overgezonden door de Senaat, n° 639 van 29 juli 1948.

Verslag van de heer *Tahon*, n° 486/2 van 27 maart 1956.

Verkoop op afbetaling :

Wetsontwerp tot aanvulling van artikel 2 der wet van 18 augustus 1887 en van artikel 43bis der wet van 25 maart 1876.

Overgezonden door de Senaat, n° 228 van 4 oktober 1945.

Verslag van M^w *Vanderveken-Van de Plas*, n° 485/2 van 24 januari 1963.

Kieswetten :*Verkiezingen. — Verkiezingspropaganda :*

Wetsontwerp tot bescherming van de propaganda bij de verkiezingen.

Overgezonden door de Senaat, n° 226 van 17 oktober 1946.

Amendementen van de heer *Philippart*, n° 232 van 21 oktober 1946.

Verslag van de heer *Spinoy*, n° 182 van 10 februari 1949.

Kinderbescherming :*Schouwspelen :*

Wetsontwerp tot vervanging van de wet van 1 september 1920, waarbij aan minderjarigen beneden zestien jaar toegang tot de bioscoopzalen wordt ontzegd.

Overgezonden door de Senaat, n° 379 van 12 mei 1953.

Verslag van M^w *De Riemaecker-Legot*, n° 51 van 26 november 1953.

Amendementen van : 1° de heer *Dejardin*; 2° M^w *Fontaine-Borguet*, n° 52 van 26 november 1953.

Amendement van de heer *Fayat*, n° 134 van 17 december 1953.

Amendementen van : 1° de heer *Pierson*; 2° de heer *Van Eynde*, n° 208 van 27 januari 1954.

Kunsten, Wetenschappen en Letteren :

Wetsontwerp tot wijziging van het statuut van het Instituut tot aanmoediging van het wetenschappelijk onderzoek in nijverheid en landbouw, omgewerkt door het koninklijk besluit van 5 juni 1957.

Overgezonden door de Senaat, n° 235/1 van 13 december 1961.

Landbouw :

Wetsontwerp betreffende de bestuivingen en besproeiingen tijdens de bloeitijd met insectendodende stoffen.

Overgezonden door de Senaat, n° 420 van 8 mei 1951.

Verslag van de heer *Massart*, n° 864/2 van 18 februari 1958.

Leger :*Militair gerecht :*

Wetsontwerp betreffende de benoeming van het burgerlijk lid van de krijgsraden te velde.

Overgezonden door de Senaat, n° 735/1 van 21 februari 1964.

Officiëren :

Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reserveofficiëren.

Overgezonden door de Senaat, n° 568/1 van 23 juni 1960.

Verslag van M^{re} De Moor-Van Sina, n° 568/2 van 16 februari 1961.

Notariaat :

1. Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 25 ventôse jaar XI houdende inrichting van het notariaat en van het besluit van 2 nivôse jaar XII betreffende de instelling en de inrichting van de kamers van notarissen.

Overgezonden door de Senaat, n° 1021/1 van 25 maart 1965.
Amendementen van de heer *Hermans*, n° 1021/2 van 30 maart 1965.
Amendementen van de heer *Saintraint*, n° 1021/3 van 5 april 1965.
Amendementen van : 1° de heer De Clercq (W.); 2° de heer *Dewulf*, n° 1021/4 van 8 april 1965.

Amendementen van de heer *Saintraint*, n° 135/2 van 28 februari 1966.

Amendementen van de Regering, n° 135/3 van 22 juni 1966.

Amendementen van de heer *Saintraint*, n° 135/4 van 8 september 1966.

Amendementen van de heer *Van Lidth de Jeude*, n° 135/5 van 27 september 1966.

Amendementen van de heer *Leys*, n° 135/6 van 18 december 1967.

Amendement van de heer *Lefèvre (Th.)*, n° 135/7 van 25 januari 1968.

Amendementen van de heer *Lindemans*, n° 253/2 van 21 januari 1969.

2. Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 10 juli 1931 betreffende de bevoegdheid van de diplomatieke en consulaire ambtenaren in notariële zaken.

Overgezonden door de Senaat, n° 1033/1 van 7 april 1965.

Amendement van de heer *Saintraint*, n° 358/2 van 30 januari 1967.

Onderwijs :**Lager onderwijs :**

1. Wetsontwerp tot aanvulling van de wet tot regeling van het lager onderwijs.

N.B. — Dit ontwerp betreft de « Vriendenkringen ».

Overgezonden door de Senaat, n° 204 van 22 februari 1949.

Verslag van de heer *Verbist*, n° 241 van 16 februari 1950.

28 februari 1950. — Opnieuw verzonden naar de Commissie.

Verslag van de heer *Remacle (L.)*, n° 654/2 van 17 april 1970.

2. Wetsontwerp tot schrapping van de artikelen 29 en 31 van de bij koninklijk besluit van 20 augustus 1957 gecoördineerde wetten op het lager onderwijs.

Overgezonden door de Senaat, n° 762/1 van 19 maart 1964.

Verslag van de heer *Remacle (L.)*, n° 656/2 van 17 april 1970.

Middelbaar onderwijs :

Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 15 juni 1881 op het middelbaar onderwijs (functie van studiemeester).

Overgezonden door de Senaat, n° 330 van 1949-1950.

Amendement van de heer *Deconinck (J.)*, n° 577 van 27 juni 1951.

Verslag van de heer *Remacle (L.)*, n° 653/2 van 17 april 1970.

Oorlog :**Ontsnapten :**

Wetsontwerp tot invoering van een statuut der oorlogsontsnapten.

Overgezonden door de Senaat, n° 132 van 20 december 1951.

Amendement van de Regering, n° 122 van 21 januari 1953.

Verslag van de heer *Verboven*, n° 400 van 19 mei 1953.

Amendement van de heer *Namèche*, n° 469 van 9 juni 1953.

Amendementen van de heer *Terfve*, n° 478 van 10 juni 1953.

Oorlogsschade :

Wetsontwerp tot wijziging van de artikelen 5 en 6bis van de wetten betreffende de herstelling der oorlogsschade aan private goederen, samengeordend op 30 januari 1954, en, bij uitbreiding, van de wetgeving betreffende de herstelling der schade veroorzaakt door de geallieerde expeditietroepen.

[Afgescheiden artikelen van het ontwerp n° 425/1. — Zie verslag van de heer *Van Cleemput*, n° 425/23 (1964-1965).]

Gewijzigd door de Senaat, n° 425/27 van 31 maart 1965.

Verslag van de heer *De Mey*, n° 425/28 van 6 april 1965.

Weerstand :

Wetsontwerp ter bekrachtiging van het officieel bestaan van het Geheim Leger en tot herstel van zijn statuut.

Overgezonden door de Senaat, n° 312 van 9 maart 1950.

Verslag van de heer *Namèche*, n° 537/2 van 12 juni 1956.

16 april 1959. — Opnieuw verzonden naar de Commissie voor de Landsverdediging.

Verslag van de heer *Verboven*, n° 590/2 van 12 juni 1963.

Pensioenen :**Burgerlijke pensioenen :**

Wetsontwerp houdende opheffing van artikel 8 van de wet van 30 januari 1954 tot regeling van de pensioenen der leden van het personeel der privé-inrichtingen voor technisch onderwijs.

Overgezonden door de Senaat, n° 168/1 van 1 december 1954.

Verslag van de heer *Remacle (L.)*, n° 655/2 van 17 april 1970.

Militaire pensioenen :

Wetsontwerp tot interpretatie van artikel 6 van de wet van 10 augustus 1948.

Overgezonden door de Senaat, n° 692/1 van 13 december 1963.

Publiek recht :**Nationale en Gewestelijke Raden :**

Wetsontwerp houdende organisatie van de Cultuurraden.

Overgezonden door de Senaat, n° 569/1 van 23 juni 1960.

Verslag van de heer *Mertens de Wilmars*, n° 569/2 van 8 februari 1961.

Amendement van de heer *Radoux*, n° 569/3 van 14 februari 1961.

Rechterlijke inrichting :**Balie :**

Wetsontwerp betreffende de uitoefening van het beroep van advocaat en houdende invoering van tuchtraden van beroep.

Overgezonden door de Senaat, n° 247 van 8 maart 1949.

Amendementen van de Regering, n° 244 van 6 februari 1951.

Notarissen, pleitbezorgers, deurwaarders :

1. Wetsontwerp tot instelling van hoger beroep in tuchtzaken voor de notarissen, pleitbezorgers en deurwaarders.

Overgezonden door de Senaat, n° 488 van 19 mei 1949.

Amendementen van de heer *Lefèvre (Th.)*, n° 331 van 1949-1950.

Amendementen van de heer *Lefèvre (Th.)*, n° 24 van 28 juni 1950.

2. Wetsontwerp betreffende het ambt van pleitbezorger en tot wijziging van de wet van 10 januari 1891, betreffende de pleidooien in de rechtbanken van eerste aanleg.

Overgezonden door de Senaat, n° 443/1 van 24 februari 1960.

Amendementen van : 1° de heer *Lefèvre (F.)*; 2° de heer *Lindemans*, n° 443/2 van 2 maart 1960.

Verslag van de heer *Robyns*, n° 443/3 van 18 mei 1960.

Talen :

1. Wetsontwerp tot wijziging van de artikelen 20 en 23 van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken.

Overgezonden door de Senaat, n° 369 van 4 maart 1954.

2. Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken.

Overgezonden door de Senaat, n° 370 van 4 maart 1954.

Riviervisserij :

Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 1 juli 1954 op de riviervisserij.

Overgezonden door de Senaat, n° 820/1 van 10 december 1957.

Verslag van de heer *Peiffer*, n° 820/2 van 29 januari 1958.

Amendement van de heer *Sainte*, n° 820/3 van 20 maart 1958.

Sociale verzekeringen :**Maatschappelijke zekerheid :**

Wetsontwerp tot wijziging van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, gewijzigd bij de wet van 14 juli 1951.

Overgezonden door de Senaat, n° 9/1 van 18 juni 1958.

Verslag van de heer *D'haeseleer*, n° 9/2 van 16 april 1959.

Strafrecht :*Overtredingen :*

Wetsontwerp tot wijziging van artikel 551, 5°, van het Strafwetboek.

Overgezonden door de Senaat, n° 232/1 van 22 juni 1966.

Verslag van de heer *Bohy*, n° 232/2 van 16 februari 1967.

Veiligheid van de Staat :

Wetsontwerp tot wijziging van artikel 123sexies van het Strafwetboek.

Overgezonden door de Senaat, n° 516 van 19 juni 1952.

Amendementen van de heer *Leclercq*, n° 19 van 17 november 1953.

Verslag van de heer *Hermans*, n° 88 van 8 december 1953.

Amendement van de heer *Deruelles*, n° 146 van 29 december 1953.

Amendementen van de heer *Leclercq*, n° 148 van 7 januari 1954.

27 januari 1954. — Opnieuw verzonden naar de Commissie voor de Justitie.

Verslag van M^{re} *Vanderveken-Van de Plas*, n° 484/2 van 24 januari 1963.